

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/004013]

15 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon remplaçant la partie réglementaire du Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le Code wallon du Développement territorial, partie décrétable, les articles D.IV.1, § 2, D.IV.4, alinéa 1^{er}, 13^o, D.IV.26, § 1^{er}, alinéa 2, D.IV.35, alinéa 2, D.IV.40, alinéa 1^{er}, D.V.1, 2^o, D.VII.3, alinéa 1^{er}, 3^o, et D.VII.19, alinéa 1^{er} ;

Vu le Code wallon du Patrimoine, remplacé par le décret du 28 septembre 2023, les articles D.3, 16^o, 17^o et 43^o, D.4, D.6, D.8, D.10 à D.19, D.24, D.27 et D.28, D.30, D.32 à D.36, D.41, D.44, D.47 et D.48, D.51, D.53, D.55 à D.62, D.64 et D.65, D.68 à D.71, D.73 à D.77, D.79 à D.92, D.95, D.97 à D.101, D.104 à D.106, D.109, D.116, D.126 à D.132 et D.134 ;

Vu le décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses, l'article 77 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 2015 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales et modifiant le Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016 formant la partie réglementaire du Code du développement territorial, l'article 28, § 1^{er} ;

Vu le Code du Développement territorial, partie réglementaire ;

Vu le Code wallon du Patrimoine, ses articles R.0 à R.52 et 481 à 504/5 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 mai 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 2023 ;

Vu le rapport du 8 juin 2023 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données rendu le 18 juillet 2023 ;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 23 août 2023 ;

Vu l'avis de l'Association des Provinces wallonnes, donné le 31 août 2023 ;

Vu l'avis de l'Observatoire du Commerce, donné le 29 janvier 2024 ;

Vu l'avis du pôle « Aménagement du territoire », donné le 6 février 2024 ;

Vu la demande d'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie formulée le 3 juillet 2023 et l'absence d'avis rendu ;

Vu l'avis 74.904/4 du Conseil d'Etat, donné le 8 janvier 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis de la Commission royale des monuments, sites et fouilles, donné le 30 août 2023 ;

Sur la proposition de la Ministre du Patrimoine ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions modificatives**Section 1^{ère}. — Remplacement du Code wallon du Patrimoine – partie réglementaire**

Article 1^{er}. Les dispositions suivantes forment le Code wallon du Patrimoine - partie réglementaire.

« TITRE 1^{er}. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. R.0-1. Pour l'application du Code, le service désigné par le Gouvernement est l'Administration du Patrimoine.

Chapitre 1^{er}. Champ d'application**Chapitre 2. Définitions****Chapitre 3. Les modalités de communication et le calcul des délais**

Art. R.4-1. Il est donné date certaine à toute communication et tout envoi ou réception qui constitue le point de départ d'un délai prévu par le code.

Art. R.4-2. Les procédés qui donnent date certaine à la communication, l'envoi et ou à la réception d'un acte sont :
1^o pour l'envoi :

a) un récépissé daté du courrier fourni par le service de distribution ;

b) un courriel électronique ou tout autre service de confiance électronique ;

2^o pour la réception :

a) un accusé de réception ou récépissé daté et signé par le destinataire du courrier ;

b) une attestation de la date de réception du courrier par son destinataire fournie par le service de distribution ;

c) un courriel électronique ou tout autre service de confiance électronique.

TITRE 2. LA PROTECTION DU PATRIMOINE**Chapitre 1^{er}. Le patrimoine mondial**

Art. R.6-1. Le site internet visé à l'article D.6, alinéa 1^{er}, est celui du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie.

Art. R.8-1. § 1^{er}. Le plan de gestion est élaboré par le comité de gestion et a pour objectif d'assurer la conservation de la valeur universelle exceptionnelle du bien et des attributs qui la sous-tendent.

Le plan de gestion se réfère aux orientations qui guident la mise en œuvre de la convention du patrimoine mondial en vigueur. Ces orientations sont reprises dans la structure du plan de gestion sous la forme d'axes qui se déclinent au travers d'un programme d'actions.

Pour les biens transnationaux et transfrontaliers, le plan de gestion des composantes wallonnes s'intègre au plan de gestion coordonné du bien et prend en considération les orientations de celui-ci.

Le plan de gestion constitue un des éléments du système de gestion au sens des orientations qui guident la mise en œuvre de la convention du patrimoine mondial.

§ 2. Le comité de gestion actualise le plan de gestion tous les dix ans.

L'actualisation propose un état de la situation et donne de nouveaux objectifs en prenant en considération l'authenticité, l'intégrité reconnues ainsi que les attributs du bien.

Le plan de gestion reste valide tant qu'une actualisation n'est pas réalisée.

Art. R.8-2. Un comité de gestion est créé pour chaque bien et est chargé de la coordination générale du plan de gestion.

Le comité de gestion :

1° élabore et actualise le plan de gestion ;

2° transmet un rapport au Comité wallon du patrimoine mondial tous les cinq ans.

Le comité de gestion peut instaurer des groupes de travail thématiques afin de développer certaines actions du plan de gestion.

Le comité de gestion établit par écrit les modalités de son fonctionnement.

Le comité de gestion est composé au minimum :

1° de deux membres du personnel de l'Administration du Patrimoine ;

2° du Fonctionnaire délégué ;

3° d'un représentant du collège communal du territoire sur lequel s'étend le bien ;

4° du propriétaire du bien ;

5° du gestionnaire du bien lorsqu'il n'est pas le propriétaire du bien ou qu'il existe plusieurs propriétaires ;

6° toute personne physique ou morale, organisme ou administration désignée par le comité de gestion selon les spécificités ou les besoins du bien.

Les personnes visées à l'alinéa 5 peuvent se faire représenter par une personne désignée à cet effet.

Les membres du personnel de l'Administration du Patrimoine président et coordonnent le comité de gestion.

Le comité désigne en son sein le membre qui assure le secrétariat.

Le comité de gestion se réunit au minimum une fois par an.

Art. R.10-1. Le Comité wallon du patrimoine mondial désigne un membre de l'Administration du Patrimoine qui assure le secrétariat.

Art. R.10-2. Le Comité wallon du patrimoine mondial transmet ses propositions au Ministre-président.

Chapitre 2. Le patrimoine exceptionnel de Wallonie

Art. R.11-1. Le caractère patrimonial exceptionnel d'un bien classé se déduit de l'existence d'intérêts et de critères cumulés dans le chef du bien classé qui lui confèrent une reconnaissance et un rayonnement majeur à l'échelle du territoire wallon.

Art. R.11-2. Le Ministre soumet pour avis simultanément à l'Administration du Patrimoine et à la Commission le projet de liste ou de modification de la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie.

Art. R.11-3. Lors de chaque modification de la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie, l'Administration du Patrimoine informe les propriétaires de l'inscription de leur bien sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie. Lorsqu'un bien n'est plus repris en tout ou en partie sur cette liste, l'Administration du Patrimoine en informe le propriétaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'Administration du Patrimoine n'informe pas le propriétaire d'un bien qui était déjà repris sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie.

Art. R.11-4. La liste des biens ou parties de biens classés dont le caractère patrimonial exceptionnel est reconnu est publiée sur le site internet du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie.

Chapitre 3. Le patrimoine classé

Section 1^{ère}. Le classement d'un bien

Art. R.12-1. Le Ministre est compétent pour toute décision relative à l'entame d'une procédure de classement d'un bien.

Art. R.12-2. Les statuts publiés au *Moniteur belge* des sociétés, associations ou fondations visées à l'article D.12, alinéa 2, 6°, mentionnent que leur objet ou finalité est la sauvegarde du patrimoine.

Art. R.12-3. Dans le cas visé à l'article D.12, alinéa 2, 2° à 6°, la demande est introduite au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

Art. R.13-1. Le Ministre est compétent pour :

1° arrêter tout projet de classement d'un bien ;

2° désigner les administrations et les services visés à l'article D.13, § 2, 3°, c).

Art. R.13-2. Le projet de classement est publié sur le site internet du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie.

Art. R.14-1. Le Ministre est compétent pour toute décision relative au classement d'un bien et à la détermination de conditions particulières de protection et de gestion.

Les conditions particulières de protection et de gestion sont arrêtées conformément à l'article D.22, § 1^{er}.

Art. R.15-1. L'arrêté de classement est publié sur le site internet du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie.

Section 2. La zone de protection

Art. R.16-1. Le Ministre est compétent pour toute décision relative à l'établissement ou à la modification d'une zone de protection postérieurement au classement du bien.

Section 3. La modification de l'arrêté de classement ou le déclassement

Art. R.17-1. Le Ministre est compétent pour toute décision relative à une procédure de modification d'un arrêté de classement ou d'une procédure de déclassement.

Section 4. Les écussons et les panneaux

Art. R.18-1. Tout propriétaire d'un bien classé accepte l'apposition d'un signe distinctif visé à l'article D.18 sur le bien ou le plus près possible de celui-ci de sorte à ne pas mettre en péril les critères et intérêts qui ont justifié son classement et prend la forme d'un panneau de 0,10 m sur 0,15 m en forme d'écu pointé en bas, écartelé en sautoir de bleu-roi et de blanc, un écusson formé d'un carré bleu-roi dont un des angles s'inscrit dans la pointe de l'écusson et d'un triangle bleu-roi au-dessus du carré, les deux délimitant un triangle blanc de chaque côté, reproduisant, en blanc, dans le carré l'emblème de la Région wallonne, entouré des mots « Région wallonne » et « Bien classé ».

Le cas échéant, un logo officiel relatif à une reconnaissance ou une protection internationale liée au patrimoine est également apposé sur le bien ou le plus près possible de celui-ci de sorte à ne pas mettre en péril les critères et intérêts qui ont justifié son classement.

Le signe distinctif est complété par un dispositif qui permet d'accéder numériquement à des informations sur le bien. Ce dispositif est placé à un endroit visible de sorte à ne pas mettre en péril les critères et intérêts qui ont justifié le classement du bien. Le Ministre fixe le format de ce dispositif.

Le propriétaire est averti au moins trente jours à l'avance de la date de l'apposition du signe distinctif et du dispositif qui permet d'accéder numériquement à des informations sur le bien.

Chapitre 4. La liste de sauvegarde

Art. R.19-1. Le Ministre est compétent pour toute décision relative à :

- 1° l'inscription d'un bien sur la liste de sauvegarde ;
- 2° l'entame d'une procédure de classement conformément à l'article D.19, § 3.

Art. R.19-2. L'Administration du Patrimoine décide s'il est opportun de solliciter l'avis de la Commission au regard de l'urgence de l'inscription du bien sur la liste de sauvegarde.

Art. R.19-3. Les statuts publiés au *Moniteur belge* des sociétés, associations ou fondations visées à l'article D.19, § 1^{er}, alinéa 2, 6°, mentionnent que leur objet ou finalité est la sauvegarde du patrimoine.

Art. R.19-4. Dans le cas visé à l'article D.19, § 1^{er}, alinéa 2, 2 à 6°, la demande est introduite au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

Art. R.19-5. L'arrêté d'inscription d'un bien sur la liste de sauvegarde est publié sur le site internet du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie.

Art. R.19-6. La fiche patrimoniale visée à l'article D.19, § 3, alinéa 2, est transmise au Ministre.

Chapitre 5. Les effets du statut de bien classé ou assimilé

Art. R.27-1. Le Ministre est compétent pour toute décision relative à la suspension ou à l'annulation d'un arrêté d'un bourgmestre qui ordonne la destruction partielle ou totale d'un bien classé ou assimilé.

Le Ministre peut annuler partiellement ou totalement l'arrêté d'un bourgmestre si les conditions d'application de l'article D.27 ne sont pas satisfaites.

Le Ministre peut suspendre partiellement ou totalement l'arrêté d'un bourgmestre dans l'attente d'éléments neufs, d'informations supplémentaires ou d'études complémentaires.

Art. R.27-2. La notification visée à l'article D.27, alinéa 1^{er}, 4°, est adressée simultanément au Ministre et à l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine.

Lorsque les notifications n'ont pas été réalisées simultanément, la date de la réception de la notification par le Ministre prime pour le calcul du délai visé à l'article D.27, alinéa 2.

Art. R.27-3. Le dossier explicatif visé à l'article D.27, alinéa 1^{er}, 4°, justifie l'application de l'article D.27 au regard des conditions visées à l'article D.27, alinéa 1^{er}, 1° à 3°.

Le dossier explicatif contient les éléments suivants :

- 1° l'identification du propriétaire du bien et un résumé des éventuels contacts qui ont été pris avec le propriétaire ;
- 2° une description de l'état physique et sanitaire du bien ;
- 3° une explication relative à la cause de la ruine et de la menace que représente le bien pour l'ordre ou la sécurité publique ;
- 4° une description détaillée de la nature et de l'ampleur de la menace que représente le bien pour l'ordre ou la sécurité publique ;
- 5° le cas échéant, l'ensemble des rapports d'expertise ou des services de secours relatifs au bien ;
- 6° le cas échéant, l'ensemble des attestations et documents d'assurance relatifs au bien ;
- 7° une description et une estimation du coût des mesures de stabilisation, de protection, de réparation ou de restauration nécessaires au maintien du bien ;
- 8° une description des mesures qui seront adoptées pour assurer le suivi des actes et travaux de destruction afin de conserver des éléments patrimoniaux du bien ;
- 9° toute pièce justificative ou élément probant qui permet de vérifier que les conditions visées à l'article D.27, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, sont remplies.

Les éléments visés à l'alinéa 2, 7° et 8°, peuvent, le cas échéant, être complétés dans le cadre de la visite avec l'aide des techniciens et spécialistes présents. L'ensemble des compléments sont repris dans le rapport ou le procès-verbal de la visite visés à l'article D.27, alinéa 2.

Art. R.27-4. Le procès-verbal visé à l'article D.27, alinéa 2, porte sur conditions visées à l'article D.27, alinéa 1^{er}, 1° à 3°.

Le procès-verbal peut constater l'existence d'alternatives à la destruction du bien.

L'Administration du Patrimoine dresse le procès-verbal sur place.

Le bourgmestre ou son représentant approuve le procès-verbal et le signe sur place. En cas de désaccord du bourgmestre ou de son représentant, le procès-verbal en fait mention et précise les raisons de ce désaccord.

Art. R.28-1. Sur la base d'une proposition de l'Administration du Patrimoine, le Ministre est compétent pour :

- 1° poursuivre l'expropriation pour cause d'utilité publique d'un bien classé ou de tous autres biens dont l'expropriation est nécessaire à la conservation, la réhabilitation ou la valorisation d'un bien classé ;
- 2° réaliser ou faire réaliser pour le compte du propriétaire des actes et travaux conservatoires d'urgence, d'entretien ou de restauration.

Art. R.30-1. Le Ministre désigne les membres du personnel de l'Administration du Patrimoine du niveau A visés à l'article D.30, alinéa 1^{er}.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} disposent d'une carte de légitimation.

Chapitre 6. L'inventaire régional du patrimoine

Art R.32-1. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine dresse la liste des biens inscrits à l'inventaire régional du patrimoine et des biens qui y sont repris pastillés.

Art R.32-2. Toute demande d'inscription ou de retrait d'un bien de l'inventaire régional du patrimoine est introduite au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

L'Administration du Patrimoine adresse au demandeur un accusé de réception et se prononce sur le caractère complet de la demande dans les quinze jours de la réception de la demande.

Lorsque la demande est incomplète, l'Administration du Patrimoine invite le demandeur à compléter celle-ci dans un délai qu'elle détermine. Si le demandeur ne complète pas sa demande dans le délai fixé par l'Administration du Patrimoine, la demande est jugée irrecevable.

Lorsque la demande est complète et recevable, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine envoie sa décision au demandeur dans les soixante jours de la réception du dossier complet et recevable. A défaut de l'envoi de la décision dans ce délai, l'inscription ou le retrait est réputé refusé.

Art. R.32-3. L'inscription ou le retrait d'un bien de l'inventaire régional du patrimoine pastillé est notifié par l'Administration du Patrimoine au propriétaire du bien.

Art. R.32-4. L'inscription ou le retrait d'un bien de l'inventaire régional du patrimoine pastillé produit ses effets au jour de sa publication au *Moniteur belge* et sur le site internet visé à l'article R.32-5. Si, le cas échéant, la publication au *Moniteur belge* et sur le site internet visé à l'article R.32-5 n'est pas réalisée le même jour, l'inscription ou le retrait produit ses effets à partir du jour où les deux publications sont réalisées.

L'inscription ou le retrait d'un bien de l'inventaire régional du patrimoine produit ses effets au jour de sa publication sur le site internet visé à l'article R.32-5.

Art. R.32-5. L'inventaire régional du patrimoine et la liste des biens qui y sont repris pastillés sont publiés sur le site internet du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie.

TITRE 3. LES OUTILS DE CONSERVATION DU PATRIMOINE

Chapitre 1^{er}. La fiche patrimoniale

Art. R.33-1. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine valide la fiche patrimoniale. Cette fiche contient :

1° un volet A relatif à l'évaluation patrimoniale, qui comporte au minimum :

a) l'identification du bien :

(i) la dénomination ;

(ii) la localisation ;

(iii) la situation administrative ;

(iv) les statuts juridique, patrimonial et urbanistique ;

(v) la cartographie ;

b) l'analyse du bien :

(i) l'historique ;

(ii) la description ;

(iii) l'analyse des valeurs patrimoniales ;

(iv) l'analyse comparative avec des biens similaires à l'échelle wallonne et nationale ainsi que dans des pays limitrophes ;

(v) la synthèse des intérêts et des critères visés à l'article D.2 et, si le bien est inscrit au patrimoine mondial, les attributs ;

(vi) la zone de protection avec délimitation et motivation, si une zone de protection est établie ; zone tampon si le bien est inscrit au patrimoine mondial ;

(vii) l'analyse des conditions relatives à tout usage ou activité susceptible d'altérer un ou plusieurs des éléments qui justifient le classement ;

(viii) l'analyse des conditions particulières de protection et de gestion projetées ou auxquelles est soumis le bien ;

c) les conclusions et les recommandations générales ;

d) les annexes :

(i) la bibliographie et les sources ;

(ii) le reportage photographique ;

(iii) la documentation iconographique, graphique et planologique ;

e) les conditions particulières de protection ;

f) les remarques éventuelles ;

2° un volet B relatif aux indications techniques qui comporte au minimum :

a) la description des pathologies constatées par la reconnaissance visuelle ;

b) les priorités d'intervention ;

c) les conclusions et les recommandations générales.

Art. R.33-2. Le Ministre établit le modèle de la fiche patrimoniale.

Chapitre 2. L'autorisation patrimoniale

Section 1^{ère}. La demande d'autorisation patrimoniale

Art. R.35-1. Toute demande d'autorisation patrimoniale est adressée au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

La demande est adressée par voie papier ou électronique selon les modalités fixées par le Ministre.

Dans sa demande, le demandeur peut exiger que, pour ce qui le concerne, l'envoi des convocations et la diffusion des documents se fassent par voie papier.

Art. R.36-1. Sans préjudice de l'article R.35-1, alinéa 3, l'envoi des convocations et la diffusion des documents se font par voie électronique.

L'Administration du Patrimoine assure l'envoi de la convocation et la diffusion des documents relatifs à la première réunion de patrimoine auprès de l'ensemble des membres du comité d'accompagnement du projet et à la Commission.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les membres du comité d'accompagnement peuvent solliciter, chacun pour ce qui le concerne, que l'envoi des convocations et la diffusion des documents se fassent par voie papier. Dans ce cas, le demandeur fournit à l'Administration du Patrimoine le nombre d'exemplaires nécessaires.

L'envoi de la convocation et la diffusion des documents sont réalisés au plus tard quinze jours avant la tenue de la première réunion de patrimoine.

Art. R.36-2. Sur simple demande de l'Administration du Patrimoine, le demandeur fournit une version électronique des documents qui complète la demande d'autorisation patrimoniale sauf si le demandeur prouve une impossibilité matérielle de pouvoir fournir une version électronique des documents.

Section 2. Les réunions de patrimoine

Sous-section 1^{ère}. La première réunion de patrimoine

Sous-section 2. Les réunions de patrimoine complémentaires

Art. R.41-1. L'envoi des convocations et la diffusion des documents se font par voie électronique.

Si le demandeur a exigé l'utilisation de la voie papier conformément à l'article R.35-1, alinéa 3, l'envoi des convocations et la transmission de documents se font par cette voie pour ce qui le concerne.

Si un membre du comité d'accompagnement du projet a sollicité l'utilisation de la voie papier conformément à l'article R.36-1, alinéa 3, l'envoi des convocations et la transmission de documents se font par cette voie pour ce qui le concerne.

L'Administration du Patrimoine envoie la convocation relative à une réunion de patrimoine complémentaire.

Le demandeur ou, le cas échéant, l'auteur de projet assure la diffusion des documents relatifs à une réunion de patrimoine complémentaire auprès de l'ensemble des membres du comité d'accompagnement du projet et de la Commission.

L'envoi de la convocation et la diffusion des documents sont réalisés au plus tard quinze jours avant la tenue de la réunion de patrimoine complémentaire.

Art. R.41-2. Une réunion de patrimoine complémentaire peut être organisée sur place ou par vidéo-conférence.

Sous-section 3. Les procès-verbaux

Section 3. L'octroi ou le refus de l'autorisation patrimoniale

Sous-section 1^{ère}. La clôture de la procédure d'examen de la demande d'autorisation patrimoniale

Art. R.44-1. Les documents nécessaires à la clôture d'une procédure d'autorisation patrimoniale sont :

1° les documents déterminés par l'Administration du Patrimoine dans le procès-verbal de la dernière réunion de patrimoine ;

2° la fiche patrimoniale si le comité d'accompagnement a décidé de son élaboration en vertu de l'article D.40, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, sont constitués de l'ensemble des documents que le projet requiert en matière d'études préalables, d'opérations archéologiques, de plans, de détails et d'exigences techniques, de marché public, de subvention, de cahiers des charges, de métrés et de devis estimatifs.

Sous-section 2. La décision relative à la demande d'autorisation patrimoniale

Art. R.47-1. La décision d'octroi ou de refus de l'autorisation patrimoniale est notifiée au demandeur par voie papier ou électronique.

La décision d'octroi ou de refus de l'autorisation patrimoniale est notifiée aux membres du comité d'accompagnement du projet et à la Commission par voie électronique.

Art. R.47-2. Le directeur de la zone opérationnelle de l'Administration du Patrimoine territorialement compétente est compétent pour l'octroi ou le refus de l'autorisation patrimoniale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine est compétent pour l'octroi ou le refus de l'autorisation patrimoniale lorsque la demande porte sur un bien :

1° dont la Région wallonne est propriétaire ;

2° qui implique plusieurs pouvoirs subsidiaires, hors interventions provinciale et communale prévue à l'article R.97-2 ;

3° inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie.

Art. R.48-1. Le Ministre détermine la forme de l'autorisation patrimoniale.

L'autorisation patrimoniale mentionne :

1° le bien sur lequel porte l'autorisation patrimoniale ;

2° les actes et les travaux, les activités ou les événements autorisés ;

3° les éventuelles conditions auxquelles est assortie l'autorisation patrimoniale ;

4° les éventuelles opérations archéologiques à réaliser ;

5° la date de la décision.

L'Administration du Patrimoine peut compléter le contenu de l'autorisation patrimoniale en fonction des circonstances du cas d'espèce.

L'Administration du Patrimoine annexe à l'autorisation patrimoniale :

1° les documents visés à l'article D.44 ;

2° le procès-verbal de la dernière réunion de patrimoine ;

3° l'avis de la Commission visé à l'article D.45, alinéa 2 ;

4° tout document que l'Administration du Patrimoine estime utile de joindre à l'autorisation patrimoniale en fonction des circonstances du cas d'espèce.

Sous-section 3. La durée de validité et la péremption de l'autorisation patrimoniale

Art. R.51-1. Toute demande de prolongation du délai de validité d'une autorisation patrimoniale est introduite au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

La demande est adressée par voie papier ou électronique selon les modalités fixées par le Ministre.

Art. R.51-2. L'autorité qui est compétente pour l'octroi de l'autorisation patrimoniale est également compétente pour l'octroi de la prolongation du délai de validité de l'autorisation patrimoniale.

Art. R.51-3. La décision d'octroi ou de refus de prolongation du délai de validité de l'autorisation patrimoniale est envoyée par voie papier ou électronique dans les quarante jours de la réception de la demande par l'Administration du Patrimoine.

En cas d'absence de réponse de l'Administration du Patrimoine dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, la demande de prolongation est réputée favorable.

Section 4. La modification du projet postérieurement à la délivrance de l'autorisation patrimoniale

Chapitre 3. Le plan opérationnel patrimonial

Art. R.53-1. L'Administration du Patrimoine peut d'initiative ou à la demande du comité d'accompagnement établir un plan opérationnel patrimonial, lorsqu'il ressort de l'instruction d'une demande d'autorisation patrimoniale que cette demande porte sur des actes et travaux ou des événements et activités qui répondent aux conditions de l'article D.53, alinéa 1^{er}.

Lorsque le demandeur souhaite l'établissement d'un plan opérationnel patrimonial, il le mentionne dans la demande d'autorisation patrimoniale.

Art. R.53-2. La première réunion de patrimoine dans le cadre de l'établissement d'un plan opérationnel patrimonial se tient à l'endroit où se situe le bien classé, sauf dans l'hypothèse où une réunion du comité d'accompagnement s'est déjà tenue sur place.

Art. 53-3. Le plan opérationnel patrimonial contient au minimum :

- 1° la description des actes et travaux ou des événements et activités à caractère récurrent concernés ;
- 2° les plans et documents techniques relatifs aux actes et travaux ou aux événements et activités ;
- 3° les conditions relatives à la réalisation des actes et travaux ou l'organisation des événements et activités ;
- 4° une fiche patrimoniale, si l'Administration du Patrimoine l'estime nécessaire, ou un état des lieux lorsque le plan opérationnel patrimonial porte sur l'organisation d'un événement ou d'une activité.

Art. R.53-4. Le directeur de la zone opérationnelle de l'Administration du Patrimoine territorialement compétente est compétent pour l'établissement d'un plan opérationnel patrimonial.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine est compétent pour l'établissement d'un plan opérationnel patrimonial lorsque la demande porte :

- 1° sur un bien dont la Région wallonne est propriétaire ;
- 2° sur un projet qui implique plusieurs pouvoirs subsidiants, hors interventions provinciale et communale prévue à l'article R.97-2 ;
- 3° sur un bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie.

Art. R.53-5. § 1^{er}. Le renouvellement d'un plan opérationnel patrimonial peut être demandé :

- 1° par la personne à qui le plan opérationnel patrimonial a été octroyé ;
- 2° par le propriétaire du bien classé.

Un plan opérationnel patrimonial dont le renouvellement est sollicité, peut être renouvelé uniquement à une seule reprise pour une durée qui ne dépasse pas le délai de validité du plan opérationnel patrimonial.

Toute demande de renouvellement est envoyée au moyen du formulaire arrêté par le Ministre au plus tard trois mois avant l'échéance du délai de validité du plan opérationnel patrimonial.

La demande est adressée par voie papier ou électronique selon les modalités fixées par le Ministre.

La demande de renouvellement est accompagnée d'un rapport d'activité relatif aux actes et travaux ou aux événements et activités visés par le plan opérationnel patrimonial dont le renouvellement est demandé.

§ 2. L'autorité visée à l'article R.53-4 est compétente pour le renouvellement d'un plan opérationnel patrimonial.

§ 3. Le renouvellement intervient au plus tard au jour de l'échéance du délai de validité du plan opérationnel patrimonial dont le renouvellement est demandé.

Art. R.55-1. L'autorité visée à l'article R.53-4 est compétente pour la suspension ou de révocation d'un plan opérationnel patrimonial.

La décision de suspension ou de révocation est notifiée par voie papier ou électronique :

- 1° au demandeur ;
- 2° au propriétaire ;
- 3° au collège communal du territoire sur lequel se situe le bien ;
- 4° à la Commission.

Le plan opérationnel patrimonial est suspendu ou révoqué au jour de la notification au propriétaire de la décision de suspension ou de révocation ou, le cas échéant, à la date indiquée par l'Administration du Patrimoine dans la décision.

Chapitre 4. Le recours

Art. R.56-1. Sous peine d'irrecevabilité, tout recours est adressé au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

Le recours est adressé à la Direction de la Coordination opérationnelle de l'Administration du Patrimoine par envoi recommandé.

Art. R.56-2. Sous peine d'irrecevabilité du recours, les documents manquants sont envoyés dans les quinze jours de la réception de l'accusé de réception de recours incomplet.

Art. R.57-1. Lorsqu'il en fait la demande, l'auteur du recours est entendu par l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine ou son délégué.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le recours porte sur une décision prise par l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine, l'auteur du recours est entendu par le directeur général du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine, Energie, ou son délégué à l'exclusion d'un membre du personnel de l'Administration du Patrimoine.

Art. R.57-2. L'audition peut se tenir par visioconférence. Dans cette hypothèse, l'Administration du Patrimoine en informe l'auteur du recours.

L'auteur du recours peut refuser que l'audition se tienne par visioconférence en le signalant à l'Administration du Patrimoine dans les cinq jours qui suivent la réception de l'information selon laquelle l'audition se tiendra par visioconférence.

Art. R.57-3. Lors de l'audition, les personnes ou les instances invitées peuvent déposer au dossier, après l'avoir exposée, une note de motivation ou toute pièce complémentaire qu'elles jugent utile.

Art. R.58-1. L'avis de la Commission et, le cas échéant, du collège communal est sollicité par l'Administration du Patrimoine dans les quinze jours de l'envoi de l'accusé de réception de recours complet.

L'avis de la Commission et, le cas échéant, du collège communal est communiqué dans les trente jours de la réception de la demande d'avis.

Art. R.58-2. Les membres du personnel de l'Administration du Patrimoine qui instruisent le recours ne peuvent pas être intervenus, à quel que titre que ce soit, dans le cadre de la décision qui fait l'objet du recours.

Art. R.59-1. Le Ministre est compétent pour statuer sur les recours introduits en vertu des articles D.56, D.62, § 3, et D.67, § 4.

TITRE 4. L'ARCHEOLOGIE

Chapitre 1^{er}. La carte archéologique

Art. R.60-1. La carte archéologique est établie :

1° sur la base de l'ensemble des sites repris dans la carte des sites archéologiques wallons élaborée par l'Administration du Patrimoine, en appliquant une zone tampon de vingt-cinq mètres autour de ceux-ci ;

2° sur la base d'une opération de discrétisation statistique destinée à inclure dans l'ensemble des sites les zones résiduelles entourées par ceux-ci d'une surface inférieure ou égale à cent mètre carré.

Art. R.60-2. L'avis de la Commission visé à l'article D.60, alinéa 2, est envoyé dans un délai de soixante jours à compter de l'envoi de la demande d'avis.

Art. R.60-3. La carte archéologique est mise à jour au minimum tous les cinq ans à compter de son adoption.

A défaut de mise à jour de la carte archéologique dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, la carte archéologique continue de produire ses effets jusqu'à ce qu'elle soit mise à jour.

Art. R.60-4. Le site internet visé à l'article D.60, alinéa 1^{er}, est celui du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie.

Chapitre 2. La demande d'information archéologique

Art. R.61-1. Toute demande d'information archéologique est introduite auprès de l'Administration du Patrimoine au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

La demande est adressée par voie papier ou électronique selon les modalités fixées par le Ministre.

Chapitre 3. L'avis archéologique préalable sur grand projet

Art. R.62-1. Pour l'application de l'article D.62, la superficie de construction et d'aménagement des abords comprend :

1° les surfaces destinées à la réalisation de constructions ou le placement d'installations fixes ;

2° les espaces de cours et de jardins ;

3° les voiries au sens du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ;

4° les réseaux d'égouttage, de téléphonie, de communication, ainsi que de transport et de distribution de fluide et d'énergie ;

5° les surfaces destinées au placement de mobiliers urbains ou récréatifs ;

6° les surfaces destinées à la réalisation de plantations ou l'aménagement d'espaces verts ;

7° les surfaces destinées à l'implantation d'une station d'épuration individuelle ou collective ;

8° les surfaces destinées à des espaces de parking ou de stationnement ;

9° les surfaces qui font l'objet d'une modification de relief du sol.

Art. R.62-2. Toute demande d'avis archéologique est introduite au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

La demande est adressée par voie postale ou électronique selon les modalités déterminées par le Ministre.

Art. R.62-3. L'Administration du Patrimoine communique l'avis archéologique à la Commission.

Chapitre 4. Les opérations archéologiques

Art. R.64-1. Sans préjudice des articles D.48, § 2, D.62, § 2, D.66, § 1^{er}, D.67, § 2, D.74 et D.75, le Ministre peut décider d'initiative et en tout temps de procéder à des opérations archéologiques, en ce compris les opérations de statut régional et habilite à cet effet l'Administration du Patrimoine.

Elle informe la Commission de toute opération archéologique.

Art. R.65-1. Toute demande d'autorisation ou de modification d'autorisation est introduite au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

La demande est adressée par voie papier ou électronique selon les modalités fixées par le Ministre.

Art. R.65-2. § 1^{er}. L'Administration du Patrimoine envoie un accusé de réception dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Si la demande est incomplète, l'accusé de réception mentionne les documents manquants et impose au demandeur un délai pour compléter la demande.

Si la demande est complète, l'accusé de réception mentionne le caractère complet de la demande.

L'Administration du Patrimoine adresse pour information une copie de la demande complète :

1° au collège communal ;

2° au propriétaire et, le cas échéant, à l'occupant du bien.

§ 2. Lorsque la demande est complète, l'Administration du Patrimoine sollicite l'avis de la Commission simultanément à l'envoi de l'accusé de réception au demandeur.

La Commission envoie son avis dans les trente jours de l'envoi de la demande d'avis.

§ 3. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine envoie au demandeur la décision relative à la demande dans un délai de soixante jours à compter de l'envoi de l'accusé de réception de la demande complète.

L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine peut assortir l'autorisation ou la modification de l'autorisation de conditions particulières.

L'Administration du Patrimoine adresse pour information une copie de la décision :

- 1° au collège communal ;
- 2° à la Commission ;
- 3° au propriétaire et, le cas échéant, à l'occupant du bien.

Art. R.65-3. Le titulaire d'une autorisation communique à l'Administration du Patrimoine :

1° le début de la réalisation des opérations archéologiques au plus tard quinze jours avant le début de la réalisation des opérations archéologiques ;

2° toute modification d'élément sur la base duquel l'autorisation ou la modification d'autorisation a été octroyée, ce qui comprend notamment tout changement de responsable à la gestion quotidienne ou de responsable scientifique, ainsi que toute diminution des moyens humains et techniques disponibles, au plus tard le lendemain de la survenance de la modification ;

3° toute découverte de biens archéologiques d'une autre nature que ce qui était présenté dans la demande d'autorisation au plus tard le lendemain de la découverte.

Art. R.65-4. Le rapport de fouille visé à l'article D.65, § 2, alinéa 2, 6°, contient au minimum :

- 1° pour les biens archéologiques immobiliers mis au jour, un rapport qui mentionne pour chacun de ces biens :
 - a) une description et une analyse des données archéologiques et les inventaires y afférents ;
 - b) une mise en contexte et le phasage des biens archéologiques analysés ;
 - c) les données de levés de terrains ;
- 2° pour les biens archéologiques mobiliers mis au jour, un inventaire qui mentionne pour chacun de ces biens :
 - a) la nature, la catégorie, la description et, lorsque l'information est disponible, une datation du bien archéologique ;
 - b) l'état de conservation ;
 - c) le degré de fragilité.
- 3° une copie numérique de l'ensemble des données scientifiques récoltées dans le cadre de l'opération archéologique.

Art. R.65-5. § 1^{er}. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine peut modifier, suspendre ou retirer une autorisation dans les cas visés à l'article D.65, § 4. Il en informe préalablement le titulaire de l'autorisation et simultanément la Commission.

La Commission envoie son avis éventuel dans les trente jours de l'envoi de l'information visée à l'alinéa 1^{er}.

Le titulaire de l'autorisation peut faire valoir ses observations par écrit dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'information visée à l'alinéa 1^{er}.

Lorsqu'il en fait la demande dans un délai de quinze jours à dater de la réception de l'information visée à l'alinéa 1^{er}, le titulaire de l'autorisation est entendu par l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine ou son délégué préalablement à la suspension ou au retrait de cette autorisation. S'il l'estime nécessaire, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine ou son délégué peut inviter la Commission à cette audition.

L'audition visée à l'alinéa 4 peut se tenir par visioconférence. Dans cette hypothèse, l'Administration du Patrimoine en informe le titulaire de l'autorisation. Le titulaire de l'autorisation peut refuser que l'audition se tienne par visioconférence en le signalant à l'Administration du Patrimoine dans les cinq jours qui suivent la réception de l'information selon laquelle l'audition se tiendra par visioconférence.

§ 2. L'Administration du Patrimoine notifie la décision de modification, de suspension ou de retrait au titulaire de l'autorisation.

L'Administration du Patrimoine adresse pour information une copie de la décision :

- 1° au collège communal ;
- 2° à la Commission ;
- 3° au propriétaire et, le cas échéant, à l'occupant du bien.

§ 3. La décision de modification, de suspension ou de retrait prend effet au jour de sa notification au titulaire de l'autorisation.

Toutefois, les opérations indispensables pour assurer la sécurité et la protection des biens archéologiques découverts peuvent être poursuivies.

Art. R.68-1. Le directeur de la zone opérationnelle de l'Administration du Patrimoine territorialement compétente est compétent pour l'établissement des modalités pratiques et techniques des opérations archéologiques.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine est compétent pour l'établissement des modalités visées à l'alinéa 1^{er} lorsque les opérations archéologiques portent :

- 1° sur un bien dont la Région wallonne est propriétaire ;
- 2° sur un bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie.

Art. R.69-1. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine délivre l'attestation visée à l'article D.69.

Art. R.70-1. Le directeur de la zone opérationnelle de l'Administration du Patrimoine territorialement compétente délivre l'attestation visée à l'article D.70.

Art. R.71-1. Le Ministre soumet le projet de liste à l'avis de la Commission.

Chapitre 5. Les découvertes fortuites et les opérations archéologiques d'utilité publique

Art. R.73-1. L'information visée à l'article D.73, alinéa 1^{er}, mentionne :

- 1° l'auteur de la découverte ;

- 2° la date de la découverte ;
- 3° la localisation de la découverte ;
- 4° le nom du propriétaire du terrain ;
- 5° les circonstances de la découverte ;
- 6° la nature du bien archéologique découvert.

Art. R.73-2. Dans l'attente de l'intervention de l'Administration du Patrimoine, lorsque la découverte fortuite porte sur une structure construite, l'auteur de la découverte et le propriétaire ou l'occupant du terrain :

1° protègent dans les plus brefs délais la structure construite de tout dommage physique lié à un effondrement, un écrasement ou aux dégâts causés par des vibrations du sol ;

2° établissent dans les plus brefs délais un périmètre de sécurité autour de la structure construite dans lequel des engins ne peuvent pas circuler ou être utilisés ;

3° protègent la structure construite des intempéries soit en installant une toiture, soit en recouvrant la structure construite d'une bâche appropriée ;

4° assurent la surveillance pour éviter le vol et le vandalisme.

Dans l'attente de l'intervention de l'Administration du Patrimoine, lorsque la découverte fortuite porte sur un ou plusieurs objets isolés ou groupés, l'auteur de la découverte et le propriétaire ou l'occupant du terrain :

1° conservent et protègent les biens archéologiques dans le lieu où ils ont été découverts ;

2° assurent la surveillance pour éviter le vol et le vandalisme.

Art. R.73-3. Dans les huit jours de la réception de l'information visée à l'article D.73, alinéa 1^{er}, par l'Administration du Patrimoine, l'Administration du Patrimoine examine l'objet de la découverte fortuite et informe l'auteur de la découverte et le propriétaire ou l'occupant du terrain des conditions de protection particulières à mettre en œuvre.

Au plus tard quinze jours après l'examen de l'objet de la découverte par l'Administration du Patrimoine, l'Administration du Patrimoine informe l'auteur de la découverte et le propriétaire ou l'occupant du terrain des suites à donner à la découverte fortuite.

Art. R.74-1. Le Ministre est compétent pour la suspension ou le retrait d'un permis en application de l'article D.74.

Sous peine de nullité, le Ministre notifie sa décision au titulaire du permis suspendu ou retiré par envoi recommandé avec accusé de réception.

Le Ministre adresse une copie de sa décision pour information :

1° à l'autorité qui a délivré le permis suspendu ou retiré ;

2° le collège communal lorsqu'il n'est pas l'autorité visée au 1° ;

3° à l'Administration du Patrimoine ;

4° la Commission.

Art. R.74-2. Les articles D.68 à D.70 sont applicables aux opérations archéologiques à réaliser.

Dans ce cas, la concertation visée à l'article D.68, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est organisée au plus tard dans les trente jours de l'envoi de la décision visée à l'article R.74-1, alinéa 1^{er}.

Art. R.75-1. Le Ministre est compétent pour arrêter qu'il est d'utilité publique d'occuper un terrain afin de procéder à des opérations archéologiques.

Art. R.75-2. Les articles D.68 à D.70 sont applicables aux opérations archéologiques à réaliser.

Dans ce cas, la concertation visée à l'article D.68, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est organisée au plus tard dans les trente jours de l'envoi de la décision visée à l'article R.75-1.

Chapitre 6. Les catégories de biens archéologiques

Art. R.76-1. Les catégories de biens archéologiques sont :

1° C.1 : les métaux ;

2° C.2 : les matières organiques dont le bois, le cuir, le textile, la vannerie, le papier, l'ambre, les os manufacturés ou non, l'ivoire, les bois de cerf manufacturés ou non et le verre ;

3° C.3 : les enduits peints, les objets en pierre ou en terre cuite polychromes et les objets en terre crue ;

4° C.4 : le lapidaire et le lithique, à l'exception des matériaux pierreux sensibles de type « pierre de sable » ;

5° C.5 : tout autre bien archéologique non visé aux 1° à 4°.

Chapitre 7. Les dépôts agréés et le Centre régional de conservation et d'études de biens archéologiques

Section 1^{ère}. Les dépôts agréés

Art. R.77-1. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine délivre l'agrément comme dépôt de biens archéologiques.

Toute demande d'agrément est introduite au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

La demande est adressée par voie postale ou électronique selon les modalités fixées par le Ministre.

Art. R.77-2. § 1^{er}. Les conditions d'agrément communes à tous les dépôts sont les suivantes :

1° le demandeur est le propriétaire ou le locataire des locaux qui servent de dépôt ;

2° les locaux qui servent de dépôt ne souffrent pas d'infiltration d'eau ou de contamination par des insectes ou des champignons lignivores ;

3° les locaux qui servent de dépôt disposent d'une installation électrique conforme aux normes en vigueur et un système de chauffage qui assure une stabilité climatique des locaux ;

4° les locaux qui servent de dépôt ne contiennent pas de stock de produits inflammables, explosifs ou corrosifs ;

5° les locaux qui servent de dépôt et leurs voies d'accès sont sécurisés contre le vol et le vandalisme ;

6° les locaux qui servent de dépôt permettent de conserver les biens archéologiques à l'abri de la pluie, du gel et des inondations ;

7° les locaux qui servent de dépôt permettent de ne pas exposer les biens archéologiques à des chocs ou vibrations régulières causés par la proximité d'une voie de chemin de fer ou d'une route à charroi important ou lourd ;

8° le demandeur tient un inventaire des biens archéologiques déposés ;

9° les biens archéologiques sont marqués ou étiquetés de façon à pouvoir retrouver leur provenance sans qu'aucune étiquette ou marque ne soit apposée directement sur le bien archéologique ;

10° les biens archéologiques sont emballés à l'aide de matériaux chimiquement neutres et stables et stockés de façon à éviter tout dommage physique ;

11° les biens archéologiques sont protégés de la poussière ;

12° les locaux qui servent de dépôt sont équipés :

a) d'un lieu d'archivage pour la documentation de fouille qui accompagne les biens archéologiques ;

b) d'un espace de travail adapté et disponible pour l'examen des biens archéologiques ;

13° les locaux qui servent au dépôt sont suffisamment assurés pour couvrir les dégâts que les locaux et leur contenu peuvent subir du fait de risques tels que l'incendie, la foudre, les explosions, les intempéries, les effondrements, les glissements de terrain ou les catastrophes naturelles ;

14° les locaux qui servent de dépôt disposent d'un équipement de mesure qui permet de contrôler et d'enregistrer en continu les variations de la température et le taux d'humidité.

Concernant la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, lorsque le demandeur est le locataire, il apporte la preuve d'un bail couvrant la durée de validité de l'agrément.

Concernant la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 13°, l'Administration du Patrimoine juge du caractère suffisant de la police d'assurance.

§ 2. Les conditions d'agrément supplémentaires pour le dépôt de biens archéologiques de la catégorie C.1 sont les suivantes :

1° les biens archéologiques en métal ne sont pas en contact direct avec d'autres métaux ;

2° les biens archéologiques en métal ne sont pas emballés avec des matériaux d'emballage susceptibles de dégager des acides organiques, du chlore ou du soufre comme le bois, le carton, le papier, le chlorure de polyvinyle en abrégé PVC, l'ouate ou la laine ;

3° l'acide chlorhydrique, même en petite quantité, n'est pas stocké ou utilisé dans les locaux qui servent de dépôt ;

4° la température dans les locaux qui servent de dépôt est comprise entre dix et vingt-quatre degrés Celsius avec une marge de tolérance admise d'un degré Celsius maximum à la hausse ou à la baisse ;

5° les biens archéologiques en métal sont stockés à un taux d'humidité relative situé entre trente et trente-cinq pour cent avec une marge de tolérance admise de cinq pour cent maximum à la hausse ou à la baisse est admise ;

6° les variations quotidiennes ne dépassent pas un degré Celsius ou cinq pour cent du taux d'humidité relative.

§ 3. Les conditions d'agrément supplémentaires pour le dépôt de biens archéologiques de la catégorie C.2 sont les suivantes :

1° les biens archéologiques en matière organique sont conservés à une température comprise entre dix et vingt-quatre degrés Celsius avec une marge de tolérance admise d'un degré Celsius maximum à la hausse ou à la baisse ;

2° les biens archéologiques en matières organiques gorgés d'eau sont immergés dans l'eau et conservés à l'abri de la lumière durant le délai qui sépare leur découverte et leur traitement de conservation-restauration ;

3° les biens archéologiques en matières organiques non gorgés d'eau, à l'exception du verre, sont conservés à un taux d'humidité relative de cinquante-cinq à soixante pour cent avec une marge de tolérance admise de cinq pour cent d'humidité relative maximum à la hausse ou à la baisse ;

4° les biens archéologiques en verre sont conservés à un taux d'humidité relative de cinquante pour cent avec une marge de tolérance admise de cinq pour cent d'humidité relative et d'un degré Celsius maximum à la hausse ou à la baisse ;

5° les seuils d'exposition relatifs à la lumière sont inférieurs à 150 lux et 75µW/lm ;

6° les variations quotidiennes ne dépassent pas un degré Celsius ou cinq pour cent du taux d'humidité relative.

§ 4. Les conditions d'agrément supplémentaires pour le dépôt de biens archéologiques de la catégorie C.3 sont les suivantes :

1° les biens archéologiques sont conservés à un taux d'humidité relative compris entre cinquante-cinq et soixante pour cent avec une marge de tolérance admise de cinq pour cent d'humidité relative maximum à la hausse ou à la baisse ;

2° les biens archéologiques sont conservés à une température comprise entre dix et vingt-quatre degrés Celsius avec une marge de tolérance admise d'un degré Celsius maximum à la hausse ou à la baisse ;

3° les variations quotidiennes ne dépassent pas un degré Celsius ou cinq pour cent du taux d'humidité relative.

§ 5. Les conditions d'agrément supplémentaires pour le dépôt de biens archéologiques de la catégorie C.4 sont les suivantes :

1° les biens archéologiques sont conservés à un taux d'humidité relative inférieur à quatre-vingts pour cent ;

2° les biens archéologiques sont conservés à une température supérieure à cinq degrés Celsius.

§ 6. Les conditions d'agrément supplémentaires pour le dépôt de biens archéologiques de la catégorie C.5 sont les suivantes :

1° les biens archéologiques sont conservés à un taux d'humidité relative compris entre cinquante et soixante pour cent avec une marge de tolérance admise de cinq pour cent d'humidité relative maximum à la hausse ou à la baisse ;

2° les biens archéologiques sont conservés à une température comprise entre dix et vingt-quatre degrés Celsius avec une marge de tolérance admise d'un degré Celsius maximum à la hausse ou à la baisse ;

3° les variations quotidiennes ne dépassent pas deux degrés Celsius et dix pour cent du taux d'humidité relative.

§ 7. Pour les catégories C1, C2, C3 et C5, une variation exceptionnelle de maximum cinq pour cent du taux d'humidité relative ou de maximum un degré Celsius à la hausse ou à la baisse par rapport aux plages thermo-hygro-métriques spécifiques définies pour chaque catégorie imposée au titre de condition d'agrément commune ne constitue pas un non-respect de la condition d'agrément pour autant que la durée du dépassement ne soit pas supérieure à quinze jours consécutifs.

Art. R.77-3. § 1^{er}. Après réception d'une demande d'agrément, l'Administration du Patrimoine organise une visite des locaux qui font l'objet de la demande d'agrément en présence du demandeur dans les quarante-cinq jours de la réception de la demande complète.

Lors de la visite, l'Administration du Patrimoine vérifie le respect des conditions d'agrément communes et supplémentaires.

Lorsque l'Administration du Patrimoine constate que les conditions d'agrément communes ou supplémentaires ne sont pas remplies, l'Administration du Patrimoine informe le demandeur des améliorations à apporter.

Si l'Administration du Patrimoine l'estime opportun, une ou plusieurs visites supplémentaires peuvent être organisées

L'Administration du Patrimoine dresse un procès-verbal de chacune des visites.

§ 2. L'inspecteur général de l'Administration du patrimoine envoie au demandeur sa décision relative à la demande d'agrément dans un délai de soixante jours à compter de la visite finale des locaux.

L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine peut assortir l'agrément de conditions particulières.

L'agrément est octroyé pour une durée maximale de cinq ans à dater de sa notification.

Art. R.77-4. Le titulaire d'un agrément peut adresser à l'Administration du Patrimoine une demande de renouvellement de l'agrément au plus tard six mois avant l'expiration du délai de validité de l'agrément.

Si elle l'estime nécessaire, l'Administration du Patrimoine organise une ou plusieurs visites des locaux conformément à l'article R.77-3, § 1^{er}.

L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine envoie au demandeur sa décision relative à la demande de renouvellement d'agrément :

1° dans un délai de quarante-cinq à compter de la réception de la demande de renouvellement si aucune visite des locaux n'est organisée ;

2° dans un délai de quarante jours à compter de la visite finale si une ou plusieurs visites des locaux sont organisées.

A chaque demande de renouvellement, l'agrément peut être renouvelé pour une durée maximale de cinq ans.

Art. R.77-5. En vue du contrôle du respect des conditions d'agrément communes, supplémentaires et particulières, le titulaire d'un agrément :

1° assure à l'Administration du Patrimoine l'accès à l'ensemble des locaux servant de dépôts ;

2° transmet à l'Administration du Patrimoine tout élément ou information sur simple demande.

Art. R.77-6. Lorsqu'il est constaté qu'un dépôt ne respecte pas les conditions d'agrément communes, supplémentaires ou particulières, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine peut suspendre ou retirer l'agrément. Il en informe préalablement le titulaire de l'agrément.

Le titulaire de l'agrément peut faire valoir ses observations par écrit dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'information visée à l'alinéa 1^{er}.

Lorsqu'il en fait la demande dans un délai de quinze jours à dater de la réception de l'information visée à l'alinéa 1^{er}, le titulaire de l'agrément est entendu par l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine ou son délégué préalablement à la suspension ou au retrait de cet agrément.

L'audition visée à l'alinéa 3 peut se tenir par visioconférence. Dans cette hypothèse, l'Administration du Patrimoine en informe le titulaire de l'autorisation. Le titulaire de l'agrément peut refuser que l'audition se tienne par visioconférence en le signalant à l'Administration du Patrimoine dans les cinq jours qui suivent la réception de l'information selon laquelle l'audition se tiendra par visioconférence.

La décision de suspension ou de retrait prend effet au jour de sa notification au titulaire ou, le cas échéant, à la date indiquée par l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine dans la décision à la condition que cette date soit postérieure à la date de la notification.

Art. R.77-7. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine délivre l'autorisation visée à l'article D.77, alinéa 3.

Section 2. Le Centre régional de conservation et d'études de biens archéologiques

Art. R.79-1. L'Administration du Patrimoine assure la mise en place et la gestion du centre régional qui vise la conservation et l'étude de biens archéologiques déplacés de leur lieu d'origine.

Le centre régional visé à l'alinéa 1^{er} a pour objectif :

1° d'assurer la conservation pérenne des biens archéologiques et de la documentation qui y est associée ;

2° d'organiser et d'animer un réseau d'acteurs de l'archéologie ;

3° d'exploiter les collections dans un objectif scientifique, pédagogique et culturel ;

4° de développer une expertise en matière de conservation de biens archéologiques.

Chapitre 8. Le détectorisme

Art. R.80-1. L'octroi ou le renouvellement d'une autorisation de détectorisme est soumis :

1° à la participation du demandeur à une réunion d'information organisée par l'Administration du Patrimoine ;

2° à la démonstration d'un intérêt scientifique et des compétences nécessaires dans le chef du demandeur ;

3° au paiement des frais de dossier dont le montant est déterminé par l'Administration du Patrimoine.

Art. R.80-2. § 1^{er}. Toute demande d'autorisation de détectorisme est introduite au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

La demande est adressée par voie papier ou électronique selon les modalités fixées par le Ministre.

§ 2. L'Administration du Patrimoine envoie un accusé de réception dans les quinze jours de la demande.

Si la demande est incomplète, l'accusé de réception mentionne les documents manquants et impose au demandeur un délai pour compléter la demande.

Si la demande est complète, l'accusé de réception mentionne le caractère complet de la demande d'autorisation.

§ 3. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine envoie au demandeur la décision relative à la demande dans les trente jours de l'accusé de réception de demande complète.

L'inspecteur général de l'Administration peut assortir l'autorisation de conditions particulières.

L'Administration du Patrimoine délivre au titulaire d'une autorisation de détectorisme une carte d'autorisation.

Art. R.80-3. § 1^{er}. Le titulaire d'une autorisation de détectorisme peut demander le renouvellement de son autorisation au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

La demande de renouvellement d'une autorisation de détectorisme est adressée par voie papier ou électronique selon les modalités fixées par le Ministre.

§ 2. L'Administration du Patrimoine envoie un accusé de réception dans les quinze jours de la demande.

Si la demande est incomplète, l'accusé de réception mentionne les documents manquants et impose au demandeur un délai pour compléter la demande.

Si la demande est complète, l'accusé de réception mentionne le caractère complet de la demande.

§ 3. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine envoie au demandeur la décision relative à la demande dans les trente jours de l'envoi de l'accusé de réception de la demande complète.

L'inspecteur général de l'Administration peut assortir l'autorisation de conditions particulières.

L'Administration du Patrimoine délivre au titulaire d'une autorisation de détectorisme une carte d'autorisation.

Art. R.80-4. Lorsque le titulaire d'une autorisation de détectorisme s'est vu suspendre ou retirer son autorisation pour non-respect des obligations visées à l'article D.82, §§ 1^{er} et 4, aucune autorisation de détectorisme ne peut lui être octroyée durant une période d'un an à compter de l'envoi de la décision de suspension ou de retrait.

Lorsque le titulaire d'une autorisation de détectorisme s'est vu suspendre ou retirer son autorisation pour non-respect des obligations ou des interdictions visées aux articles D.81 et D.82, §§ 2 et 3, aucune autorisation de détectorisme ne peut lui être octroyée durant une période de cinq ans à compter de l'envoi de la décision de suspension ou de retrait.

Art. R.80-5. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine peut suspendre ou retirer une autorisation de détectorisme. Il en informe préalablement le titulaire de l'autorisation.

Le titulaire de l'autorisation peut faire valoir ses observations par écrit dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'information visée à l'alinéa 1^{er}.

Lorsqu'il en fait la demande dans un délai de quinze jours à dater de la réception de l'information visée à l'alinéa 1^{er}, le titulaire de l'autorisation est entendu par l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine ou son délégué préalablement à la suspension ou au retrait de cette autorisation.

L'audition visée à l'alinéa 3 peut se tenir par visioconférence. Dans cette hypothèse, l'Administration du Patrimoine en informe le titulaire de l'autorisation. Le titulaire de l'autorisation peut refuser que l'audition se tienne par visioconférence en le signalant à l'Administration du Patrimoine dans les cinq jours qui suivent la réception de l'information selon laquelle l'audition se tiendra par visioconférence.

La suspension ou le retrait de l'autorisation produit ses effets au jour de la réception par le titulaire de la décision de suspension ou de retrait.

Art. R.80-6. Il est interdit au titulaire d'une autorisation de détectorisme :

1° de se livrer à une activité de détectorisme avant le lever du soleil et après le coucher du soleil ;

2° de se livrer à une activité de détectorisme sur une propriété privée ou publique sans disposer de l'accord du propriétaire ou de la personne qui a la jouissance effective des lieux ;

3° de se livrer à une activité de détectorisme sans être en possession de la carte visée à l'article R.80-3, § 3, alinéa 2 ;

4° de creuser le sol sur une profondeur qui excède l'épaisseur des labours ou de l'humus.

Le lever et le coucher du soleil tels que visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, sont déterminés par l'Observatoire royal de Belgique.

Art. R.80-7. § 1^{er}. L'organisation et la tenue de rassemblement ou d'évènement de plus de dix personnes dans le but de s'adonner à une activité de détectorisme est soumise à l'octroi d'une autorisation délivrée par l'Administration du Patrimoine.

L'octroi de l'autorisation relative à l'organisation d'un rassemblement de détectorisme est soumis :

1° à l'obligation pour l'ensemble des participants de disposer d'une autorisation de détectorisme ;

2° à une limitation du nombre de participant à cent ;

3° à une limitation de la surface de prospection à un maximum de cinq hectares.

§ 2. Toute demande d'autorisation relative à l'organisation de rassemblement de détectorisme est introduite au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

La demande est adressée par voie papier ou électronique selon les modalités fixées par le Ministre.

§ 3. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine envoie au demandeur la décision relative à la demande dans les trente jours de la réception de demande complète.

L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine peut assortir l'autorisation de conditions particulières.

Art. R.82-1. Les obligations visées à l'article D.82, § 1^{er}, sont réalisées via le guichet en ligne de la Wallonie.

Art. R.82-2. Le modèle de déclaration d'intention d'aliéner est arrêté par le Ministre et contient au minimum les éléments suivants :

1° l'identification et la description du bien archéologique ;

2° l'indication du prix et des conditions de l'aliénation projetée ou, en cas de vente publique, les modalités de la vente dont l'éventuelle mise à prix.

Art. R.82-3. Toute demande d'autorisation visée à l'article D.82, § 3, alinéa 2, est introduite au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine octroie l'autorisation visée à l'article D.82, § 2, alinéa 2.

Art. R.82-4. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine est compétent pour faire valoir le droit de préemption au profit de la Région wallonne. Il dispose d'un délai de soixante jours à compter de la notification visée à l'article D.82, § 4, alinéa 1^{er}, pour faire le droit de préemption.

§ 2. Le prix d'acquisition du bien qui fait l'objet d'un droit de préemption est déterminé de commun accord entre l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine et la personne qui souhaite vendre ou aliéner le bien.

Dans l'hypothèse où les parties ne parviennent pas à un accord sur le prix d'acquisition du bien, un expert indépendant compétent en matière de vente de biens archéologiques est désigné à cet effet par les parties. Le coût de la mission de l'expert désigné est à la charge de l'Administration du Patrimoine.

Dans un délai de trente jours à dater de la détermination du prix d'acquisition du bien par l'expert visé à l'alinéa 2, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine peut renoncer à faire valoir le droit de préemption au profit de la Région wallonne. Cette renonciation est irrévocable.

Dans un délai de trente jours à dater de la détermination du prix d'acquisition du bien, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine sollicite l'accord du Ministre sur l'acquisition du bien. A défaut d'accord du Ministre dans un délai de trente jours à dater de la sollicitation de son accord, l'inspecteur général ne peut pas faire valoir le droit de préemption de la Région wallonne et est réputé y renoncer irrévocablement. Il en informe sans délai la personne qui souhaite vendre ou aliéner le bien.

TITRE 5. LES OUTILS DE SENSIBILISATION DU PUBLIC, DE CONSERVATION ET DE DOCUMENTATION

Chapitre 1^{er}. Les actions de sensibilisation du public

Art. R.83-1. L'Administration du Patrimoine met en œuvre les actions de sensibilisation du public visées à l'article D.83.

Chapitre 2. Le centre régional de documentation et de conservation du patrimoine

Art. R.84-1. L'Administration du Patrimoine organise et gère un centre régional de documentation afin d'assurer la conservation et la diffusion de toute documentation relative au patrimoine wallon.

Le centre régional visé à l'alinéa 1^{er} a pour objectif :

- 1° l'acquisition et la conservation pérenne de la documentation relative au patrimoine ;
- 2° l'exploitation des collections dans un objectif pédagogique, didactique, scientifique et culturel.

Le centre régional visé à l'alinéa 1^{er} comprend une ou plusieurs :

- 1° bibliothèques ;
- 2° matériauthèques ;
- 3° lithothèques ;
- 4° photothèques.

Chapitre 3. Le petit patrimoine populaire wallon

Art. R.85-1. Le petit patrimoine populaire wallon est constitué des catégories suivantes :

- 1° les points d'eau ;
- 2° le petit patrimoine sacré ;
- 3° les ouvertures ;
- 4° les signalisations ;
- 5° les délimitations ;
- 6° les éclairages ;
- 7° les éléments relatifs à la mesure du temps ou de l'espace ;
- 8° les éléments relatifs à la justice ou aux libertés ;
- 9° les éléments relatifs au repos et à la vie quotidienne ;
- 10° les ornements en fer et en bois ;
- 11° le patrimoine militaire et la commémoration ;
- 12° les arbres qui ont une valeur patrimoniale, ainsi que leur espace vital en surface et en sous-sol, comprenant notamment leur système racinaire et le périmètre nécessaire pour le développement et la sauvegarde de l'arbre ;
- 13° les outils anciens ;
- 14° l'art décoratif ;
- 15° les biens relatifs à la faune, la flore et aux minéraux ;
- 16° les transports ;
- 17° les ateliers.

Le Ministre peut arrêter les éléments constitutifs des catégories visées à l'alinéa 1^{er}.

TITRE 6. LES METIERS DU PATRIMOINE

Art. R.86-1. Dans le cadre des missions visées à l'article D.86, l'Administration du Patrimoine assure la mise en place et la gestion :

- 1° d'un Centre des Métiers du patrimoine « La Paix-Dieu » à Amay ;
- 2° d'un Pôle de la Pierre à Soignies.

Art. R.86-2. Dans le cadre de ses missions visées à l'article D.86, l'Administration du Patrimoine peut :

- 1° offrir, concevoir, organiser et promouvoir des formations ou des stages théoriques et pratiques, courts ou longs, gratuits ou payants ou en alternance ;
 - 2° concevoir, organiser et promouvoir des activités pédagogiques spécifiques aux métiers de l'étude et de la conservation du patrimoine ;
 - 3° élaborer des référentiels de formation et d'évaluation spécifiques aux métiers du patrimoine et aux activités pédagogiques ;
 - 4° identifier, éventuellement en collaboration avec d'autres organismes de formation, les besoins en formation aux métiers du patrimoine qui émanent du secteur du patrimoine, de la construction et de l'industrie liée aux ressources naturelles ;
 - 5° concevoir et accompagner des politiques publiques en matière d'emploi et de formation pour les métiers du patrimoine ;
 - 6° conclure des accords et des partenariats ou établir des collaborations avec des institutions publiques ou privées ;
 - 7° organiser tout type d'événement, d'action ou d'activité ;
 - 8° réaliser, produire et diffuser sur tout support ou média tout type de communication, ainsi que des publications pédagogiques et didactiques ;
 - 9° conclure des accords nationaux ou internationaux et participer à des partenariats nationaux ou internationaux relatifs à l'organisation et l'octroi de dispositif de soutien et d'encouragement à la formation et à la mobilité.
- Les formations visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, peuvent aboutir à la délivrance d'un certificat ou d'un diplôme.

TITRE 7. LES AIDES

Chapitre 1^{er}. L'assistance

Art. R.87-1. Le Ministre détermine les biens qui peuvent faire l'objet d'une assistance. L'Administration du Patrimoine met en œuvre l'assistance visée à l'article D.87.

Chapitre 2. Les subventions

Section 1^{ère}. Les subventions pour les biens classésSous-section 1^{ère}. L'objet et le bénéficiaire de la subvention

Art. R.88-1. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre ou le Gouvernement, selon l'habilitation fixée par son arrêté de fonctionnement, peut octroyer une subvention pour :

- 1° la réalisation d'une étude préalable sur :
 - a) un bien classé au titre de monument ;
 - b) un élément construit d'un bien classé au titre d'ensemble architectural ;
- 2° la réalisation d'actes et travaux conservatoires d'urgence sur :
 - a) un bien classé au titre de monument ;
 - b) un bien inscrit sur la liste de sauvegarde ;
 - c) un élément construit d'un bien classé au titre d'ensemble architectural ;
- 3° la réalisation d'actes et travaux d'entretien sur :
 - a) un bien classé au titre de monument ;
 - b) un élément construit d'un bien classé au titre d'ensemble architectural ;
- 4° la réalisation d'actes et travaux de restauration sur :
 - a) un bien classé au titre de monument ;
 - b) un élément construit d'un bien classé au titre d'ensemble architectural.

Une subvention pour la réalisation d'actes et travaux sur un élément construit d'un bien classé au titre d'ensemble architectural est uniquement octroyée si les actes et travaux subventionnés s'inscrivent dans ou renforcent la cohérence de l'ensemble architectural.

§ 2. Les postes éligibles pour une subvention relative à la réalisation d'une étude préalable visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, sont ceux destinés :

- 1° aux investigations nécessaires à la réalisation de l'étude préalable ;
- 2° aux moyens d'exécution nécessaires à la réalisation de l'étude préalable ;
- 3° aux travaux de nettoyage et de dégagement nécessaires à la réalisation de l'étude préalable.

§ 3. Les postes éligibles pour une subvention relative à la réalisation d'actes et travaux conservatoires d'urgence visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, sont ceux qui, à la suite de conditions climatiques inhabituelles, d'une catastrophe naturelle ou d'un événement fortuit, sont destinés :

- 1° à protéger et stabiliser le bien sans délai ;
- 2° à protéger provisoirement et sans délai le bien avant l'exécution des actes et travaux définitifs ;
- 3° à protéger sans délai contre le vandalisme ou le vol un élément qui a justifié la mesure de protection et qui présente un caractère patrimonial.

§ 4. Les postes éligibles à une subvention relative à la réalisation d'actes et travaux d'entretien visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, sont ceux destinés :

- 1° aux actes et travaux d'entretien ;
- 2° aux moyen d'exécution ;
- 3° aux matériaux ;
- 4° au transport.

§ 5. Les postes éligibles à une subvention relative à la réalisation d'actes et travaux de restauration visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, sont ceux en lien avec :

- 1° la protection du bien contre les conditions climatiques, les incendies, les mouvements d'eau souterrains ou tout autre accident naturel ;
- 2° la protection provisoire du bien avant l'exécution des actes et travaux définitifs ;
- 3° la protection contre le vandalisme ou le vol d'éléments qui ont justifié la mesure de protection et qui présente un caractère patrimonial ;
- 4° les traitements destinés à préserver, conserver, stabiliser, réparer, consolider, ou restaurer tout ou partie du bien ;
- 5° le remplacement d'un élément original d'un bien qui ne peuvent pas être consolidés ou stabilisés ;
- 6° le dégagement et la mise en valeur d'un élément archéologique qui renforce les caractéristiques qui ont justifié la mesure de protection ;
- 7° la suppression d'un ajout qui altère les caractéristiques qui ont justifié la mesure de protection ;
- 8° le surcroît de précautions nécessaires à l'exécution de travaux de restauration ;
- 9° la réalisation du gros œuvre propre à donner une affectation nouvelle au bien ;
- 10° la prise en compte des conditions climatiques particulières nécessaires à la conservation d'un élément de valeur du bien ;
- 11° l'ouverture au public et l'accessibilité du bien ;
- 12° l'amélioration de la performance énergétique du bien.

§ 6. Le Ministre peut préciser la portée des postes éligibles visés aux paragraphes 2 à 5.

Art. R.88-2. Une subvention visée à l'article R.88-1 peut être octroyée :

- 1° au propriétaire du bien ;
- 2° à toute personne qui dispose de l'accord du propriétaire du bien sur la réalisation de l'étude préalable ou des actes et travaux pour lesquels une subvention est sollicitée.

Sous-section 2. La demande de subvention

Art. R.88-3. § 1^{er}. Toute demande de subvention est adressée au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

La demande est adressée par voie papier ou électronique selon les modalités fixées par le Ministre.

Le demandeur prend en charge le solde du coût relatif à la réalisation de l'objet subventionné non couvert par la subvention.

Art. R.88-4. La demande d'une subvention relative à la réalisation d'une étude préalable visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, contient au minimum :

1^o une attestation de propriété ou de droit réel ou toute preuve qui permet d'attester que le demandeur de la subvention est en droit de réaliser l'étude préalable pour laquelle une subvention est sollicitée ;

2^o un descriptif détaillé de l'étude préalable et de ses conditions de mise en œuvre ;

3^o une attestation de l'administration de la T.V.A. relative au statut et au régime T.V.A. du demandeur, ou déclaration sur l'honneur de non-assujettissement à la T.V.A..

Complémentaire à l'alinéa 1^{er}, lorsque le demandeur n'est pas soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la demande comporte au moins trois devis détaillés de prestataires distincts fournissant la liste de toutes les prestations étape par étape, un prix pour chaque poste du métré, leur durée de validité, ainsi qu'une analyse relative à la comparaison de ces devis, en indiquant le devis retenu. Une demande peut comporter moins de trois devis :

1^o lorsque l'urgence impérieuse des études qui résultent d'événements imprévisibles ne permet pas de consulter plus d'un entrepreneur ;

2^o lorsque les actes et travaux peuvent uniquement être confiés à un entrepreneur déterminé en raison de leur spécificité technique ou artistique ;

3^o lorsqu'aucune suite n'a été donnée aux demandes d'avis.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2, 3^o, la demande contient les preuves de demande de devis.

Complémentaire à l'alinéa 1^{er}, lorsque le demandeur est soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ou applique les dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics conformément à l'article R.88-17, la demande comporte :

1^o le cahier spécial des charges ;

2^o l'avis de marché ou la preuve de la consultation d'au moins trois entreprises en cas de procédure négociée sans publication préalable ;

3^o le cas échéant, le procès-verbal d'ouverture des offres ;

4^o l'ensemble des offres qui ont été introduites ;

5^o le rapport d'analyse des offres ;

6^o la décision motivée d'attribution ;

7^o l'avis de l'autorité de tutelle relatif à la procédure de passation lorsqu'il est requis en vertu du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. R.88-5. La demande d'une subvention relative à la réalisation d'actes et travaux conservatoires d'urgence visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, contient au minimum :

1^o un descriptif des actes et travaux ;

2^o le métré de l'entrepreneur qui réalise les actes et travaux ;

3^o le décompte final relatif aux actes et travaux ;

4^o les factures et pièces justificatives correspondantes aux actes et travaux ;

5^o une attestation de l'administration de la T.V.A. relative au statut et au régime T.V.A. du demandeur, ou déclaration sur l'honneur de non-assujettissement à la T.V.A. ;

6^o les preuves de paiement des travaux réalisés.

Complémentaire à l'alinéa 1^{er}, lorsque le bénéficiaire n'est pas soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la demande comporte au moins trois devis détaillés d'entrepreneurs distincts fournissant la liste de toutes les prestations étape par étape, un prix pour chaque poste du métré, leur durée de validité, ainsi qu'une analyse relative à la comparaison de ces devis, en indiquant le devis retenu. Une demande peut comporter moins de trois devis :

1^o lorsque l'urgence impérieuse des actes et travaux qui résultent d'événements imprévisibles ne permet pas de consulter plus d'un entrepreneur ;

2^o lorsque les actes et travaux peuvent uniquement être confiés à un entrepreneur déterminé en raison de leur spécificité technique ou artistique ;

3^o lorsqu'aucune suite n'a été donnée aux demandes d'avis.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2, 3^o, la demande contient les preuves de demande de devis.

Complémentaire à l'alinéa 1^{er}, lorsque le demandeur est soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ou applique les dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics conformément à l'article R.88-17, la demande comporte :

1^o le cahier spécial des charges ;

2^o l'avis de marché ou la preuve de la consultation d'au moins trois entreprises en cas de procédure négociée sans publication préalable ;

1^o le cas échéant, le procès-verbal d'ouverture des offres ;

2^o l'ensemble des offres qui ont été introduites ;

3^o le rapport d'analyse des offres ;

4^o la décision motivée d'attribution ;

5^o l'avis de l'autorité de tutelle relatif à la procédure de passation lorsqu'il est requis en vertu du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. R.88-6. La demande d'une subvention relative à la réalisation d'actes et travaux d'entretien visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, ou à la réalisation d'actes et travaux de restauration visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, contient au minimum :

1^o une attestation de propriété ou de droit réel ou toute preuve permettant d'attester que le demandeur de la subvention est en droit de réaliser les actes et travaux pour lesquels une subvention est sollicitée ;

2^o une attestation de l'administration de la T.V.A. relative au statut et au régime T.V.A. du demandeur, ou déclaration sur l'honneur de non-assujettissement à la T.V.A. ;

3^o lorsque la réalisation des actes et travaux pour lesquels une subvention est sollicitée nécessite un permis d'urbanisme, un permis d'urbanisation, un permis d'environnement ou un permis unique, le permis qui a été délivré ;

4^o lorsque le demandeur sollicite le taux supérieur prévu à l'article R.88-10, § 3, alinéa 8, une attestation sur l'honneur que les actes et travaux d'entretien seront exécutés par le propriétaire, par un bénévole disposant de l'autorisation écrite du propriétaire ou par les services techniques du pouvoir public propriétaire du bien ;

5^o lorsque le demandeur a obtenu un taux d'intervention communale ou provinciale supérieur à celui prévu à l'article R.97-2, une copie de la délibération des instances concernées.

Complémentaire à l'alinéa 1^{er}, lorsque le demandeur n'est pas soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la demande comporte au moins trois devis détaillés d'entrepreneurs distincts fournissant la liste de toutes les prestations étape par étape, un prix pour chaque poste du métré, leur durée de validité, ainsi qu'une analyse relative à la comparaison de ces devis, en indiquant le devis retenu. Une demande peut comporter moins de trois devis :

1^o lorsque l'urgence impérieuse des actes et travaux qui résultent d'événements imprévisibles ne permet pas de consulter plus d'un entrepreneur ;

2^o lorsque les actes et travaux peuvent uniquement être confiés à un entrepreneur déterminé en raison de leur spécificité technique ou artistique ;

3^o lorsqu'aucune suite n'a été donnée aux demandes d'avis.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2, 3^o, la demande contient les preuves de demande de devis.

Complémentaire l'alinéa 1^{er}, lorsque le bénéficiaire est soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ou applique les dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics conformément à l'article R.88-17, la demande comporte :

1^o le cahier spécial des charges ;

2^o l'avis de marché ou la preuve de la consultation d'au moins trois entreprises en cas de procédure négociée sans publication préalable ;

3^o le cas échéant, le procès-verbal d'ouverture des offres ;

4^o l'ensemble des offres qui ont été introduites ;

5^o le rapport d'analyse des offres ;

6^o la décision motivée d'attribution ;

7^o l'avis de l'autorité de tutelle relatif à la procédure de passation lorsqu'il est requis en vertu du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. R.88-7. Sous peine d'irrecevabilité ou de perdre le bénéfice de la subvention, le demandeur ne peut pas conclure de convention ou attribuer de marché public qui porte sur la réalisation d'actes et travaux pour lesquels une subvention est sollicitée avant l'octroi de la subvention, à l'exception des cas prévus à l'article D.95.

Sous-section 3. Le calcul de la subvention

Art. R.88-8. § 1^{er}. Sans préjudice de la mise en œuvre du contrôle du caractère normal des prix, le montant de la subvention relative à la réalisation d'un étude préalable visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, à la réalisation d'actes et travaux d'entretien visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, ou à la réalisation d'actes et travaux de restauration visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, est calculé :

1^o lorsque le bénéficiaire n'est pas soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, en complétant un métré qui reprend l'ensemble des postes éligibles sur la base des prix pour les postes éligibles indiqués dans le devis de l'entrepreneur ou du prestataire qui a remis les prix les plus bas et qui satisfait aux exigences relatives à la capacités techniques ;

2^o lorsque le bénéficiaire est soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ou applique les dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics conformément à l'article R.88-17, en complétant un métré qui reprend l'ensemble des postes éligibles sur la base des prix pour les postes éligibles indiqués :

a) lorsqu'il s'agit d'un marché public de faible montant, dans l'offre retenue au terme de la procédure de passation ;

b) lorsqu'il s'agit d'un marché public autre qu'un marché public de faible montant, dans l'offre économiquement la plus avantageuse au sens de l'article 81 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

§ 2. Sans préjudice de la mise en œuvre du contrôle du caractère normal des prix, le montant de la subvention relative à la réalisation d'actes et travaux conservatoires d'urgence visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, est calculé en complétant un métré qui reprend l'ensemble des postes éligibles sur la base des prix pour les postes éligibles indiqués dans l'offre retenue par le bénéficiaire pour la réalisation des actes et travaux conservatoires d'urgence.

§ 3. La subvention est calculée sur la base des montants hors T.V.A. sauf si la T.V.A. reste à charge du bénéficiaire.

Art. R.88-9. § 1^{er}. Lors de l'instruction de la demande de subvention, l'Administration du Patrimoine contrôle :

1^o le caractère normal des prix indiqués dans le devis ou l'offre sur la base duquel la subvention est calculée ;

2^o le respect par l'entrepreneur ou l'adjudicataire pressenti des exigences relatives à la capacité technique mentionnées dans l'autorisation patrimoniale ou le cahier spécial des charges ;

3^o le cas échéant, le respect des dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

L'alinéa 1^{er}, 2^o, n'est pas applicable à la subvention visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, si les actes et travaux conservatoires d'urgence ont déjà été mis en œuvre.

§ 2. Lorsque l'Administration du Patrimoine constate le caractère anormal d'un prix, elle peut fixer un montant de référence pour un poste éligible au regard d'un ou de plusieurs des critères suivants :

1^o les prix habituellement pratiqués sur le marché pour ce type de poste ;

2^o les prix mentionnés dans le métré estimatif réalisé par l'auteur de projet ou dans les différents devis et offres.

Dans le cadre du contrôle du caractère normal des prix, l'Administration du Patrimoine peut adresser toute demande d'information ou de justification au demandeur. Le demandeur transmet les informations ou les justifications dans le délai imposé dans la demande par l'Administration du Patrimoine sous peine d'irrecevabilité de la demande de subvention.

§ 3. Lorsque le bénéficiaire de la subvention souhaite recourir à un autre entrepreneur ou prestataire que l'entrepreneur ou le prestataire pressenti pour lequel un contrôle visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, a été réalisé, il en informe préalablement l'Administration du Patrimoine.

Lorsque l'Administration du Patrimoine constate que l'entrepreneur ou le prestataire chargé de la réalisation des études préalables ou des actes et travaux subventionnés ne respecte pas les exigences relatives à la capacité technique, le bénéficiaire perd le bénéfice de la subvention à moins qu'il ne désigne un autre entrepreneur ou prestataire qui respecte les exigences relatives à la capacité technique.

Art. R.88-10. § 1^{er}. La subvention relative à la réalisation d'une étude préalable visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, est fixée à quatre-vingts pour cent des postes éligibles.

§ 2. La subvention relative à la réalisation d'actes et travaux conservatoires d'urgence visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, est fixée à cinquante pour cent des postes éligibles.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le taux de la subvention visé à l'alinéa 1^{er} est porté à soixante-cinq pour cent pour les actes et travaux sur un bien qui relève du patrimoine exceptionnel de Wallonie.

Les taux visés aux alinéas 1^{er} et 2 sont majorés de quinze pour cent pour la réalisation d'actes et travaux conservatoires d'urgence à la suite d'une calamité naturelle publique reconnue conformément au décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques.

§ 3. La subvention relative à la réalisation d'actes et travaux d'entretien visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, est fixée à cinquante pour cent des postes éligibles.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le taux de la subvention visé à l'alinéa 1^{er} est porté à soixante-cinq pour cent pour les actes et travaux sur un bien qui relève du patrimoine exceptionnel de Wallonie.

Les taux de subvention visés aux alinéas 1^{er} et 2 sont majorés de dix pour cent pour les biens classés au titre de monument ou ensemble architectural dans l'un des cas suivants :

1^o lorsque le bien classé remplit une fonction culturelle ou scolaire ou est un logement d'utilité publique et que ses parties classées sont accessibles au public sur demande de l'Administration du Patrimoine lors des journées du Patrimoine ou de toute autre manifestation organisée par l'Administration du Patrimoine selon les modalités arrêtées dans la décision d'octroi de subvention ;

2^o lorsque le bien classé est ouvert au public selon des modalités arrêtées dans une convention conclue avec le Ministre ou le Gouvernement wallon si l'octroi de la subvention est soumis à l'accord de ce dernier conformément à son arrêté de fonctionnement.

La convention visée à l'alinéa 3, 2^o, est conclue pour une durée de dix ans et implique au minimum que le bien soit accessible sur demande de l'Administration du Patrimoine au minimum cinq jours par an, en ce compris lors des journées du Patrimoine ou de toute autre manifestation organisée par l'Administration du Patrimoine. Le nombre de jours d'ouverture au public tient compte de la nature du bien classé et de son affectation.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 3, 2^o, si la subvention majorée est soumise à l'accord du Gouvernement conformément à son arrêté de fonctionnement, la convention est conclue avec le Gouvernement wallon concomitamment à l'arrêté de subvention.

En cas de non-respect des conditions visées à l'alinéa 3, le bénéficiaire de la subvention rembourse la majoration de dix pour cent.

Le Ministre peut arrêter un modèle-type de convention visée à l'alinéa 3, 2^o.

Par dérogation aux alinéas 1^{er}, 2 et 3, le taux de la subvention est porté à nonante pour cent pour autant que les actes et travaux d'entretien se rapportent à un bien classé au titre de monument et qu'ils soient exécutés par le propriétaire, par un bénévole qui dispose de l'autorisation écrite du propriétaire ou par les services techniques d'un pouvoir public propriétaire du bien. Dans cette hypothèse, la subvention porte sur le coût des matériaux, du transport ou des moyens d'exécution, à l'exclusion de la main d'œuvre, et ne dépasse pas 15.000 euros.

§ 4. La subvention relative à la réalisation d'actes et travaux de restauration visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, est fixée à cinquante pour cent des postes éligibles, à l'exception des actes et travaux relatifs à l'amélioration de la performance énergétique et à l'ouverture au public et l'accessibilité du bien pour lesquels la subvention est limitée au surcoût lié au caractère patrimonial du bien.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le taux de la subvention visé à l'alinéa 1^{er} est porté à soixante-cinq pour cent pour les actes et travaux sur un bien qui relève du patrimoine exceptionnel de Wallonie.

Les taux de subvention visés aux alinéas 1^{er} et 2 sont majorés de dix pour cent pour les biens classés au titre de monument ou ensemble architectural dans l'un des cas suivants :

1^o lorsque le bien classé remplit une fonction culturelle ou scolaire ou est un logement d'utilité publique et que ses parties classées sont accessibles au public sur demande de l'Administration du Patrimoine lors des journées du Patrimoine ou de toute autre manifestation organisée par l'Administration du Patrimoine selon les modalités arrêtées dans la décision d'octroi de subvention ;

2^o lorsque le bien classé est ouvert au public selon des modalités arrêtées dans une convention conclue avec le Ministre ou le Gouvernement wallon si l'octroi de la subvention est soumis à l'accord de ce dernier conformément à son arrêté de fonctionnement.

La convention visée à l'alinéa 3, 2^o, est conclue pour une durée de dix ans et implique au minimum que le bien soit accessible sur demande de l'Administration du Patrimoine au minimum cinq jours par an, en ce compris lors des journées du Patrimoine ou de toute autre manifestation organisée par l'Administration du Patrimoine. Le nombre de jours d'ouverture au public tient compte de la nature du bien classé et de son affectation.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 3, 2^o, si la subvention majorée est soumise à l'accord du Gouvernement wallon conformément à son arrêté de fonctionnement, la convention est conclue avec le Gouvernement wallon concomitamment à l'arrêté de subvention.

En cas de non-respect des conditions visées à l'alinéa 3, le bénéficiaire de la subvention rembourse la majoration de dix pour cent.

Le Ministre peut arrêter un modèle-type de convention visée à l'alinéa 3, 2^o.

Dans l'hypothèse où la subvention a pour objet la réalisation d'actes et travaux relatifs à l'amélioration de la performance énergétique, à l'ouverture au public ou l'accessibilité du bien, le montant de la subvention relative au surcoût lié au caractère patrimonial du bien est calculé après déduction de subventions obtenues dans le cadre d'autres dispositifs.

Art. R.88-11. Sans préjudice des l'article R.97-1 et R.97-2, lorsque les actes et travaux d'entretien ou de restauration subventionnés nécessitent l'élaboration d'un plan de financement concerté entre plusieurs pouvoirs subsidiaires, l'arrêté d'octroi peut déroger à la baisse aux taux de subvention visés à l'article R.88-10 afin de les adapter au plan de financement et d'éviter que les actes et travaux subventionnés bénéficient d'un subventionnement total de la part des pouvoirs subsidiaires supérieur à cent pourcent de leur coût.

Sous-section 4. La liquidation de la subvention

Art. R.88-12. § 1^{er}. La liquidation de la subvention requiert préalablement l'approbation par l'Administration du Patrimoine de l'étude préalable ou des actes et travaux subventionnés et au respect des obligations visées à l'article R.88-16.

§ 2. Au terme des actes et travaux subventionnés en vertu de l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o à 4^o, le bénéficiaire invite l'Administration du Patrimoine à contrôler la réalisation des actes et travaux en vue de leur approbation. En fonction de la nature et de l'ampleur des actes et travaux, l'Administration du Patrimoine peut décider de réaliser le contrôle sur place ou sur la base d'un reportage photographique complet si les spécificités du projet le permettent.

Sans préjudice du titre 9 du code, si l'Administration du Patrimoine, après un contrôle sur place, estime que les actes et travaux subventionnés n'ont pas été exécutés conformément aux règles de l'art, aux conditions de l'arrêté d'octroi, à l'autorisation patrimoniale ou au plan opérationnel patrimonial, elle peut inviter le bénéficiaire à procéder à des actes et travaux de mise en conformité, sous son contrôle, dans un délai fixé par elle, sous peine de perdre le bénéfice de la subvention.

Art. R.88-13. § 1^{er}. Lorsque le montant hors T.V.A. de l'étude préalable ou des actes et travaux subventionnés ne dépasse pas le seuil de principe en-dessous duquel il est permis de passer un marché en procédure négociée sans publication préalable, la subvention relative à la réalisation d'une étude préalable visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, la subvention relative à la réalisation d'actes et travaux d'entretien visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, ou la subvention relative à la réalisation d'actes et travaux de restauration visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, est liquidée comme suit :

1^o une première tranche, qui constitue une avance, d'un montant correspondant à septante pour cent du montant total de la subvention, après la notification de l'arrêté d'octroi, sur la base :

a) d'une déclaration de créance ;

b) d'une copie du devis signé par le demandeur ou, dans l'hypothèse où le demandeur est soumis à la législation relative aux marchés publics, de la copie de la notification de la décision d'attribution du marché à l'adjudicataire par le demandeur ;

c) de l'état d'avancement de base ;

2^o le solde de la subvention après la réalisation de l'étude préalable ou la réception provisoire des actes et travaux subventionnés sur la base :

a) d'une déclaration de créance ;

b) de l'étude préalable lorsqu'il s'agit d'une subvention visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o ;

c) du décompte final relatif à l'étude préalable ou aux actes et travaux subventionnés ;

d) des factures et pièces justificatives correspondantes à l'étude préalable ou aux actes et travaux subventionnés ;

e) des preuves de paiement ;

f) le cas échéant, un document émanant d'un organisme d'assurance qui atteste de l'intervention d'une police d'assurance pour la réalisation des actes et travaux subventionnés.

§ 2. Lorsque le montant hors T.V.A. de l'étude préalable ou des actes et travaux subventionnés dépasse le seuil de principe en-dessous duquel il est permis de passer un marché en procédure négociée sans publication préalable, la subvention relative à la réalisation d'une étude préalable visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, la subvention relative à la réalisation d'actes et travaux d'entretien visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, ou la subvention relative à la réalisation d'actes et travaux de restauration visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, est liquidée comme suit :

1^o une première tranche, qui constitue une avance, d'un montant correspondant à cinquante pour cent du montant total de la subvention, après la notification de l'arrêté d'octroi, sur la base :

a) d'une déclaration de créance ;

b) d'une copie du devis signé par le demandeur ou, dans l'hypothèse où le demandeur est soumis à la législation relative aux marchés publics, de la copie de la notification de la décision d'attribution du marché à l'adjudicataire par le demandeur ;

c) de l'état d'avancement de base ;

2^o une deuxième tranche, qui constitue une avance, d'un montant correspondant à trente pour cent du montant total de la subvention, après que le bénéficiaire se soit acquitté du paiement de plus de quarante pour cent du coût total des actes et travaux subventionnés, sur la base :

a) d'une déclaration de créance ;

b) des états d'avancement intermédiaires relatifs à l'étude préalable ou aux actes et travaux subventionnés ;

c) des factures et pièces justificatives correspondantes à l'étude préalable ou aux actes et travaux subventionnés ;

d) des preuves de paiement ;

3^o le solde de la subvention après la réalisation de l'étude préalable ou la réception provisoire des actes et travaux subventionnés sur la base :

a) d'une déclaration de créance ;

b) de l'étude préalable lorsqu'il s'agit d'une subvention visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o ;

c) du décompte final relatif à l'étude préalable ou aux actes et travaux subventionnés ;

d) des factures et pièces justificatives correspondantes à l'étude préalable ou aux actes et travaux subventionnés ;

e) des preuves de paiement ;

f) le cas échéant, un document émanant d'un organisme d'assurance qui atteste de l'intervention d'une police d'assurance pour la réalisation des actes et travaux subventionnés.

§ 3. La subvention relative à la réalisation d'actes et travaux conservatoires d'urgence visée à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, est entièrement liquidée dès l'approbation par l'Administration du Patrimoine sur la base :

1^o d'une déclaration de créance ;

2^o du décompte final relatif aux actes et travaux subventionnés ;

3^o des factures et pièces justificatives correspondantes aux postes subventionnés ;

4^o des preuves de paiement ;

5^o le cas échéant, d'un document émanant d'un organisme d'assurance qui atteste de l'intervention d'une police d'assurance pour la réalisation des actes et travaux subventionnés ;

6^o le cas échéant, de la notification de la décision motivée d'attribution du marché public lorsque le bénéficiaire est soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Ministre peut arrêter des modalités spécifiques de la liquidation de subvention pour la réalisation d'actes et travaux conservatoires d'urgence à la suite d'une calamité naturelle publique reconnue conformément au décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques.

§ 4. Sans préjudice des articles R.97-1 et R.97-2, lorsque les actes et travaux d'entretien ou de restauration subventionnés nécessitent l'élaboration d'un plan de financement concerté entre plusieurs pouvoirs subsidiaires, l'arrêté d'octroi peut déroger aux modalités de liquidation visées aux paragraphes 2 et 3 afin de les adapter au plan de financement.

Sous-section 5. La subvention complémentaire

Art. R.88-14. § 1^{er}. Au terme de l'exécution des actes et travaux subventionnés en vertu de l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o à 4^o, le Ministre peut octroyer une subvention complémentaire lorsque la mise en œuvre des actes et travaux subventionnés a donné lieu à des actes et travaux non prévisibles lors de la demande de subvention et indispensables à la poursuite des actes et travaux ou au maintien des éléments dont la valeur et l'intérêt patrimoniaux ont conduit à la protection du bien.

Le demandeur justifie le caractère non prévisible et indispensable des actes et travaux pour lesquels une subvention complémentaire est sollicitée.

La subvention complémentaire peut être octroyée lorsque les actes et travaux non prévisibles et indispensables ont pour conséquence :

1^o un dépassement de quantité indiquée dans le métré qui a servi de base au calcul de la subvention ;

2^o l'apparition d'un poste éligible à la subvention non repris dans le métré qui a servi de base au calcul de la subvention.

Une demande de subvention complémentaire est déclarée irrecevable lorsque la demande de subvention porte sur un montant inférieur :

1^o à cinq pour cent du montant des actes et travaux subventionnés pour lesquels cette subvention complémentaire est sollicitée ;

2^o à 2.500 euros.

Dans le cas visé à l'alinéa 3, 1^o, la subvention complémentaire est calculée sur la base des prix utilisés pour le calcul de la subvention initiale.

Dans le cas visé à l'alinéa 3, 2^o :

1^o si le demandeur n'est pas soumis à la législation relative aux marchés publics, la subvention complémentaire est calculée sur la base d'une offre de prix transmise par l'entrepreneur ou l'adjudicataire en charge de la réalisation des actes et travaux subventionnés ;

2^o si le demandeur est soumis à la législation relative aux marchés publics, la subvention complémentaire est calculée sur la base de l'offre de l'adjudicataire.

Dans le cas visé à l'alinéa 6, 1^o, l'Administration du Patrimoine peut exercer un contrôle du caractère normal des prix conformément à l'article R.88-9.

Le taux de subvention applicable à la subvention complémentaire est déterminé conformément à l'article R.88-10.

La subvention ne dépasse pas quinze pour cent du montant des actes et travaux subventionnés pour lesquels une subvention complémentaire est sollicitée.

§ 2. Au terme de l'exécution des actes et travaux complémentaires subventionnés, le bénéficiaire invite l'Administration du Patrimoine à contrôler la réalisation des actes et travaux en vue de leur approbation. L'Administration du Patrimoine réalise le contrôle sur place ou sur la base d'un reportage photographique complet si les spécificités du projet le permettent.

Sans préjudice du titre 9 du code, si l'Administration du Patrimoine estime que les actes et travaux complémentaires subventionnés n'ont pas été exécutés conformément aux règles de l'art, aux conditions de l'arrêté d'octroi, à l'autorisation patrimoniale ou au plan opérationnel patrimonial, elle peut inviter le bénéficiaire à procéder à des actes et travaux de mise en conformité, sous son contrôle, dans un délai fixé par elle, sous peine de perdre le bénéfice de la subvention.

La subvention complémentaire est entièrement liquidée dès l'approbation par l'Administration du Patrimoine des actes et travaux subventionnés sur la base :

1^o d'une déclaration de créance ;

2^o du décompte final relatif aux actes et travaux complémentaires subventionnés ;

3^o des factures et pièces justificatives correspondantes aux postes subventionnés ;

4^o des preuves de paiement.

Sous-section 6. Les obligations à charge du bénéficiaire de la subvention

Art. R.88-15. Sous peine de perdre le bénéfice de la subvention, les études préalables, les actes et travaux d'entretien et les actes et travaux de restaurations subventionnés sont entamés au plus tard dans un délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté d'octroi.

Sur demande motivée adressée à l'Administration du Patrimoine au moins quarante-cinq jours avant l'échéance du délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine peut proroger les délais visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. R.88-16. Pour conserver le bénéfice de la subvention, le bénéficiaire respecte les obligations suivantes :

1° faire exécuter les études préalables et actes et travaux subventionnés selon les règles de l'art et conformément aux conditions de l'arrêté d'octroi, à l'autorisation patrimoniale, au plan opérationnel patrimonial ou à tout autre autorisation administrative octroyée pour la réalisation des études préalables ou des actes et travaux subventionnés ;

2° transmettre à l'Administration du Patrimoine un état d'avancement dans le délai imposé dans l'arrêté d'octroi ou, à défaut, par l'Administration du Patrimoine ;

3° consentir aux visites de l'Administration du Patrimoine en vue de contrôler l'exécution des études préalables et des actes et travaux subventionnés ;

4° inviter l'Administration du Patrimoine à la réception provisoire des actes et travaux d'entretien ou de restauration subventionnés ;

5° consentir à la pose de panneaux sur chantier qui mentionnent des informations concernant le bien classé et l'intervention régionale ;

6° déclarer à l'Administration du Patrimoine toutes les demandes de subvention introduites et toutes les subventions octroyées en lien avec les études préalables ou les actes et travaux subventionnés ;

7° céder à l'Administration du Patrimoine, à titre gratuit, des droits d'utilisation et de communication des études préalables subventionnées dans le cadre de ses activités ;

8° autoriser, à titre gratuit, l'Administration du Patrimoine à photographier la réalisation de l'étude préalable ou des actes et travaux subventionnés et à utiliser les photographies dans le cadre de ses missions.

Sans préjudice du titre 9 du Code, dans le cadre des visites visées à l'alinéa 1^{er}, 3°, si l'Administration du Patrimoine estime que les études ou les actes et travaux subventionnés n'ont pas été exécutés conformément aux règles de l'art, aux conditions de l'arrêté d'octroi, à l'autorisation patrimoniale, au plan opérationnel patrimonial ou tout autre autorisation administrative, elle peut inviter le bénéficiaire à procéder à la réalisation d'actes et travaux de mise en conformité, sous son contrôle, dans un délai fixé par elle, sous peine de perdre le bénéfice de la subvention.

Sous-section 7. Les marchés publics

Art. R.88-17. Le demandeur d'une subvention visée par la présente section qui n'est pas soumis à la législation relative aux marchés publics, applique les dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics lorsque le montant hors T.V.A. des actes et travaux subventionnés dépasse le seuil de principe en-dessous duquel il est permis de passer un marché en procédure négociée sans publication préalable.

Le demandeur d'une subvention visée par la présente section qui n'est pas soumis à la législation relative aux marchés publics, peut décider de faire application de cette législation. Dans cette hypothèse, il se conforme à toutes les dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics.

Art. R.88-18. Lorsque le bénéficiaire est soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, l'Administration du Patrimoine peut exiger la transmission de tout document relatif à la procédure de passation afin de vérifier le respect des dispositions du code ou de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et de ses arrêtés d'exécution.

Section 2. Les subventions relatives aux biens pastillées inscrits à l'inventaire régional du patrimoine et aux biens inscrits sur la liste des biens qui relèvent du petit patrimoine populaire wallon

Sous-section 1^{ère}. Disposition relative à l'ensemble des subventions visées à l'article D.89

Art. R.89-1. § 1^{er}. Si des actes et travaux relatifs à un élément sont éligibles à une subvention en vertu des articles R.89-3 et R.89-8, le demandeur peut solliciter une subvention :

1° soit sur la base de l'article D.89, alinéa 1^{er}, 1° ;

2° soit sur la base de l'article D.89, alinéa 1^{er}, 2°.

Si des actes et travaux relatifs à un élément ont été subventionnés en vertu de l'article D.89, alinéa 1^{er}, 1°, aucune subvention ne peut être octroyée pour des actes et travaux pour ce même élément en vertu de l'article D.89, alinéa 1^{er}, 2°.

Si des actes et travaux relatifs à un élément ont été subventionnés en vertu de l'article D.89, alinéa 1^{er}, 2°, aucune subvention ne peut être octroyée pour des actes et travaux pour ce même élément en vertu de l'article D.89, alinéa 1^{er}, 1°.

§ 2. Lorsque le bénéficiaire est soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, l'Administration du Patrimoine peut exiger la transmission de tout document relatif à la procédure de passation afin de vérifier le respect des dispositions du code ou de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses arrêtés d'exécution.

§ 3. Le bénéficiaire d'une subvention visée à l'article D.89 autorise, à titre gratuit, l'Administration du Patrimoine à photographier la réalisation de l'étude préalable ou des actes et travaux subventionnés et à utiliser les photographies dans le cadre de ses missions.

Sous-section 2. La subvention relative à un bien pastillé inscrit à l'inventaire régional du patrimoine

Art. R.89-2. Toute demande de subvention relative à un bien pastillé inscrit à l'inventaire régional du patrimoine est adressée au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

Lorsque les actes et travaux pour lesquels une subvention est demandée sont soumis à permis d'urbanisme, permis d'urbanisation, permis d'environnement ou permis unique, la demande de subvention est adressée préalablement à la demande de permis sous peine d'irrecevabilité.

La demande est adressée par voie papier ou électronique selon les modalités fixées par le Ministre.

Art. R.89-3. Sur la base de caractéristiques patrimoniales et locales à maintenir ou à restituer, le Ministre peut octroyer, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, une subvention pour la réalisation des actes et travaux suivants sur un bien pastillé inscrit à l'inventaire régional du patrimoine :

1° la remise en état des maçonneries extérieures par :

a) un nettoyage des maçonneries avec une méthode adéquate qui ne provoque pas une dégradation significative des matériaux, à l'exclusion du sablage à sec et de l'utilisation de produits chimiques ;

b) un rejointoyement partiel ou complet des maçonneries ;

c) une réparation partielle de la maçonnerie visant à la remise en état des matériaux constitutifs du bien ;

d) la réparation partielle ou le renouvellement total d'enduit ou de tout autre parement traditionnel, en ce compris le béton ;

e) le renouvellement partiel ou complet de badigeon ;

- f) le renouvellement partiel ou complet de peinture au moyen d'une peinture silicate ;
- 2° la remise en état des menuiseries extérieures par :
- a) la réparation de tous les éléments en bois à caractère patrimonial ;
- b) la remise en peinture partielle ou totale d'élément en bois à caractère patrimonial ;
- c) le renouvellement partiel ou total d'éléments en bois à caractère patrimonial pour autant qu'ils fassent l'objet d'une restitution patrimoniale ;
- 3° la remise en état des éléments métalliques présentant un caractère patrimonial par :
- a) la réparation de ces éléments ;
- b) la remise en peinture de ces éléments ;
- c) le renouvellement partiel ou total de ces éléments pour autant qu'ils fassent l'objet d'une restitution patrimoniale ;
- 4° la remise en état de tout élément décoratif présentant un caractère patrimonial ;
- 5° la remise en état de la toiture et de son support, à l'exclusion du placement d'une sous-toiture ou d'une isolation, par :
- a) la réparation ou le remplacement des matériaux de couverture pour autant qu'ils présentent un caractère patrimonial et qu'ils soient restitués à l'identique de l'existant ;
- b) la réparation ou le renforcement des éléments de structure destinés à supporter la couverture ;
- c) le remplacement de tous les éléments assurant l'étanchéité des toitures ;
- d) le maintien des pignons débordants, en ce compris les travaux de protection par feuille de plomb ou de jonction avec la toiture ;
- e) la remise en état des souches de cheminée existantes ;
- f) la suppression d'éléments postérieurs à l'état d'origine du bien et dénaturant celui-ci.

Les actes et travaux visés à l'alinéa 1^{er} sont réalisés dans le respect des règles de l'art.

Art. R.89-4. § 1^{er}. Lorsque le bénéficiaire n'est pas soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, le bénéficiaire consulte au moins trois entrepreneurs ou prestataires qui disposent des capacités techniques pour réaliser les actes et travaux subventionnés afin de solliciter un devis détaillé pour les postes éligibles au subventionnement. Le devis détaillé mentionne la liste de toutes les prestations étape par étape, un prix pour chaque poste du métré et sa durée de validité.

Lorsque le bénéficiaire est soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, les critères de sélection déterminés par le pouvoir adjudicateur garantissent que l'adjudicataire dispose des capacités techniques pour réaliser les actes et travaux subventionnés.

§ 2. Sans préjudice de la mise en œuvre du contrôle du caractère normal des prix, le montant de la subvention est calculé :

1° lorsque le bénéficiaire n'est pas soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, sur la base des prix pour les postes éligibles indiqués dans le devis de l'entrepreneur ou du prestataire qui a remis les prix les plus bas et qui satisfait aux exigences relatives à la capacités techniques ;

2° lorsque le bénéficiaire est soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, sur la base des prix pour les postes éligibles indiqués :

- a) lorsqu'il s'agit d'un marché public de faible montant, dans l'offre retenue au terme de la procédure de passation ;
- b) lorsqu'il s'agit d'un marché public autre qu'un marché public de faible montant, dans l'offre économiquement la plus avantageuse au sens de l'article 81 de la loi du 17 juin 2016.

La demande de subvention est instruite conformément à l'article R.88-9.

§ 3. La subvention est fixée à septante-cinq pour cent du montant des factures correspondant aux actes et travaux subventionnés et ne dépasse pas 10.000 euros par bien pastillé inscrit à l'inventaire régional du patrimoine.

La subvention est calculée sur la base des montants hors T.V.A. sauf si la T.V.A. reste à charge du bénéficiaire.

Art. R.89-5. Sous peine de perdre le bénéfice de la subvention relative aux actes et travaux subventionnés non-exécutés, les actes et travaux subventionnés sont exécutés au plus tard deux ans après la notification de l'arrêté d'octroi.

Art. R.89-6. § 1^{er}. La moitié de la subvention est liquidée à la notification de l'arrêté d'octroi sur la base d'une déclaration de créance.

§ 2. La liquidation du solde de la subvention requiert préalablement l'approbation par l'Administration du Patrimoine des actes et travaux subventionnés.

Au terme de l'exécution des actes et travaux subventionnés, le bénéficiaire invite l'Administration du Patrimoine à contrôler la réalisation des actes et travaux en vue de leur approbation. L'Administration du Patrimoine peut décider de réaliser le contrôle sur place ou sur la base d'un reportage photographique complet si les spécificités du projet le permettent.

Sans préjudice du titre 9 du Code, si l'Administration du Patrimoine estime que les actes et travaux subventionnés n'ont pas été exécutés conformément aux règles de l'art ou aux conditions de l'arrêté d'octroi, elle peut inviter le bénéficiaire à procéder à la réalisation d'actes et travaux de mise en conformité, sous son contrôle, dans un délai fixé par elle, sous peine de perdre le bénéfice de la subvention.

Le solde de la subvention est liquidé dès l'approbation par l'Administration du Patrimoine des actes et travaux subventionnés sur la base :

- 1° d'une déclaration de créance ;
- 2° des factures et pièces justificatives correspondantes aux dépenses subventionnées ;
- 3° des preuves de paiement.

Sous-section 3. La subvention relative à un bien inscrit sur la liste des biens qui relèvent du petit patrimoine populaire wallon

Art. R.89-7. Toute demande de subvention relative à un bien inscrit sur la liste des biens qui relèvent du petit patrimoine populaire wallon est adressée au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

La demande est adressée par voie papier ou électronique selon les modalités fixées par le Ministre.

Art. R.89-8. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut accorder une subvention d'un montant maximal de 10.000 euros pour la réalisation d'actes et travaux d'entretien ou de restauration de biens relevant du petit patrimoine populaire wallon.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} ne peut pas être octroyée pour :

1° la réalisation d'actes et travaux qui ont pour objet la création d'un nouvel élément sur le bien relevant du petit patrimoine populaire ;

2° la réalisation d'actes et travaux sur un bien classé au titre de monument ;

3° la réalisation d'actes et travaux qui ont pour objet le remplacement partiel d'un élément du bien relevant du petit patrimoine populaire wallon lorsque la partie conservée du bien n'est pas substantielle.

§ 2. Lorsque le bénéficiaire n'est pas soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, le bénéficiaire consulte au moins trois entrepreneurs ou prestataires qui disposent des capacités techniques pour réaliser les actes et travaux subventionnés afin de solliciter un devis détaillé pour les postes éligibles au subventionnement. Le devis détaillé mentionne la liste de toutes les prestations étape par étape, un prix pour chaque poste du métré et sa durée de validité.

Lorsque le bénéficiaire est soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, les critères de sélection déterminés par le pouvoir adjudicateur garantissent que l'adjudicataire dispose des capacités techniques pour réaliser les actes et travaux subventionnés.

§ 3. Sans préjudice de la mise en œuvre du contrôle du caractère normal des prix, le montant de la subvention est calculé :

1° lorsque le bénéficiaire n'est pas soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, sur la base des prix pour les postes éligibles indiqués dans le devis le moins cher rendu par un entrepreneur ou un prestataire qui dispose des capacités techniques pour réaliser les actes et travaux subventionnés ;

2° lorsque le bénéficiaire est soumis à la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, sur la base des prix pour les postes éligibles indiqués :

a) lorsqu'il s'agit d'un marché public de faible montant, dans l'offre retenue au terme de la procédure de passation ;

b) lorsqu'il s'agit d'un marché public autre qu'un marché public de faible montant, dans l'offre économiquement la plus avantageuse au sens de l'article 81 de la loi du 17 juin 2016.

La demande de subvention est instruite conformément à l'article R.88-9.

§ 4. Le montant de la subvention est fixé à septante-cinq pour cent du montant des factures correspondant aux actes et travaux subventionnés dans les limites du montant visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

La subvention est calculée sur la base des montants hors T.V.A. sauf si la T.V.A. reste à charge du bénéficiaire.

Art. R.89-9. Les actes et travaux subventionnés sont exécutés au plus tard deux ans après la notification de l'arrêté d'octroi sous peine de perdre le bénéfice de la subvention relative aux actes et travaux subventionnés non-exécutés.

Art. R.89-10. § 1^{er}. La moitié de la subvention est liquidée à la notification de l'arrêté d'octroi sur la base d'une déclaration de créance.

§ 2. La liquidation du solde de la subvention requiert préalablement l'approbation par l'Administration du Patrimoine des actes et travaux subventionnés.

Au terme de l'exécution des actes et travaux subventionnés, le bénéficiaire invite l'Administration du Patrimoine à contrôler la réalisation des actes et travaux en vue de leur approbation. L'Administration du Patrimoine peut décider de réaliser le contrôle sur place ou sur la base d'un reportage photographique complet si les spécificités du projet le permettent.

Sans préjudice du titre 9 du code, si l'Administration du Patrimoine estime que les actes et travaux subventionnés n'ont pas été exécutés conformément aux règles de l'art ou aux conditions de l'arrêté d'octroi, l'Administration du Patrimoine invite le bénéficiaire à procéder à la réalisation d'actes et travaux de mise en conformité, sous son contrôle, dans un délai fixé par elle, sous peine de perdre le bénéfice de la subvention.

Le solde de la subvention est liquidé dès l'approbation par l'Administration du Patrimoine des actes et travaux subventionnés sur la base :

1° d'une déclaration de créance ;

2° des factures et pièces justificatives correspondantes aux dépenses subventionnées ;

3° des preuves de paiement.

Section 3. La subvention relative aux opérations et aux biens archéologiques

Art. R.90-1. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre ou le Gouvernement, selon l'habilitation fixée par son arrêté de fonctionnement, peut octroyer une subvention pour les dépenses annuelles nécessaires à :

1° la réalisation d'opérations archéologiques ;

2° le rassemblement de biens archéologiques dans des dépôts agréés et accessibles aux chercheurs ;

3° l'exposition au public de biens archéologiques.

Le montant de la subvention est déterminé en fonction :

1° de la pertinence et de la plus-value de l'objet de la subvention par rapport au patrimoine wallon ;

2° du budget prévisionnel comprenant les dépenses et les recettes éventuelles en lien avec l'objet de la subvention ;

3° le cas échéant, lorsque la subvention porte sur la réalisation d'opérations archéologiques, les résultats engrangés par les opérations archéologiques depuis leur entame.

En cas de subvention pluriannuelle, une convention cadre destinée à encadrer la subvention peut être conclue.

§ 2. Les dépenses éligibles à la subvention sont :

1° les dépenses en matière de personnel ;

2° les frais relatifs à la recherche, au développement des opérations archéologiques, à la diffusion de la connaissance liée à celles-ci et à la promotion ;

3° les frais matériels occasionnés sur le terrain par les opérations archéologiques ;

4° les frais d'occupation de locaux, d'utilisation d'énergie et d'acquisition de matériel en dehors de toute dépense d'investissement immobilier ;

5° les frais de fonctionnement et d'investissement pour le mobilier et le matériel relatif à l'exposition de biens archéologiques dédiés aux activités définies à l'article D.90, 1° et 3° ;

6° les frais relatifs à la promotion et à la publicité des actions en lien avec l'exposition au public de biens archéologiques ;

7° la participation aux frais généraux visés à l'article 39bis, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires avec un taux de participation aux frais généraux limité au maximum à quinze pour cent.

La subvention est fixée à maximum septante-cinq pour cent des dépenses éligibles.

§ 3. Une subvention peut uniquement être octroyée :

1° à une commune ;

2° à une province ;

3° à une intercommunale ;

4° à un C.P.A.S. ;

5° à une régie communale ou provinciale autonome ;

6° à une association visée au chapitre XII de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 ;

7° à une fabrique d'église ;

8° à une université ;

9° à une association sans but lucratif ou de statut équivalent dans une législation étrangère qui a pour objet le patrimoine dans ses statuts ;

10° à une fondation d'intérêt public ou de statut équivalent dans une législation étrangère qui a pour objet le patrimoine dans ses statuts.

Art. R.90-2. Toute demande de subvention est adressée au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

Le Ministre peut arrêter des modalités relatives au délai d'introduction des demandes de subvention.

La demande est adressée par voie papier ou électronique selon les modalités fixées par le Ministre.

Art. R.90-3. Lorsque le montant de la subvention est supérieur à 50.000 euros, un comité d'accompagnement est mis en place par l'Administration du Patrimoine afin de contrôler la mise en œuvre de la subvention.

Le comité d'accompagnement est mis en place au plus tard avant le versement de la deuxième tranche de la subvention.

Art. R.90-4. La subvention est liquidée comme suit :

1° lorsque le montant de la subvention est inférieur ou égal à 25.000 euros, la subvention est liquidée en une tranche au terme de la réalisation de l'objet de la subvention ;

2° lorsque le montant de la subvention est supérieur à 25.000 euros et inférieur à 250.000 euros, la subvention est liquidée en deux tranches :

a) la première tranche d'un maximum de soixante pour cent est liquidée après la notification de l'arrêté d'octroi ;

b) le solde est liquidé au terme de la réalisation de l'objet de la subvention ;

3° lorsque le montant de la subvention est égal ou supérieur à 250.000 euros, la subvention est liquidée en trois tranches :

a) la première tranche d'un maximum de soixante pour cent est liquidée après la notification de l'arrêté d'octroi ;

b) la deuxième tranche d'un maximum de trente pour cent est liquidée après la validation du rapport d'activité et financier intermédiaire ;

c) le solde est liquidé au terme de la réalisation de l'objet de la subvention.

Art. R.90-5. La liquidation de la subvention requiert préalablement le contrôle et l'approbation par l'Administration du Patrimoine des dépenses subventionnées.

La subvention est liquidée dès l'approbation par l'Administration du Patrimoine sur la base :

1° d'une déclaration de créance pour la tranche correspondante ;

3° des factures et pièces justificatives correspondantes aux dépenses subventionnées pour la tranche correspondante ;

4° des preuves de paiement pour la tranche correspondante ;

5° pour la liquidation de la dernière tranche, un descriptif de la mise en œuvre par le bénéficiaire de l'objet de la subvention.

Section 4. Les subventions relatives à la sensibilisation du public au patrimoine

Sous-section 1^{ère}. La subvention visant à encourager les actions en faveur du patrimoine

Art. R.91-1. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut octroyer une subvention afin de couvrir les dépenses nécessaires à la réalisation de publications, de manifestations à destination de tous les publics, d'initiatives ou d'activités de sensibilisation, de valorisation ou de promotion relative au patrimoine et à ses métiers, à l'exclusion des éléments visés à l'article R.91-2.

L'opportunité d'octroyer une subvention est évaluée au regard des éléments suivants :

1° la part consacrée au patrimoine et à ses métiers dans l'élément subventionné ;

2° la pertinence et la plus-value de l'élément subventionné par rapport au patrimoine et à ses métiers ;

3° du budget prévisionnel comprenant les dépenses et les recettes en lien avec l'élément subventionné ;

4° des thématiques déterminées par le Ministre afin d'assurer la cohérence des subventions octroyées dans une période donnée.

Le Ministre peut fixer des conditions particulières lors de l'octroi des subventions visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Les dépenses éligibles à la subvention sont les dépenses nécessaires à la réalisation des éléments subventionnés, à l'exclusion des dépenses de fonctionnement.

La subvention est fixée à maximum cinquante pour cent des dépenses éligibles et ne dépasse pas 10.000 euros.

La subvention est calculée sur la base des montants hors T.V.A. sauf si la T.V.A. reste à charge du bénéficiaire.

Une demande de subvention dont le montant des dépenses éligibles est inférieur à 1.000 euros est irrecevable.

§ 3. Une subvention peut uniquement être octroyée :

1° à une commune ;

2° à une province ;

3° à une intercommunale ;

4° un établissement d'enseignement supérieur ;

5° à une association sans but lucratif ou de statut équivalent dans une législation étrangère qui a pour objet le patrimoine dans ses statuts ;

6° à une fondation d'intérêt public ou de statut équivalent dans une législation étrangère qui a pour objet le patrimoine dans ses statuts.

Art. R.91-2. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut octroyer une subvention pour toute action qui s'inscrit dans le cadre d'une manifestation d'ampleur à l'échelle régionale organisée par l'Administration du Patrimoine afin de couvrir les dépenses nécessaires et directement liées :

1° à l'encadrement du public ;

2° à la réalisation de visites guidées, d'animations et d'outils didactiques spécifiques à la manifestation ;

3° au déplacement vers et depuis le site où se tient la manifestation.

Les Journées du Patrimoine et les manifestations pour la jeunesse qui en découlent constituent des manifestations d'ampleur organisées par l'Administration du Patrimoine à l'échelle régionale. Une manifestation d'ampleur à l'échelle régionale est une manifestation qui se déroule au moins sur trois des cinq provinces wallonnes, ou sur dix sites, dans un même espace temporel n'excédant pas une année calendrier.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} peut être octroyée uniquement pour l'organisation d'une manifestation dans un bien d'intérêt patrimonial.

§ 2. La subvention visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, ne dépasse pas 100 euros par journée.

La subvention visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, ne dépasse pas 500 euros.

La subvention visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, ne dépasse pas cinquante pour cent du coût du transport et ne peut pas excéder 1.000 € par établissement scolaire.

La subvention visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est calculée sur la base des montants hors T.V.A. sauf si la T.V.A. reste à charge du bénéficiaire.

§ 3. Le Ministre peut fixer des conditions particulières lors de l'octroi des subventions visées au paragraphe 1^{er}.

Art. R.91-3. Toute demande de subvention est adressée au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

La demande est adressée par voie papier ou électronique selon les modalités fixées par le Ministre.

Le Ministre peut déterminer une date spécifique de dépôt des demandes de subventions visées aux articles R.91-1 et R.91-2.

Art. R.91-4. La subvention visée aux articles R.91-1 et R.91-2 est liquidée sur la base :

1° d'une déclaration de créance ;

2° des factures et pièces justificatives correspondantes aux dépenses subventionnées ;

3° des preuves de paiement.

Sous peine de perdre le bénéfice de la subvention, les documents visés à l'alinéa 1^{er} sont transmis à l'Administration du Patrimoine dans les six mois de la fin de la réalisation ou de la mise en œuvre de l'élément subventionné.

Sous-section 2. La subvention en faveur d'une association sans but lucratif ou d'une fondation d'utilité publique qui mène un ou plusieurs actions d'intérêt régional

Art. R.91-5. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre ou le Gouvernement, selon l'habilitation fixée par son arrêté de fonctionnement, peut octroyer une subvention à une association sans but lucratif ou à une fondation d'utilité publique qui mène une ou plusieurs actions d'intérêt régional dont les retombées portent sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne afin de couvrir les dépenses liées au fonctionnement de l'association ou de la fondation.

Les associations sans but lucratif et les fondations d'utilité publique visées à l'alinéa 1^{er} comprennent les organismes de statut équivalent dans une législation étrangère.

Les actions d'intérêt régional sont en lien direct avec le patrimoine et présentent un intérêt archéologique, historique, architectural, scientifique, mémoriel, esthétique, technique, paysager, urbanistique ou touristique.

L'association sans but lucratif ou la fondation d'utilité publique visées à l'alinéa 1^{er} :

1° réalise des activités en lien avec le patrimoine tel que défini à l'article D.2 ;

2° apporte la preuve que ses activités ont un lien spécifique avec la région de langue française ;

3° n'est pas en état de liquidation.

§ 2. Le montant de la subvention est déterminé en fonction :

1° de la pertinence et de la plus-value de l'objet de la subvention par rapport au patrimoine wallon ;

2° du potentiel rayonnement international de l'objet de la subvention ;

3° de la part consacrée au patrimoine immobilier dans l'objet de la subvention ;

4° de l'apport de l'objet de la subvention pour la valorisation d'un ou plusieurs éléments du patrimoine wallon ;

5° du budget prévisionnel comprenant les dépenses et les recettes éventuelles en lien avec l'objet de la subvention.

§ 3. Les dépenses éligibles à la subvention sont :

1° les dépenses en matière de personnel ;

2° les frais d'occupation de locaux, d'utilisation d'énergie et d'acquisition de matériel en dehors de toute dépense d'investissement immobilier ;

3° les frais de fonctionnement autres que ceux visés au 2° ;

4° les frais relatifs à la promotion et à la publicité de l'action d'intérêt régional.

La subvention est fixée à maximum septante-cinq pour cent des dépenses éligibles.

Art. R.91-6. Le Ministre peut déterminer une date spécifique de dépôt de la demande de la subvention visée à l'article R.91-5.

Art. R.91-7. Lorsque le montant de la subvention est égal ou supérieur à 50.000 euros, un comité d'accompagnement est mis en place par l'Administration du Patrimoine afin de contrôler la mise en œuvre de la subvention.

Le comité d'accompagnement est mis en place au plus tard avant le versement de la deuxième tranche de la subvention.

Art. R.91-8. La subvention est liquidée comme suit :

1° lorsque le montant de la subvention est inférieur ou égal à 25.000 euros, la subvention est liquidée en une tranche au terme de la réalisation de l'objet de la subvention ;

2° lorsque le montant de la subvention est supérieur à 25.000 euros ou inférieur à 250.000 euros, la subvention est liquidée en deux tranches :

a) la première tranche d'un maximum de soixante pour cent est liquidée après la notification de l'arrêté d'octroi ;

b) le solde est liquidé au terme de la réalisation de l'objet de la subvention ;

3° lorsque le montant de la subvention est égal ou supérieur à 250.000 euros, la subvention est liquidée en trois tranches :

a) la première tranche d'un maximum de soixante pour cent est liquidée après la notification de l'arrêté d'octroi ;

b) la deuxième tranche d'un maximum de trente pour cent est liquidée après la validation du rapport d'activité et financier intermédiaire ;

c) le solde est liquidé au terme de la réalisation de l'objet de la subvention.

Art. R.91-9. La liquidation de la subvention requiert préalablement le contrôle et l'approbation par l'Administration du Patrimoine des dépenses subventionnées.

La subvention est liquidée dès l'approbation par l'Administration du Patrimoine sur la base :

1° d'une déclaration de créance pour la tranche correspondante ;

2° des factures et pièces justificatives qui correspondent aux dépenses subventionnées pour la tranche correspondante ;

3° des preuves de paiement pour la tranche correspondante ;

4° pour la liquidation de la dernière tranche, un descriptif de la mise en œuvre par le bénéficiaire de l'objet de la subvention.

Sous-section 3. La subvention en faveur d'un référent patrimoine au sein d'un groupement de communes

Art. R.91-10. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut octroyer une subvention à une commune afin de couvrir les dépenses salariales liées à un référent patrimoine mutualisé entre plusieurs communes.

En cas de subvention pluriannuelle, une convention cadre peut être conclue.

La commune bénéficiaire de la subvention est appelée « commune employeur ».

Les missions du référent patrimoine sont :

1° coordonner et assister les communes parties à la convention dans leurs projets en matière de patrimoine ;

2° mettre en place un programme de sensibilisation et de médiation en matière de patrimoine ;

3° conseiller en matière de patrimoine les citoyens, les organismes et associations en charge du patrimoine des communes parties à la convention.

Le référent patrimoine atteste d'une spécialisation en patrimoine :

1° soit par sa formation ;

2° soit par une expérience probante d'au moins cinq ans.

Le référent patrimoine est engagé par la commune employeur conformément à ses dispositions générales en matière de personnel.

§ 2. La subvention visée au paragraphe 1^{er} est octroyée dans les hypothèses suivantes :

1° soit selon une logique territoriale, auquel cas le regroupement de communes comporte au moins trois communes comptant chacune moins de 15.000 habitants au 1^{er} janvier de l'année qui précède l'année de la demande de subvention ;

2° soit selon une logique liée au patrimoine mondial, à savoir que les communes concernées abritent sur leur territoire des biens inscrits au sein d'une série sur la Liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO ou sur la liste indicative belge en vue d'une telle reconnaissance.

Dans l'hypothèse visée au paragraphe 2, 2°, le référent patrimoine est chargé uniquement de missions relatives au patrimoine mondial.

§ 3. Préalablement à l'octroi de la subvention visée au paragraphe 1^{er}, une convention de partenariat entre les communes est conclue pour déterminer la commune employeur, la gestion budgétaire et administrative, les modalités opérationnelles et budgétaires entre les communes parties à la convention, la durée de la convention et les modalités de résiliation.

§ 4. La demande de subvention est introduite par la commune employeur par voie papier ou électronique selon les modalités fixées par le Ministre.

Art. R.91-11. Les dépenses éligibles à la subvention sont les dépenses en matière de personnel. La subvention visée au R.91-10, § 1^{er}, ne dépasse pas 40.000 euros par an et ne peut pas dépasser cinquante pour cent du coût salarial brut du référent à temps plein.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est octroyée pour des prestations d'une durée de douze mois. Elle est réduite proportionnellement en cas de prestations d'une durée inférieure.

Si le référent patrimoine change, la commune employeur en avertit sans délai l'Administration du Patrimoine.

Art. R.91-12. La subvention est liquidée par l'Administration du Patrimoine sur une base annuelle comme suit :

1° une première tranche qui correspond à septante-cinq pour cent de la subvention annuelle est liquidée après la notification de la subvention sur la base de la fourniture du contrat de travail, de la convention conclue entre le regroupement de communes et d'une déclaration de créance ;

2° la liquidation du solde de la subvention annuelle est soumise à la fourniture du décompte des coûts salariaux du référent, un rapport des activités menées par le référent dans le cadre de la subvention et une déclaration de créance.

Les pièces visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, sont soumises au contrôle et à l'approbation par l'Administration du Patrimoine et, le cas échéant, le montant final de la subvention est adapté dans le respect de l'article R.91-11, alinéa 2.

En cas de subvention pluriannuelle, les documents visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, ne sont plus requis, à l'exception de la déclaration de créance, sauf si des modifications y ont été apportées.

Sous peine de perdre le bénéfice du solde de la subvention, la demande de liquidation du solde intervient dans les deux ans de l'octroi de la subvention.

Section 6. L'obligation d'assurance pour les biens classés ou assimilés

Section 7. Le début des actes et travaux subventionnés

Art. R.95-1. Le directeur de la zone opérationnelle de l'Administration du Patrimoine territorialement compétente est compétent pour délivrer l'autorisation visée à l'article D.95, alinéa 1^{er}, 2°.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine est compétent pour délivrer l'autorisation visée à l'article D.95, alinéa 1^{er}, 2°, lorsqu'il s'agit d'un bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie.

Section 8. La co-subsidiation

Art. R.97-1. Une subvention visée au présent chapitre peut être cumulée avec une subvention octroyée par la Région wallonne ou tout autre pouvoir subsidiant sans que le total des subventions accordées globalement et sans que le total des subventions accordées pour chaque poste éligible ne soit supérieur à cent pour cent des dépenses. Le cas échéant, la subvention octroyée sur la base du présent chapitre est réduite à due concurrence.

Le demandeur d'une subvention visée au présent chapitre informe l'Administration du Patrimoine de toute autre subvention octroyée pour le même objet.

Art. R.97-2. Lorsque l'élément subventionné nécessite l'élaboration d'un plan de financement concerté entre plusieurs pouvoirs subsidiaires, l'arrêté d'octroi peut déroger aux modalités de liquidation afférentes à la subvention concernée afin de les adapter au plan de financement.

Art. R.97-3. Le taux des interventions communale et provinciale est au minimum de respectivement un pour cent et quatre pour cent du coût des actes et travaux éligibles pour les subventions visées à l'article R.88-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° et 4°.

Une intervention provinciale ou communale n'est pas imposée pour les subventions complémentaires visées à l'article R.88-14.

Le demandeur peut solliciter la commune et la province où le bien se situe afin d'obtenir un taux supérieur. Dans ce cas, il en informe l'Administration du Patrimoine lors de l'introduction de sa demande de subvention en transmettant une copie des délibérations des instances concernées.

L'arrêté d'octroi de la subvention régionale contient le pourcentage d'intervention de la commune et celui de la province et comporte en annexe l'accord relatif à l'octroi de la subvention communale ou de la subvention provinciale lorsque le taux d'intervention est supérieur au taux fixé à l'alinéa 1^{er}.

Sur la base du décompte final approuvé par l'Administration du Patrimoine la liquidation de la subvention communale ou de la subvention provinciale s'effectue par la commune ou par la province au bénéficiaire à l'achèvement des travaux.

L'Administration du Patrimoine adresse à la commune et à la province une copie de l'arrêté de subvention et du décompte final notifiés au bénéficiaire.

Chapitre 3. Les accords-cadres

Art. R.98-1. Un accord-cadre peut être conclu pour les biens classés au titre de monument et d'ensemble architectural qui sont inscrits sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie.

Les subventions octroyées dans le cadre de la mise en œuvre d'un accord-cadre couvrent un maximum de nonante-cinq pour cent du montant des études préalables ou des actes et travaux subventionnés calculés sur la base du schéma directeur visé à l'article R.98-2, alinéa 3, 2°.

Les actes et travaux subventionnables et les postes éligibles sont ceux visés à l'article R.88-1.

Les articles D.92 à D.94 sont applicables aux subventions octroyées dans le cadre d'un accord-cadre.

Lorsqu'un accord-cadre implique l'intervention de plusieurs pouvoirs subsidiaires, les articles R.97-1 et R.97-3 s'appliquent.

Art. R.98-2. Le propriétaire d'un bien adresse sa demande de conclusion d'un accord-cadre à l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine.

Une demande de conclusion peut uniquement être introduite lorsque le stade d'avancement de la conception du projet permet d'identifier de manière suffisamment précise le coût et le calendrier de la réalisation des actes et travaux projetés.

Le propriétaire joint à sa demande de conclusion :

1° l'identité de l'auteur de projet désigné ;

2° un schéma directeur composé d'un rapport détaillant l'état sanitaire complet du bien et de la programmation pluriannuelle des études et des actes et travaux projetés réalisée par un auteur de projet ;

3° une preuve de l'entame de la procédure de demande d'autorisation patrimoniale ;

4° en cas de projet de partenariat public-privé ou qui relève de plusieurs compétences publiques, la demande comporte les éléments qui établissent les interventions globales, annuelles et spécifiques.

L'Administration du Patrimoine peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet.

Art. R.98-3. La durée de l'accord-cadre est déterminée en fonction de l'ampleur des actes et travaux subventionnés.

Art. R.98-4. La liquidation de l'intervention régionale se fait en fonction de l'état d'avancement des études, des actes et des travaux.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un montant forfaitaire de maximum vingt pour cent de l'intervention annuelle de la Région peut être liquidé chaque année à la notification de l'arrêté d'octroi au titre d'avance de trésorerie.

L'intervention régionale est liquidée sur la base :

1° d'une déclaration de créance ;

2° à l'exception du montant visé à l'alinéa 2, d'un état d'avancement, des factures et des pièces justificatives correspondantes et des preuves de paiement.

Art. R.98-5. Le propriétaire adresse au moins tous les trois mois un état d'avancement des actes et travaux à l'Administration du Patrimoine.

L'Administration du Patrimoine peut imposer la forme et le contenu des états d'avancement qui lui sont transmis.

Art. R.98-6. En cas de non-respect d'une disposition prévue dans l'accord-cadre par le bénéficiaire, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine en informe celui-ci.

Le bénéficiaire de l'accord-cadre peut faire valoir ses observations par écrit dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'information visée à l'alinéa 1^{er}.

Lorsqu'il en fait la demande dans un délai de quinze jours à dater de la réception de l'information visée à l'alinéa 1^{er}, le bénéficiaire de l'accord-cadre est entendu par l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine ou son délégué.

L'audition visée à l'alinéa 3 peut se tenir par visioconférence. Dans cette hypothèse, l'Administration du Patrimoine en informe le bénéficiaire de l'accord-cadre. Le bénéficiaire de l'accord-cadre peut refuser que l'audition se tienne par visioconférence en le signalant à l'Administration du Patrimoine dans les cinq jours qui suivent la réception de l'information selon laquelle l'audition se tiendra par visioconférence.

L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine transmet un rapport qui reprend le constat du non-respect d'une disposition de l'accord-cadre par le bénéficiaire et les éventuelles observations écrites ou orales de celui-ci.

Chapitre 4. Les appels à projets

Art. R.99-1. L'appel à projets détermine :

1° les bénéficiaires de l'appel à projet ;

2° l'objet de l'appel à projet ;

3° le montant ou la méthode de calcul de l'aide financière ;

4° les conditions et la procédure d'octroi de l'aide financière ;

5° les modalités d'utilisation de l'aide financière ;

6° les modalités de liquidation de l'aide financière ;

7° les modalités de publicité de l'appel à projet ;

8° les modalités de contrôle de l'affectation de l'aide financière.

TITRE 8. LES INDEMNITÉS

Art. R.100-1. Le Ministre peut décider de procéder au rachat du bien visé à l'article D.100, § 2, alinéa 4.

Le Ministre mandate le comité d'acquisition compétent du Département des Comités d'acquisition du Service public de Wallonie Finances pour l'estimation, la négociation, ainsi que la passation de l'acte de vente.

Art. R.101-1. Toute demande d'indemnité est adressée à l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine.

Le demandeur joint à sa demande toute pièce probante ou justificative permettant de déterminer la nature et l'ampleur du dommage.

L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine propose au demandeur un montant au titre d'indemnité.

Le paiement de l'indemnité par l'Administration du Patrimoine requiert préalablement l'acceptation par le demandeur de la proposition de l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine.

TITRE 9. LES INFRACTIONS ET LES SANCTIONS

Chapitre 1^{er}. Les faits et actes infractionnels

Chapitre 2. Les contrevenants

Chapitre 3. L'avertissement préalable et la constatation

Art. R.104-1. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine désigne les agents de l'Administration du Patrimoine du niveau A qui ont la qualité d'agent constatateur.

L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine délivre le document qui atteste de la qualité d'agent constatateur.

Art. R.105-1. Le Ministre arrête le modèle de confirmation écrite visé à l'article D.105, alinéa 3.

Art. R.106-1. Le Ministre arrête le modèle de procès-verbal visé à l'article D.106.

Le procès-verbal contient au minimum les informations suivantes :

1° une description de l'infraction constatée ;

2° l'identification du ou des contrevenants ;

3° l'identification des dispositions du code non respectées ;

4° le cas échéant, un ordre d'interruption des travaux s'il a été donné ;

5° l'identification de l'agent constatateur.

Chapitre 4. L'ordre d'interruption

Art. R.109-1. Le Ministre arrête le modèle de confirmation écrite visé à l'article D.109, alinéa 3.

Chapitre 5. La poursuite de l'infraction

Section 1ère. Dispositions générales

Section 2. La régularisation

Section 3. L'amende administrative

Art. R.116-1 : Le montant de l'amende administrative visée à l'article D. 116 est calculé comme suit :

1° la réalisation d'opérations archéologiques sans disposer de l'autorisation préalable visée à l'article D.65, postérieurement à sa péremption, à son retrait ou à sa suspension, ou dans le non-respect de celle-ci :

a) 100 euros par mètre carré lorsque l'opération archéologique infractionnelle a été réalisée en dehors d'un bien classé ;

b) 200 euros par mètre carré lorsque l'opération archéologique infractionnelle a été réalisée dans un bien classé ;

2° la mise en œuvre d'un permis d'urbanisme, d'un permis d'urbanisation, d'un permis unique ou d'un permis d'environnement sans avoir réalisé les opérations archéologiques ou en ayant réalisé les opérations archéologiques non-conformément aux modalités fixées par l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.68, sans disposer de l'attestation visée à l'article D.69, lorsque des opérations archéologiques sont imposées en vertu des articles D.66 et D.67 :

a) pour les opérations archéologiques qui ne relèvent pas de l'archéologie du bâti : 100 euros par mètre carré d'emprise au sol du projet lorsque le projet n'implique pas, en tout ou en partie, la réalisation de terrassement dont la profondeur est supérieure à un mètre ;

b) pour les opérations archéologiques qui ne relèvent pas de l'archéologie du bâti : 100 euros par mètre cube de terre excavée lorsque le projet implique, en tout ou en partie, la réalisation de terrassement dont la profondeur est supérieure à un mètre ;

c) pour les opérations archéologiques qui relèvent de l'archéologie du bâti : entre 1.000 euros et 50.000 euros en fonction de l'intérêt patrimonial et historique du bien faisant l'objet de l'infraction ;

d) les montants visés aux points a), b) et c) sont doublés si le contrevenant est une société dont l'objet ou les buts tels que décrits dans les statuts sont, en tout ou en partie, la réalisation d'activité de promotion immobilière ou de travaux de construction, de génie civil, de réfection, d'entretien, de démolition, de terrassement, d'éégouttage, de voirie ou de distribution de gaz, d'eau ou d'électricité ;

3° le non-respect de l'obligation de déclaration d'une découverte fortuite visée à l'article D.73 : entre 250 euros et 5.000 euros en fonction de l'intérêt patrimonial et historique du bien archéologique ;

4° la commission de l'infraction visée à l'article D.102, 13° : entre 250 euros et 10.000 euros en fonction de l'intérêt patrimonial et historique du bien archéologique ;

5° le non-respect de l'obligation visée à l'article D.77, alinéa 1^{er} : 50 euros par bien archéologique avec un minimum de 250 euros ;

6° le non-respect des obligations visées à l'article D.78, alinéa 1^{er} : 1.000 euros par obligation non respectée ;

7° l'utilisation de matériel permettant la détection ou la recherche d'objets métalliques ou ferromagnétiques non conformément à l'article D.80 ou sans disposer de l'autorisation préalable visée à l'article D.65, postérieurement à sa péremption, à son retrait ou à sa suspension, ou non-conformément à celle-ci : 1.500 euros par utilisation ;

8° l'utilisation de matériel permettant la détection ou la recherche d'objets métalliques ou ferromagnétiques dans une zone interdite en vertu de D.81 :

a) sur un bien classé ou assimilé ou dans une zone de protection d'un bien classé ou assimilé : 2.000 euros par utilisation ;

b) dans les périmètres de la carte archéologique : 1.500 euros par utilisation ;

c) sur un terrain faisant l'objet d'un sondage archéologique ou de fouilles archéologiques : 5.000 € par utilisation ;

9° la violation de l'interdiction visée à l'article D.82, § 3 : entre 250 euros et 10.000 euros en fonction de l'intérêt patrimonial et historique du bien archéologique ;

10° le non-respect des obligations visées à l'article D.82, § 4 : 50 euros par bien archéologique avec un minimum de 250 euros ;

11° la violation de l'interdiction visée à l'article D.82, § 5 : 5.000 euros par information ou communication ;

12° la destruction, dégradation ou détérioration de biens archéologiques mis au jour lors d'opérations archéologiques, d'une activité de détectorisme ou d'une découverte fortuite, ainsi que de biens archéologiques exposés, conservés ou déposés, même de façon temporaire, dans un espace muséal ou un dépôt agréé : entre 250 euros et 5.000 euros par bien archéologique en fonction de l'intérêt patrimonial et historique du bien archéologique ;

13° l'opposition ou l'entrave aux missions des agents constatateurs et le non-respect d'une injonction, une demande ou une mesure donnée ou imposée en vertu des articles D.107, D.108, D.109 et D.110 : 1.000 euros par omission, entrave ou non-respect ;

14° la réalisation d'actes ou d'infractions non visés aux points 1° à 13° : entre 250 euros et 100.000 euros en fonction de la gravité de l'infraction et de l'intérêt patrimonial et historique du bien qui fait l'objet de l'infraction.

Le montant de l'amende administrative en cas d'infraction visée à l'article D.102, 7°, est de 250 euros si les conditions suivantes sont réunies :

1° l'organisation ou la réalisation de l'événement ou de l'activité n'a pas occasionné de dommage sur le bien classé ou assimilé ;

2° il s'agit de la première infraction visée à l'article D.102 imputée au contrevenant.

TITRE 10. La Commission royale des monuments, sites et fouilles

Art. R.126-1. La Commission peut mettre en œuvre, dans la limite des moyens budgétaires octroyés, les activités suivantes :

1° la publication de périodiques et d'ouvrages qui ont trait au patrimoine ;

2° la conservation, la gestion et la valorisation de son Centre d'archives et de documentation ;

3° de manière ponctuelle, la participation à des séminaires, des salons, des expositions et des colloques, ou l'organisation de conférences, de colloques, d'expositions et de manifestations de promotion et d'information.

Art. R.127-1. Le bureau est composé de dix membres, à savoir :

1° le président de la Commission ;

2° les trois vice-présidents compétents pour chacune des sections ;

3° deux membres de chaque section désignés en leur sein, dont le suppléant du vice-président compétent de la section.

Deux suppléants sont désignés par chacune des sections afin de garantir une bonne représentation de chacune de ces entités en cas d'absence d'un des membres.

Le président de la Commission préside le bureau.

Art. R.127-2. Le Conseil Economique, Social et Environnemental de Wallonie désigne un secrétaire permanent, plusieurs secrétaires adjoints et plusieurs assistants administratifs au sein de son personnel.

Art. R.128-1. La désignation des membres de la Commission s'effectue sur la base d'un appel à candidatures publié au minimum :

1° dans au moins deux quotidiens de la presse écrite publiés en Région wallonne de langue française ;

2° sur le site internet de l'Administration du Patrimoine ;

3° sur le site internet de la Commission ;

4° sur le site internet du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie.

Sur la base des candidatures reçues, la Commission transmet une proposition de désignation de membre au Ministre qui est chargé de la soumettre au Gouvernement. La proposition de la Commission se fonde sur une analyse comparative et objective des candidatures transmises au regard de l'adéquation de leur curriculum vitae, de leurs diplômes, ainsi que de leurs expériences et leurs parcours professionnels par rapport au mandat à pourvoir. La proposition de la Commission assure une représentation géographique équilibrée des membres au sein de chacune des sections.

La désignation des membres de la Commission respecte les dispositions légales relatives à une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs, pour la Commission de manière globale et au sein de chaque section.

Les membres du personnel de l'Administration du Patrimoine, visée à l'article D.3,2° du Code wallon du Patrimoine ne peuvent être nommés membres de la Commission.

Toute personne condamnée ou tout membre d'un organisme ou d'une association qui a été condamné, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, en raison de son hostilité manifeste vis-à-vis des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la Deuxième Guerre mondiale, ne peut également pas être nommée membre de la commission.

L'interdiction visée à l'alinéa 5 cesse dix ans après la décision de justice considérée, s'il peut être établi que la personne, l'organisme ou l'association en question a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa 6. Elle cesse un an après la décision de justice considérée, si la personne a démissionné de l'organisme ou de l'association condamné immédiatement après la condamnation et en raison de cette condamnation.

Art. R.128-2. Les trois sections visées à l'article D.127, alinéa 1^{er}, 2°, sont composées comme suit :

1° pour la section relative aux monuments et aux ensembles architecturaux : trente membres, dont le vice-président compétent pour la section ;

2° pour la section relative aux sites : seize membres, dont le vice-président compétent pour la section ;

3° pour la section relative à l'archéologie : huit membres, dont le vice-président compétent pour la section.

Art. R.128-3. Les membres spécialistes sont au nombre de quinze et répartis de la façon suivante :

1° deux membres spécialistes en stabilité ;

2° deux membres spécialistes en mobilier et décors peints,

3° un membre spécialiste en organologie ;

4° un membre spécialiste en vitraux ;

5° un membre spécialiste en archéologie du bâti ;

6° deux membres spécialistes en parcs et jardins historiques ;

7° un membre spécialiste en géologie ;

8° un membre spécialiste en la géomorphologie ;

9° un membre spécialiste en paysages patrimoniaux ;

10° deux membres spécialistes en arbres et haies ;

11° un membre spécialiste en énergie et développement durable.

Ils peuvent participer avec voix délibérative aux travaux des trois sections.

Art. R.128-4. Le Gouvernement peut, sur avis de la Commission et sur la proposition du Ministre, conférer le titre de membre honoraire aux anciens membres qui ont siégé pendant plus de dix années au sein de la Commission.

Art. R.129-1. § 1^{er}. Le président dirige les travaux de la Commission.

Le président de la Commission organise les travaux de celle-ci et en assure la représentation. Il fait respecter le règlement d'ordre intérieur. Il reçoit les demandes d'avis adressées à la Commission.

§ 2. Sauf en cas d'empêchement, le vice-président dirige les travaux de sa section. Les sections désignent en leur sein un suppléant du vice-président qui présidera les travaux en cas d'absence du vice-président.

Art. R.129-2. Les avis et les propositions de la Commission sont instruits, à la requête du secrétariat, par un ou plusieurs membres des sections ou membres spécialistes. Ils sont délibérés par une ou plusieurs sections.

Les projets d'avis et de propositions instruits et délibérés par les sections sont communiqués au président et au secrétaire permanent qui, au nom de la commission, notifie conjointement les avis et font les propositions.

Art. R.129-3. Les organes de la Commission délibèrent valablement uniquement si la majorité au moins des membres régulièrement convoqués est présente.

A défaut, une nouvelle réunion est convoquée et se tient dans les huit jours avec le même ordre du jour. Dans ce cas, le quorum des présences visé à l'alinéa 1^{er} n'est plus nécessaire pour délibérer.

Les séances des divers organes de la Commission peuvent se tenir par visioconférence.

Art. R.129-4. En cas d'urgence ou dans des circonstances dûment motivées, les décisions, les avis et les propositions de la Commission ou de ses organes peuvent être remis selon une procédure écrite entre les membres.

Art. R.129-5. Les décisions sont acquises à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président ou du vice-président dirigeant les travaux est prépondérante. Il est dressé procès-verbal des réunions.

Art. R.129-6. Le bureau organise les activités de la Commission, gère son fonctionnement et harmonise les éventuelles divergences de vues entre ses sections. Le bureau peut modifier un avis préparé par une section, moyennant motivation. Les avis pris et les propositions faites reproduisent le contenu des projets d'avis et de propositions préparés par les sections et, lorsqu'il y a lieu de s'en écarter, reprennent les motifs pour lesquels elle s'en écarte dans la motivation. Le bureau peut interroger les membres de la Commission sur tout dossier.

Art. R.129-7. L'assemblée générale approuve le règlement d'ordre intérieur, entérine les notes de politique générale, prend connaissance des comptes et du budget prévisionnel de la commission, approuve le rapport annuel et acte la démission de membres.

Art. R.129-8. Les secrétaires visés à l'article R.127-2., alinéa 1^{er}, et les représentants de l'Administration du Patrimoine assistent de droit avec voix consultative aux réunions des différents organes de la Commission.

Art. R.129-9. La Commission peut recueillir toute information nécessaire à l'accomplissement de ses missions et ses activités. Elle peut inviter toute autre personne à faire état de questions particulières.

Art. R.129-10. Sans préjudice de l'article D.6.11^o du Code de l'Environnement, les membres de la Commission, les personnes invitées et les membres des secrétariats respectent le devoir de réserve et à de discrétion quant aux initiatives prises, aux avis rendus et aux débats qui en ont précédé l'adoption.

Il est interdit à tout membre de la Commission d'être présent aux délibérations qui portent sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après sa nomination, ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel ou direct.

Art. R.129-11. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur, sur la base de la proposition faite par son bureau. Le règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du Ministre et communiqué à l'assemblée générale.

Art. R.130-1. Le Ministre fixe le montant des jetons de présence accordés aux membres de la Commission.

TITRE 11. LES PROPRIÉTÉS RÉGIONALES

Art. R.131-1. La valorisation des biens désignés en vertu de l'article D.131 du code est confiée à l'Administration du Patrimoine.

L'Administration du Patrimoine peut confier la valorisation d'un bien désigné en vertu de l'alinéa 1^{er} à une association sans but lucratif.

Dans le cadre de la mission de valorisation confiée à l'Administration du Patrimoine, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine est habilité à :

- 1^o conclure tout type de bail pour autant que le loyer annuel ne dépasse pas 125.000 euros ;
- 2^o conclure des conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs pour autant que leur montant ne dépasse pas 125.000 euros ;
- 3^o élaborer et introduire des demandes de permis pour la réalisation d'actes et travaux ou des demandes de tout type d'autorisation administrative nécessaires à la valorisation ;
- 4^o siéger au sein des assemblées de copropriétaires ainsi que dans les conseils de copropriété avec pouvoir d'engager la Région wallonne dans la limite des actes de base et des règlements de copropriété.

Art. R.132-1. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre ou le Gouvernement, selon l'habilitation fixée par son arrêté de fonctionnement, peut octroyer une subvention destinée à couvrir les dépenses nécessaires :

- 1^o à la conservation et l'entretien du bien ;
- 2^o à la gestion du bien ;
- 3^o au développement d'activités ;
- 4^o à l'accès et l'accueil des publics ;
- 5^o l'établissement de liens avec d'autres acteurs en vue d'assurer la valorisation du bien.

L'arrêté d'octroi de la subvention détermine :

- 1^o l'objet et les modalités de la subvention ;
- 2^o le montant et les modalités de calcul de la subvention sans que cette subvention soit limitée par un taux ou un plafond particulier.
- 3^o les modalités de contrôle et de liquidation de la subvention.

Une convention-cadre peut être conclue en vue de de l'octroi d'une subvention annuelle pendant plusieurs années. Dans cette hypothèse, la convention-cadre détermine les éléments visés à l'alinéa 2, 1^o et 2^o.

Art. R.132-2. Toute demande de subvention est adressée au moyen du formulaire arrêté par le Ministre qui en fixe le contenu.

Le Ministre peut déterminer une date spécifique de dépôt de la demande de la subvention visée à l'article R.132-1.

La demande est adressée par voie papier ou électronique selon les modalités fixées par le Ministre.

Art. R.132-3. Lorsque le montant de la subvention est supérieur à 50.000 euros, l'Administration du Patrimoine met en place un comité d'accompagnement afin de contrôler la mise en œuvre de la subvention.

Le comité d'accompagnement est mis en place au plus tard le dernier quadrimestre de l'année pour laquelle une subvention de fonctionnement est octroyée.

Art. R.132-4. La subvention est liquidée comme suit :

- 1^o lorsque le montant de la subvention est inférieur ou égal à 25.000 euros, la subvention est liquidée en une tranche au terme de la réalisation de l'objet de la subvention ;
- 2^o lorsque le montant de la subvention est supérieur à 25.000 euros et inférieur à 250.000 euros, la subvention est liquidée en deux tranches :
 - a) la première tranche d'un maximum de soixante pour cent est liquidée après la notification de l'arrêté d'octroi ;
 - b) le solde est liquidé au terme de la réalisation de l'objet de la subvention ;

- 3° lorsque le montant de la subvention est supérieur à 250.000 euros, la subvention est liquidée en trois tranches :
- la première tranche d'un maximum de soixante pour cent est liquidée après la notification de l'arrêté d'octroi ;
 - la deuxième tranche d'un maximum de trente pour cent est liquidée après la validation du rapport d'activité et financier intermédiaire ;
 - le solde est liquidé au terme de la réalisation de l'objet de la subvention.

Lorsque l'élément subventionné nécessite l'élaboration d'un plan de financement concerté entre plusieurs pouvoirs subsidiaires, l'arrêté d'octroi peut déroger aux modalités de liquidation visées à l'alinéa 1^{er} afin de les adapter au plan de financement.

Art. R.132-5. La liquidation de la subvention requiert préalablement l'approbation par l'Administration du Patrimoine des dépenses subventionnées.

La subvention est liquidée dès l'approbation par l'Administration du Patrimoine sur la base :

- d'une déclaration de créance ;
- des factures et pièces justificatives correspondantes aux dépenses subventionnées pour la tranche correspondante ;
- des preuves de paiement ;
- pour la liquidation de la dernière tranche, un descriptif de la mise en œuvre par le bénéficiaire de l'objet de la subvention.

TITRE 12. LA COOPÉRATION NATIONALE ET INTERNATIONALE

Art. R.134-1. L'Administration du Patrimoine assure la représentation de la Région wallonne dans le cadre de la coopération nationale ou internationale en matière de patrimoine dans le cadre de projets nationaux ou internationaux qui ont pour objet l'archéologie ou la conservation, la gestion et la valorisation du patrimoine, ainsi que de ses savoir-faire et de ses métiers.

Dans le cadre de sa mission de représentation, l'Administration du Patrimoine peut :

- créer, participer et contribuer financièrement à des réseaux, des groupes de travail ou des groupes de réflexion à l'échelle nationale ou internationale ;
- participer et contribuer financièrement aux projets initiés par des organisations ou des institutions nationales ou internationales ;
- créer, participer et contribuer financièrement à des initiatives, des projets ou des programmes destinés à mettre en place des collaborations et des échanges techniques et scientifiques à l'échelle nationale ou internationale. ».

Section 2. — Modifications du Code wallon du Développement territorial – partie réglementaire

Art. 2. Dans l'article R.IV.1-1 du Code wallon du Développement territorial – partie réglementaire, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 2021, les modifications suivantes sont apportées :

- l'alinéa 2 est abrogé ;
- à l'alinéa 3, le 3° est abrogé.

Art. 3. Dans l'article R.IV.4-11, du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

- le 1° est abrogé ;
- au 2°, les mots « ou les zones équivalentes établies en région de langue allemande » sont abrogés.

Art. 4. A l'article R.IV.35-1, du même code, le deuxième tableau inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2019, est remplacé par ce qui suit :

Situation/ Spécificité du projet	Actes et travaux	Consultations obligatoires
Patrimoine bâti et non bâti	Actes et travaux relatifs à un bien : - situé dans une zone de protection - repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine	Agence wallonne du patrimoine Commission royale des monuments, sites et fouilles

Art. 5. Dans l'article R.IV.40-1, § 1^{er}, 6°, du même code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2019, les mots « inscrit sur la liste de sauvegarde, classé, situé dans une zone de protection ou visé à la carte archéologique, au sens du Code wallon du Patrimoine » sont remplacés par les mots « classé ou assimilé, ou situé dans une zone de protection, au sens du Code wallon du Patrimoine ».

Art. 6. Dans l'article R.V.1-5, du même code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2019, les mots « inscrit sur la liste de sauvegarde, classé ou soumis provisoirement aux effets de classement » sont remplacés par les mots « classé ou assimilé ».

Art. 7. Dans l'article R.VII.3-1 du même code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2019, les modifications suivantes sont apportées :

- à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « les fonctionnaires et agents de l'Agence wallonne du patrimoine ayant au moins le grade d'attaché, ainsi que » sont abrogés ;
- l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 8. L'article R.VII.19-2, du même code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2019, est abrogé.

Art. 9. Dans les annexes 4 et 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016 formant la partie réglementaire du Code wallon du développement territorial, remplacées par l'arrêté du 9 mai 2019 modifiant la partie réglementaire du Code du Développement territorial, les sections « Pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine » et « Pour la région de langue allemande » dans le cadre 5 « Situation juridique du bien » sont remplacées par le cadre qui suit :

En application du Code wallon du Patrimoine

- ° bien classé ou bien assimilé (inscription sur la liste de sauvegarde ou soumis provisoirement aux effets du classement)
- ° bien situé dans une zone de protection d'un bien classé
- ° bien classé inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie
- ° bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial ou situé dans une zone tampon
- ° bien pastillé à l'inventaire régional du patrimoine
- ° bien situé dans le périmètre de la carte archéologique

Art. 10. Dans les annexes 5, 6, 7, 8, 9, 11 et 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016 formant la partie réglementaire du Code wallon du développement territorial, remplacées par l'arrêté du 9 mai 2019 modifiant la partie réglementaire du Code du Développement territorial, la section « Pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine » est remplacée par le cadre qui suit :

En application du Code wallon du Patrimoine

- ° bien classé ou bien assimilé (inscription sur la liste de sauvegarde ou soumis provisoirement aux effets du classement)
- ° bien situé dans une zone de protection d'un bien classé
- ° bien classé inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie
- ° bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial ou situé dans une zone tampon
- ° bien pastillé à l'inventaire régional du patrimoine
- ° bien situé dans le périmètre de la carte archéologique

Art. 11. Dans les annexes 12 et 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016 formant la partie réglementaire du Code wallon du développement territorial, remplacées par l'arrêté du 9 mai 2019 modifiant la partie réglementaire du Code du Développement territorial, les modifications suivantes sont apportées :

1° le tiret « - pour la région de langue française, en application du Code wallon du patrimoine, à un site - un site archéologique - un monument - un ensemble architectural - inscrit sur la liste de sauvegarde - classé - soumis provisoirement aux effets du classement - figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel ; » est remplacé par ce qui suit : « - en application du Code wallon du Patrimoine, à un bien - classé ou assimilé - inscrit sur la liste du patrimoine mondial - situé dans une zone tampon d'un bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial ; » ;

2° le tiret « - pour la région de langue française, en application du Code wallon du patrimoine, à un bien immobilier-situé dans une zone de protection - repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine - relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région - repris à l'inventaire communal - visé à la carte archéologique et que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portante d'un bâtiment antérieur au XXe siècle - visé à la carte archéologique et que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien - ; » est remplacé par ce qui suit : « - en application du Code wallon du Patrimoine, à un bien - situé dans une zone de protection d'un bien classé - pastillé à l'inventaire régional du patrimoine » ;

3° le tiret « - pour la région de langue française, en application du Code wallon du patrimoine, à un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare ; » est remplacé par ce qui suit : « - en application du Code wallon du Patrimoine, à - un grand projet au sens de l'article D.62 du Code wallon du Patrimoine - des actes et travaux visés à l'article D.67 du Code wallon du Patrimoine » ;

4° le tiret « - dans la région de langue allemande, à un bien qui fait l'objet d'une mesure de protection en vertu de la législation relative au patrimoine » est abrogé.

Art. 12. Dans les annexes 4, 5, 6, 7, 8 et 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016 formant la partie réglementaire du Code wallon du développement territorial, remplacées par l'arrêté du 9 mai 2019 modifiant la partie réglementaire du Code du Développement territorial, un cadre *8bis* intitulé « Cadre *8bis* - Code wallon du Patrimoine » rédigé comme suit est introduit :

La demande comporte (joindre en annexe) :

- ° Une autorisation patrimoniale valide lorsqu'elle est requise par le Code wallon du Patrimoine et qu'elle porte, en tout ou en partie, sur des actes et travaux qui font l'objet de la demande de permis d'urbanisme.
- ° Un avis archéologique préalable sur grand projet valide lorsqu'il est requis par le Code wallon du Patrimoine et que la demande d'avis porte, en tout ou en partie, sur des actes et travaux qui font l'objet de la demande de permis d'urbanisme ou une copie de la demande d'avis archéologique préalable sur grand projet lorsque l'Administration du Patrimoine n'a pas délivré cet avis dans le délai prescrit.

Art. 13. Dans les annexes 10 et 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016 formant la partie réglementaire du Code wallon du développement territorial, remplacées par l'arrêté du 9 mai 2019 modifiant la partie réglementaire du Code du Développement territorial, un cadre *8bis* intitulé « Cadre *8bis* - Code wallon du Patrimoine » rédigé comme suit est introduit :

La demande comporte (joindre en annexe) :

- ° Une autorisation patrimoniale valide lorsqu'elle est requise par le Code wallon du Patrimoine et qu'elle porte, en tout ou en partie, sur des actes et travaux qui font l'objet de la demande de permis d'urbanisation.
- ° Un avis archéologique préalable sur grand projet valide lorsqu'il est requis par le Code wallon du Patrimoine et que la demande d'avis porte, en tout ou en partie, sur des actes et travaux qui font l'objet de la demande de permis d'urbanisation ou une copie de la demande d'avis archéologique préalable sur grand projet lorsque l'Administration du Patrimoine n'a pas délivré cet avis dans le délai prescrit.

Art. 14. Dans l'annexe 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016 formant la partie réglementaire du Code wallon du développement territorial, remplacée par l'arrêté du 9 mai 2019 modifiant la partie réglementaire du Code du Développement territorial, un cadre *8bis* intitulé « Cadre *8bis* – Code wallon du Patrimoine » rédigé comme suit est introduit :

La demande comporte (joindre en annexe) :

- ° Une autorisation patrimoniale valide et lorsqu'elle est requise par le Code wallon du Patrimoine et qu'elle porte, en tout ou en partie, sur des actes et travaux qui font l'objet de la demande de certificat d'urbanisme.
- ° Un avis archéologique préalable sur grand projet valide lorsqu'il est requis par le Code wallon du Patrimoine et que la demande d'avis porte, en tout ou en partie, sur des actes et travaux qui font l'objet de la demande de certificat d'urbanisme ou une copie de la demande d'avis archéologique préalable sur grand projet lorsque l'Administration du Patrimoine n'a pas délivré cet avis dans le délai prescrit.

Section 3. — Modification du Code wallon du Patrimoine

Art. 15. Les articles R.0 à R.52 et 481 à 504/5 du Code wallon du Patrimoine sont abrogés.

Section 4. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 2015 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales et modifiant le Livre 1^{er} du Code de l'Environnement

Art. 16. L'article 28, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 2015 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales et modifiant le Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016 formant la partie réglementaire du Code du développement territorial, est complété par des 4^o et 5^o rédigés comme suit :

« 4^o dans les cas visés à l'article D.34, § 1^{er}, et D.62, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine : l'autorisation patrimoniale ou l'avis archéologique préalable est joint à la demande ;

5^o dans le cas visé à l'article D.67, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine : le fait que le projet réponde aux conditions de l'article D.67, § 1^{er}, du Code wallon du patrimoine. ».

CHAPITRE 2. — Dispositions finales

Art. 17. Entrent en vigueur le 1^{er} juin 2024 :

- 1^o le décret du 28 septembre 2023 remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses ;
- 2^o le présent arrêté.

Art. 18. Le Ministre qui a le patrimoine dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/004013]

15 FEBRUARI 2024. — Besluit van de Waalse Regering ter vervanging van het reglementair gedeelte van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, decreetgevend gedeelte, artikelen D.IV.1, § 2, D.IV.4, lid 1, 13^o, D.IV.26, § 1, lid 2, D.IV.35, lid 2, D.IV.40, lid 1, D.V.1, 2^o, D.VII.3, lid 1, 3^o, en D.VII.19, lid 1 ;

Gelet op het Waalse Erfgoedwetboek, vervangen bij het decreet van 28 september 2023, de artikelen D.3, 16^o, 17^o en 43^o, D.4, D.6, D.8, D.10 tot en met D.19, D.24, D.27 en D.28, D.30, D.32 tot en met D.36, D.41, D.44, D.47 en D.48, D.51, D.53, D.55 tot en met D.62, D.64 en D.65, D.68 tot en met D.71, D.73 tot en met D.77, D.79 tot en met D.92, D.95, D.97 tot en met D.101, D.104 tot en met D.106, D.109, D.116, D.126 tot en met D.132 en D.134 ;

Gelet op het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waals Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen, artikel 77

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 april 2015 betreffende de procedure en verschillende uitvoeringsbepalingen van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen en houdende wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016, dat het reglementair gedeelte vormt van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, inzonderheid op artikel 28, § 1 ;

Gelet op het Waalse wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling (Reglementair deel);

Gelet op het Waalse Erfgoedwetboek, artikelen R.0 tot R.52 en 481 tot 504/5;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 mei 2023;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 juni 2023;

Gelet op het rapport van 8 juni 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 18 juli 2023;

Gelet op het advies van de «Union des Villes et Communes de Wallonie» (Unie van Waalse steden en gemeenten), uitgebracht op 23 augustus 2023;

Gelet op het advies van de “Association des Provinces wallonnes” (Vereniging van de Waalse Provincies), gegeven op 31 augustus 2023;

Gelet op het advies van het Waarnemingscentrum voor de Handel, gegeven op 29 januari 2024;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening, gegeven op 6 februari 2024;

Gelet op de adviesaanvraag aan de “Conseil économique, social et environnemental de Wallonie” (economische, sociale en milieuraad van Wallonië), gegeven op 3 juli 2023 en het uitblijven van diens advies;

Gelet op advies 74.904/4 van de Raad van State, gegeven op 8 januari 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Koninklijke Commissie van Monumenten, Landschappen en Opgravingen, gegeven op 30 augustus 2023;

Op de voordracht van de Minister van Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingsbepalingen*

Afdeling 1. — Vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek - reglementair gedeelte

Artikel 1. De volgende bepalingen vormen het reglementair deel van het Waals Erfgoedwetboek

“TITEL 1. ALGEMENE BEPALINGEN

Art. R.0-1. Voor de toepassing van het Wetboek is de dienst aangewezen door de regering, de erfgoedadministratie.

Hoofdstuk 1. Toepassingsgebied

Hoofdstuk 2. Definities

Hoofdstuk 3. Nadere regels voor verzendingen en het berekenen van termijnen

Art. R.4-1. Elke mededeling, verzending of ontvangst die het beginpunt van een in het Wetboek voorziene termijn vormt, wordt van een vaste datum voorzien.

Art. R.4-2. De procedés waarbij een vaststaande datum aan het versturen en het ontvangen van een akte wordt verleend zijn:

1° voor de verzending:

a) een gedateerde ontvangstmelding van het schrijven, verstrekt door de distributiedienst;

b) een elektronisch bericht of een andere elektronische vertrouwensdienst;

2° voor de ontvangst:

a) een bericht van ontvangst of een ontvangstmelding, gedateerd en ondertekend door de bestemming van het schrijven;

b) een bewijs van de ontvangstdatum van het schrijven door de bestemming ervan, verstrekt door de distributiedienst;

b) een elektronisch bericht of iedere andere elektronische vertrouwensdienst

TITEL 2. BESCHERMING VAN HET ERFGOED

Hoofdstuk 1. Werelderfgoed

Art. R.6-1. De website bedoeld in artikel D.6, lid 1, is die van de Waalse Overheidsdienst Grondgebied, Huisvesting, Erfgoed en Energie.

Art. R.8-1. § 1. Het beheerplan wordt opgesteld door het beheerscomité en is gericht op het behoud van de uitzonderlijke universele waarde van het goed en de attributen die eraan ten grondslag liggen.

Het beheerplan verwijst naar de richtsnoeren voor de implementatie van de huidige Werelderfgoedconventie. Deze richtlijnen worden uiteengezet in de structuur van het beheersplan in de vorm van beleidsassen, die worden vertaald in een actieprogramma.

In het geval van transnationale en grensoverschrijdende goederen wordt het beheersplan voor de Waalse componenten geïntegreerd in het gecoördineerde beheersplan voor het goed en houdt het rekening met de richtsnoeren daarvan.

Het beheersplan is een van de elementen van het beheerssysteem in de zin van de richtsnoeren voor de implementatie van de Werelderfgoedconventie.

§ 2. Het beheerscomité werkt het beheersplan om de tien jaar bij.

Het bijwerken ervan stelt een staat van de toestand voor en stelt nieuwe doelen, rekening houdend met de authenticiteit, de erkende integriteit en de attributen van het goed.

Het beheersplan blijft geldig zolang de bijgewerkte versie niet voorligt.

Art. R.8-2. Voor elk goed wordt een beheerscomité opgericht dat belast is met de algemene coördinatie van het beheersplan.

Het beheerscomité:

1° werkt het beheersplan uit en zorgt voor de bijgewerkte versies ervan;

2° dient om de vijf jaar een verslag in bij het Waalse Werelderfgoedcomité.

Het beheerscomité kan thematische werkgroepen oprichten om bepaalde acties in het beheersplan uit te werken.

Het beheerscomité legt zijn nadere werkingsregels schriftelijk vast.

Het beheerscomité bestaat uit minstens :

1° twee personeelsleden van de erfgoedadministratie;

2° de gemachtigd ambtenaar;

3° een vertegenwoordiger van het gemeentecollege van het gebied waar het goed zich bevindt;

4° de eigenaar van het goed;

5° de beheerder van het goed wanneer hij niet de eigenaar ervan is of wanneer er meerdere eigenaars zijn;

6° elke natuurlijke of rechtspersoon, instantie of administratie die door het beheerscomité wordt aangewezen naargelang de specifieke kenmerken of behoeften van het goed.

De in lid 5 bedoelde personen kunnen zich laten vertegenwoordigen door een daartoe aangewezen persoon.

De personeelsleden van de erfgoedadministratie zitten het beheerscomité voor en coördineren het.

Het Comité wijst een van zijn leden aan voor het waarnemen van het secretariaat.

Het beheerscomité vergadert minstens één keer per jaar.

Art. R.10-1. Het Waalse Werelderfgoedcomité wijst een lid van de erfgoedadministratie aan dat het secretariaat waarneemt.

Art. R.10-2. Het Waalse Werelderfgoedcomité stuurt zijn voorstellen door naar de Minister-President.

Hoofdstuk 2. Het uitzonderlijke erfgoed van Wallonië

Art. R.11-1. Het uitzonderlijke erfgoedkarakter van een geklasseerd goed kan worden afgeleid uit het bestaan van samengevoegde belangen en criteria die het geklasseerde goed een belangrijke erkenning en invloed geven in heel Wallonië.

Art. R.11-2. De Minister legt de ontwerprijst of de wijziging van de lijst van het uitzonderlijk erfgoed van Wallonië tegelijkertijd voor advies voor aan de erfgoedadministratie en aan de Commissie.

Art. R.11-3. Telkens wanneer de lijst van het uitzonderlijk erfgoed van Wallonië wordt gewijzigd, informeert de erfgoedadministratie de eigenaars dat hun eigendom is opgenomen in de lijst van het uitzonderlijk erfgoed van Wallonië. Wanneer een goed of een deel ervan niet langer op deze lijst staat, informeert de erfgoedadministratie de eigenaar.

In afwijking van lid 1 informeert de erfgoedadministratie de eigenaar niet over een goed dat al werd opgenomen op de lijst van uitzonderlijk erfgoed van Wallonië.

Art. R.11-4. De lijst van geklasseerde goederen of delen ervan waarvan het uitzonderlijke erfgoedkarakter wordt erkend, wordt gepubliceerd op de website van de Waalse Overheidsdienst Grondgebied, Huisvesting, Erfgoed en Energie.

Hoofdstuk 3. Het geklasseerde erfgoed

Afdeling 1. De klassering van een goed

Art. R.12-1. De Minister is bevoegd voor alle beslissingen met betrekking tot het opstarten van een klasseringsprocedure voor een goed.

Art. R.12-2. De in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerde statuten van de maatschappijen, verenigingen of stichtingen bedoeld in artikel D.12, tweede lid, 6°, vermelden dat ze tot doel hebben het erfgoed te beschermen.

Art. R.12-3. In het geval vermeld in artikel D.12, tweede lid, 2° tot en met 6°, wordt de aanvraag ingediend door middel van het formulier vastgesteld door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

Art. R.13-1. De Minister is bevoegd voor :

1° het beslissen over elk ontwerp tot klassering van een goed ;

2° het aanwijzen van de administraties en diensten bedoeld in artikel D.13, § 2, 3°, c).

Art. R.13-2. Het ontwerp van klassering wordt gepubliceerd op de website van de Waalse Overheidsdienst Grondgebied, Huisvesting, Erfgoed en Energie.

Art. R.14-1. De Minister is bevoegd voor alle beslissingen met betrekking tot de klassering van een goed en de bepaling van speciale voorwaarden voor de bescherming en het beheer ervan.

De bijzondere beschermings- en beheersvoorwaarden zijn vastgelegd in overeenstemming met artikel D.22, § 1.

Art. R.15-1. Het klasseringsbesluit wordt gepubliceerd op de website van de Waalse Overheidsdienst Grondgebied, Huisvesting, Erfgoed en Energie.

Afdeling 2. Het beschermingsgebied

Art. R.16-1. De Minister is bevoegd voor alle beslissingen met betrekking tot het vastleggen of wijzigen van een beschermingsgebied na de klassering van het goed.

Afdeling 3. De wijziging van het klasseringsbesluit of deklassering

Art. R.17-1. De Minister is bevoegd voor elk besluit met betrekking tot een procedure tot wijziging van een klasseringsbesluit of een deklasseringsprocedure.

Afdeling 4. Schilden en borden

Art. R.18-1. De eigenaar van een geklasseerd goed stemt in met het aanbrengen van een onderscheidingsteken als bedoeld in artikel D.18 op het goed of zo dicht mogelijk daarbij, zodat geen afbreuk wordt gedaan aan de criteria en belangen op grond waarvan de klassering wordt gerechtvaardigd bestaat uit een paneel van 0,10 m bij 0,15 m in de vorm van een naar beneden wijzend schild, gevierendeeld in saldi van koningsblauw en wit, een wapenschild bestaande uit een koningsblauw vierkant, waarvan een van de hoeken is ingeschreven in de punt van het wapenschild, en een koningsblauwe driehoek boven het vierkant, waarbij de twee aan weerszijden een witte driehoek afbakenen, met in het vierkant, in het wit, het embleem van het Waals Gewest, omringd door de Franse woorden "Région wallonne" en "Bien classé".

Indien nodig wordt ook een officieel logo met betrekking tot de internationale erkenning of bescherming van het erfgoed aangebracht op het goed of zo dicht mogelijk daarbij, om de criteria en belangen die de classificatie rechtvaardigden niet in gevaar te brengen.

Het onderscheidingsteken wordt aangevuld door een voorziening waardoor digitale toegang tot informatie over het goed mogelijk wordt gemaakt. Deze voorziening wordt op een zichtbare plek geplaatst zodat de criteria en belangen die de classificatie van het pand rechtvaardigden niet in gevaar komen. De Minister bepaalt de voorstellingsvorm van die voorziening.

De eigenaar wordt ten minste dertig dagen van tevoren in kennis gesteld van de datum waarop het onderscheidingsteken en de inrichting voor digitale toegang tot informatie over het eigendom zullen worden aangebracht.

Hoofdstuk 4. Beschermingslijst

Art. R.19-1. De Minister is bevoegd beslissingen met betrekking tot :

- 1° de opneming van een onroerend goed op de beschermingslijst;
- 2° het inleiden van een klasseringsprocedure overeenkomstig artikel D.19, § 3.

Art. R.19-2. De erfgoedadministratie beslist of het gepast is om het advies van de Commissie te vragen gelet op het dringend karakter van opneming van het goed op de beschermingslijst.

Art. R.19-3. De in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerde statuten van de maatschappijen, verenigingen of stichtingen bedoeld in artikel D.19, tweede lid, 6°, vermelden dat ze tot doel hebben het erfgoed te beschermen.

Art. R.19-4. In het geval bedoeld in artikel D.19, § 1, tweede lid, 2° tot en met 6°, wordt de aanvraag ingediend door middel van het formulier vastgesteld door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

Art. R.19-5. Het besluit tot opneming van een goed op de beschermingslijst wordt gepubliceerd op de website van de Waalse Overheidsdienst Grondgebied, Huisvesting, Erfgoed en Energie.

Art. R.19-6. De erfgoedfiche bedoeld in artikel D.19, § 3, tweede lid, wordt aan de Minister overgemaakt.

Hoofdstuk 5. Wijziging van het statuut van het beschermd goed van of van het beschermingsgebied

Art. R.27-1. De Minister is bevoegd om elke beslissing te nemen met betrekking tot de opschorting of vernietiging van een besluit van een burgemeester waarbij de gedeeltelijke of volledige vernietiging van een geklasseerd of daarmee gelijkgesteld goed wordt bevolen.

De Minister kan een besluit van de burgemeester geheel of gedeeltelijk vernietigen als niet is voldaan aan de voorwaarden voor toepassing van artikel D.27.

De Minister kan een burgemeestersbesluit geheel of gedeeltelijk opschorten in afwachting van nieuwe gegevens, aanvullende informatie of nader onderzoek.

Art. R.27-2. De kennisgeving bedoeld in artikel D.27, eerste lid, 4°, wordt gelijktijdig gericht aan de Minister en aan de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie.

Indien de kennisgevingen niet gelijktijdig zijn gedaan, gaat voor de berekening van de termijn, bedoeld in artikel D.27, tweede lid, de datum van ontvangst van de kennisgeving door de Minister voor.

Art. R.27-3. Het toelichtend dossier bedoeld in artikel D.27, eerste lid, 4°, rechtvaardigt de toepassing van artikel D.27 met betrekking tot de voorwaarden bedoeld in artikel D.27, eerste lid, 1° tot 3°.

Het toelichtingsdossier bevat met name volgende gegevens :

1° de identificatie van de eigenaar van het goed en een overzicht van de contacten die eventueel met de eigenaar werden gelegd;

2° een beschrijving van de fysieke en sanitaire staat van het goed;

3° een toelichting bij de oorzaak van de vernieling en de bedreiging die het goed vormt voor de openbare orde of veiligheid;

4° een omstandige toelichting bij de aard en de omvang van de vernieling en de bedreiging die het goed vormt voor de openbare orde of veiligheid;

5° in voorkomend geval, alle deskundigenrapporten of rapporten van hulpdiensten met betrekking tot het goed;

6° in voorkomend geval, alle verzekeringsattesten en documenten met betrekking tot het goed;

7° een beschrijving en raming van de kosten van stabilisatie-, beschermings-, herstel- of restauratiemaatregelen die nodig zijn om het goed te onderhouden;

8° een beschrijving van de maatregelen die zullen worden genomen om de opvolging van de vernietigingshandelingen en -werken te verzekeren met het oog op het behoud van de erfgoedelementen van het goed;

9° elk verantwoordingsstuk of bewijsstuk aan de hand waarvan kan worden nagegaan of aan de voorwaarden, vermeld in artikel D.27, eerste lid, 1° tot 3°, is voldaan.

De elementen bedoeld in het tweede lid, 7° en 8°, kunnen in voorkomend geval tijdens het bezoek worden ingevuld met de hulp van de aanwezige technici en specialisten. Alle aanvullingen worden opgenomen in het inspectieverslag of het proces-verbaal als bedoeld in artikel D.27, lid 2.

Art. R.27-4. Het proces-verbaal bedoeld in artikel D.27, tweede lid, heeft betrekking op de voorwaarden bedoeld in artikel D.27, eerste lid, 1° tot en met 3°.

Het proces-verbaal kan vermelden dat er alternatieven zijn voor het vernietigen van het goed.

De erfgoedadministratie stelt het verslag ter plaatse op.

De burgemeester of zijn vertegenwoordiger keurt het proces-verbaal goed en ondertekent het ter plaatse. Als de burgemeester of zijn vertegenwoordiger daar niet mee instemmen, wordt daarvan in het proces-verbaal melding gemaakt, met opgave van de redenen daarvoor.

Art. R.28-1. Op basis van een voorstel van de erfgoedadministratie is de Minister bevoegd voor :

1° het nastreven van de onteigening in het algemeen belang van een geklasseerd goed of van elk ander goed waarvan de onteigening noodzakelijk is voor het behoud, het herstel of de valorisering van een geklasseerd goed;

2° het uitvoeren of laten uitvoeren van dringende instandhoudings-, onderhouds- of restauratiewerkzaamheden voor rekening van de eigenaar.

Art. R.30-1. De Minister benoemt de personeelsleden van de erfgoedadministratie van niveau A bedoeld in artikel D.30, eerste lid.

De in lid 1 bedoelde personeelsleden hebben een legitimatiebewijs.

Hoofdstuk 6. Gewestelijke inventaris van het erfgoed

Art R.32-1. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie stelt een lijst op van de goeden die zijn opgenomen in de gewestelijke erfgoedinventaris en de goeden die daarin met stip zijn opgenomen.

Art R.32-2. Elke aanvraag voor de opname of schrapping van een goed in, of uit de gewestelijke erfgoedinventaris moet worden ingediend met behulp van het formulier dat is vastgelegd door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

De erfgoedadministratie stuurt de aanvrager een ontvangstbevestiging en beslist binnen vijftien dagen na ontvangst of de aanvraag volledig is.

Als de aanvraag onvolledig is, zal de erfgoedadministratie de aanvrager vragen deze aan te vullen binnen een termijn die zij bepaalt. Als de aanvrager de aanvraag niet binnen de door de erfgoedadministratie gestelde termijn invult, wordt de aanvraag als onontvankelijk beschouwd.

Als de aanvraag volledig en ontvankelijk is, stuurt de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie zijn beslissing binnen zestig dagen na ontvangst van het volledige en ontvankelijke dossier naar de aanvrager. Als geen advies binnen deze termijn wordt toegestuurd, wordt de opneming of de schrapping geacht geweigerd te zijn.

Art. R.32-3. De erfgoedadministratie geeft de eigenaar van het goed kennis van de opneming in of verwijdering uit de gewestelijke erfgoedinventaris van met stip aangeduide goeden.

Art. R.32-4. De opneming of schrapping van een goed in, of uit, de gewestelijke erfgoedinventaris heeft uitwerking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* en op de website bedoeld in artikel R.32-5. Indien in voorkomend geval de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* en op de website bedoeld in artikel R.32-5 niet op dezelfde dag gebeurt, heeft de opneming of intrekking uitwerking vanaf de dag waarop beide bekendmakingen zijn doorgevoerd.

De opneming of schrapping van een goed in, of uit, de gewestelijke erfgoedinventaris heeft uitwerking op de dag van de bekendmaking ervan op de website bedoeld in artikel R.32-5.

Art. R.32-5. De gewestelijke erfgoedinventaris en de lijst van goeden die erin zijn opgenomen met stip, worden bekendgemaakt op de website van de Waalse Overheidsdienst Grondgebied, Huisvesting, Erfgoed en Energie.

TITEL 3. HULPMIDDELEN VOOR ERFGOEDEBEHOUD

Hoofdstuk 1. Erfgoedfiche

Art. R.33-1. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie valideert de erfgoedfiche. Deze fiche bevat :

1° een onderdeel A betreffende de erfgoedevaluatie, waarin minstens zijn opgenomen:

a) de identificatie van het goed;

(i) de benaming;

(ii) de ligging;

(iii) de administratieve toestand;

(iv) de rechtspositie, de erfgoedpositie en de stedenbouwkundige positie ;

(v) de cartografie;

b) de analyse van het goed;

(i) de historiek;

(ii) de beschrijving ;

(iii) de analyse van de erfgoedwaarden;

(iv) de vergelijkende analyse met gelijkaardige eigenschappen op Waals en nationaal niveau en in de buurlanden;

(v) een samenvatting van de belangen en criteria als bedoeld in artikel D.2 en, indien het goed op de Werelderfgoedlijst staat, de attributen ;

(vi) de beschermingszone, met de afbakening en motivering, als er een beschermingszone is ingesteld; de bufferzone als het goed onder het werelderfgoed valt;

(vii) de analyse van de voorwaarden met betrekking tot elk gebruik of elke activiteit die een of meer van de elementen die de klassering rechtvaardigen, kan wijzigen;

(viii) de analyse van de specifieke beschermings- en beheersvoorwaarden die gepland zijn voor het onroerend goed of waaraan het onderworpen is;

c) de conclusies en algemene aanbevelingen ;

d) de bijlagen;

(i) de bibliografie en de bronnen ;

(ii) de fotografische rapportage ;

(iii) de iconografische, grafische en planologische documentatie ;

e) de bijzondere beschermingsvoorwaarden ;

f) de eventuele opmerkingen ;

2° een onderdeel B met technische informatie waarin minstens zijn opgenomen :

a) beschrijving van pathologieën gedetecteerd door visuele herkenning;

b) de prioriteiten van de interventie;

c) de conclusies en algemene aanbevelingen

Art. R.33-2. De Minister stelt het model voor de erfgoedfiche vast.

Hoofdstuk 2. Erfgoedvergunning

Afdeling 1. De vergunningsaanvraag inzake erfgoed

Art. R.35-1. Elke aanvraag voor een erfgoedvergunning moet worden ingediend met behulp van het formulier dat is vastgelegd door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

De aanvraag moet op papier of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

In zijn aanvraag kan de aanvrager vragen dat, wat hem betreft, de oproepingen voor vergaderingen en de verdeling van documenten op papier worden verzonden.

Art. R.36-1. Onverminderd artikel R.35-1, lid 3, kunnen de oproepingen en de documenten elektronisch worden verzonden.

De erfgoedadministratie verstuurt de oproeping en verspreidt de documenten voor de eerste erfgoed naar alle leden van het projectbegeleidingscomité en naar de Commissie.

In afwijking van lid 1 kunnen de leden van het begeleidingscomité, ieder wat hem betreft, verzoeken dat de oproepingen voor vergaderingen en de documenten op papier worden verzonden. In dat geval moet de aanvrager de erfgoedadministratie in het nodige aantal kopieën voorzien.

Oproepingen voor vergaderingen en documenten worden niet later dan vijftien dagen voor de eerste erfgoedvergadering verzonden.

Art. R.36-2. Op eenvoudig verzoek van de erfgoedadministratie bezorgt de aanvrager een elektronische versie van de documenten die de aanvraag voor erfgoedvergunning vervolledigen, tenzij de aanvrager kan bewijzen dat het materieel onmogelijk is om een elektronische versie van de documenten te bezorgen.

Afdeling 2. Erfgoedvergaderingen

Onderafdeling 1. De eerste erfgoedvergadering

Onderafdeling 2. De aanvullende erfgoedvergaderingen

Art. R.41-1. De oproepingen en de documenten worden elektronisch verzonden.

Indien de verzoeker overeenkomstig artikel R.35-1, derde lid, om het gebruik van papieren middelen heeft verzocht, geschieden oproepingen en toezending van stukken, voor zover het de verzoeker betreft, langs deze weg.

Indien een lid van het begeleidingscomité om het gebruik van papieren middelen heeft verzocht overeenkomstig artikel R.36-1, derde lid, geschieden oproepingen en toezending van stukken, voor zover het de verzoeker betreft, langs deze weg.

De erfgoedadministratie verstuurt de oproeping voor een aanvullende erfgoedvergadering.

De aanvrager of, in voorkomend geval, de projectontwerper zorgt ervoor dat documenten met betrekking tot een aanvullende erfgoedvergadering worden verspreid onder alle leden van het projectbegeleidingscomité en de Commissie.

Oproepingen voor vergaderingen en documenten worden niet later dan vijftien dagen voor de erfgoedvergadering verzonden.

Art. R.41-2. Een aanvullende erfgoedvergadering kan ter plaatse of via videoconferentie worden georganiseerd.

Onderafdeling 3. Processen-verbaal

Afdeling 3. Toekenning of weigering van de erfgoedvergunning

Onderafdeling 1. Afsluiting van de procedure voor het onderzoeken van de aanvraag voor een erfgoedvergunning

Art. R.44-1. De documenten die nodig zijn om een erfgoedvergunningsprocedure te voltooien zijn :

- 1° de documenten bepaald door de erfgoedadministratie in de notulen van de laatste erfgoedvergadering ;
- 2° de erfgoedfiche indien het begeleidingscomité beslist heeft deze op te stellen krachtens artikel D.40, § 1, eerste lid, 4°.

De documenten bedoeld in het eerste lid, 1°, omvatten alle documenten die voor het project nodig zijn op het vlak van voorstudies, archeologische verrichtingen, plannen, details en technische vereisten, overheidsopdrachten, subsidies, bestekken, opmetingen en kostenramingen.

Onderafdeling 2. De beslissing over de aanvraag voor erfgoedvergunning

Art. R.47-1. Van de beslissing om een erfgoedvergunning toe te kennen of te weigeren wordt op papier of elektronisch kennis gegeven aan de aanvrager.

De leden van het projectbegeleidingscomité en de Commissie worden elektronisch op de hoogte gebracht van de beslissing om de erfgoedvergunning toe te kennen of te weigeren.

Art. R.47-2. De directeur van het operationele gebied van de erfgoedadministratie met territoriale bevoegdheid is bevoegd voor het verlenen of weigeren van erfgoedvergunningen.

In afwijking van lid 1 is de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie bevoegd om een erfgoedvergunning te verlenen of te weigeren wanneer de aanvraag betrekking heeft op een goed:

- 1° dat eigendom is van het Waals Gewest ;
- 2° waarbij verschillende subsidiërende overheden betrokken zijn, onder uitsluiting van de provinciale en gemeentelijke tegemoetkomingen bedoeld in artikel R.97-2 ;
- 3° dat opgenomen is op de lijst van het uitzonderlijk erfgoed van Wallonië.

Art. R.48-1. De Minister bepaalt de vorm van de erfgoedvergunning.

In de erfgoedvergunning worden vermeld:

- 1° het goed waarop de erfgoedvergunning betrekking heeft;
- 2° de vergunde handelingen, werken, activiteiten of evenementen;
- 3° de eventuele voorwaarden verbonden aan erfgoedvergunning;
- 4° de eventueel uit te voeren archeologische handelingen;
- 5° de datum van de beslissing.

De erfgoedadministratie kan de inhoud van de erfgoedvergunning aanvullen naargelang de omstandigheden van het geval in kwestie.

De erfgoedadministratie hecht aan de erfgoedvergunning :

- 1° de documenten bedoeld in artikel D.44;
- 2° de notulen van de laatste erfgoedvergadering;
- 3° het advies van de Commissie bedoeld in artikel D.45, tweede lid;
- 4° elk document dat de erfgoedadministratie nuttig acht om bij de erfgoedvergunning te voegen, afhankelijk van de omstandigheden van het geval.

Onderafdeling 3. Geldigheidsduur en vervallen van de erfgoedvergunning

Art. R.51-1. Elke aanvraag voor een verlenging van de erfgoedvergunning moet worden ingediend middels het formulier dat is vastgelegd door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

De aanvraag moet op papier of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

Art. R.51-2. De bevoegde overheid voor het toekennen van een erfgoedvergunning is eveneens bevoegd voor het toekennen van een verlenging van de geldigheidstermijn van de erfgoedvergunning.

Art. R.51-3. De beslissing om een verlenging van de geldigheidsduur van de erfgoedvergunning toe te kennen of te weigeren, wordt op papier of elektronisch verstuurd binnen veertig dagen na ontvangst van de aanvraag door de erfgoedadministratie.

Als de erfgoeddienst de aanvraag niet beantwoordt binnen de in lid 1 bedoelde termijn, wordt de aanvraag tot verlenging geacht gunstig te zijn.

Afdeling 4. Wijzigingen aan het project na toekenning van de erfgoedvergunning

Hoofdstuk 3. Operationeel erfgoedplan

Art. R.53-1. De erfgoedadministratie kan, op eigen initiatief of op vraag van het begeleidingscomité, een operationeel erfgoedplan opstellen wanneer uit het onderzoek van een aanvraag tot erfgoedvergunning blijkt dat deze aanvraag betrekking heeft op handelingen en werken of evenementen en activiteiten die voldoen aan de voorwaarden van artikel D.53, eerste lid.

Als de aanvrager een operationeel erfgoedplan wil opstellen, moet hij dit vermelden in de aanvraag voor een erfgoedvergunning.

Art. R.53-2. De eerste erfgoed in het kader van het opstellen van een operationeel erfgoedplan wordt gehouden op de locatie van het monumentale pand, tenzij er al een vergadering van het begeleidingscomité ter plaatse heeft plaatsgevonden.

Art. 53/3. Het operationeel erfgoedplan bevat ten minste :

- 1° een beschrijving van de betrokken handelingen en werkzaamheden of terugkerende gebeurtenissen en activiteiten ;
- 2° plannen en technische documenten met betrekking tot handelingen en werken of evenementen en activiteiten ;
- 3° voorwaarden met betrekking tot de uitvoering van handelingen en werkzaamheden of de organisatie van evenementen en activiteiten;
- 4° een erfgoedfiche, als de erfgoedadministratie dat nodig acht, of een staat van bevinding als het operationeel erfgoedplan betrekking heeft op de organisatie van een evenement of activiteit.

Art. R.53-4. De directeur van het operationele gebied van de erfgoedadministratie met territoriale bevoegdheid is bevoegd voor het opstellen van een operationeel erfgoedplan.

In afwijking van lid 1 is de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie bevoegd om een operationeel erfgoedplan op te stellen wanneer de aanvraag betrekking heeft op:

- 1° een goed dat eigendom is van het Waals Gewest ;
- 2° een project waarbij verschillende subsidiërende overheden betrokken zijn onder uitsluiting van de provinciale en gemeentelijke tegemoetkomingen bedoeld in artikel R.97-2 ;
- 3° een goed opgenomen op de lijst van het uitzonderlijke erfgoed van Wallonië.

Art. R.53-5. § 1. De hernieuwing van een operationeel erfgoedplan kan worden aangevraagd:

- 1° door de persoon aan wie het operationeel erfgoedplan is toegekend ;
- 2° door de eigenaar van het beschermd goed.

Een operationeel erfgoedplan waarvan de hernieuwing wordt aangevraagd, kan slechts eenmaal deze hernieuwing krijgen voor een periode die de geldigheid van het operationele erfgoedplan niet overschrijdt.

Elke aanvraag tot hernieuwing moeten worden ingediend middels het formulier vastgelegd door de Minister, uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken van de geldigheidsperiode van het operationeel erfgoedplan.

De aanvraag moet op papier of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

De hernieuwingsaanvraag moet vergezeld gaan van een activiteitenverslag over de handelingen en werken of evenementen en activiteiten die onder het operationeel erfgoedplan vallen waarvoor hernieuwing wordt aangevraagd.

§ 2. De in artikel R.53-4 bedoelde overheid is bevoegd voor het hernieuwen van een operationeel erfgoedplan.

§ 3. De hernieuwing vindt uiterlijk plaats op de vervaldatum van de geldigheidsperiode van het operationeel erfgoedplan waarvoor de hernieuwing wordt aangevraagd.

Art. R.55-1. De in artikel R.53-4 bedoelde overheid is bevoegd voor het opschorten of herroepen van een operationeel erfgoedplan.

De beslissing tot schorsing of herroeping wordt op papier of elektronisch meegedeeld:

- 1° aan de aanvrager;
- 2° aan de eigenaar;
- 3° aan het gemeentecollege van het gebied waar het goed zich bevindt;
- 4° aan de Commissie;

Het operationeel erfgoedplan wordt geschorst of herroepen op de dag dat de eigenaar op de hoogte wordt gebracht van de beslissing tot schorsing of herroeping of, in voorkomend geval, op de datum die de erfgoedadministratie in de beslissing heeft vermeld.

Hoofdstuk 4. Het beroep

Art. R.56-1. Op straffe van onontvankelijkheid wordt elke aanvraag voor een erfgoedvergunning ingediend middels het formulier dat is vastgelegd door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

Het beroepen moet aangetekend worden verzonden naar de Directie Operationele Coördinatie van de erfgoedadministratie.

Art. R.56-2. Op straffe van onontvankelijkheid van het beroep moeten de ontbrekende documenten binnen vijftien dagen na ontvangst van de ontvangstbevestiging van het onvolledige beroep worden opgestuurd.

Art. R.57-1. Wanneer hij daarom verzoekt, wordt de indiener van het beroep gehoord door de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie of diens afgevaardigde.

In afwijking van lid 1 wordt de indiener van het beroep, wanneer het beroep betrekking heeft op een beslissing van de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie, gehoord door de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Grondgebied, Huisvesting, Erfgoed, Energie of diens afgevaardigde, onder uitsluiting van een personeelslid van de erfgoedadministratie.

Art. R.57-2. De hoorzitting kan per videoconferentie worden gehouden. In dit geval zal de erfgoedadministratie de indiener van het beroep daarvan op de hoogte brengen.

De indiener van het beroep kan weigeren dat de hoorzitting per videoconferentie wordt gehouden door dit aan de erfgoedadministratie te melden binnen vijf dagen na ontvangst van de informatie dat de hoorzitting per videoconferentie zal plaatsvinden.

Art. R.57-3. Tijdens de hoorzitting kunnen de verzochte personen of instanties een motiveringsnota of elk aanvullend stuk dat ze nuttig achten, na het tijdens een uiteenzetting geduid te hebben, bij het dossier voegen.

Art. R.58-1. Het advies van de Commissie en, in voorkomend geval, het gemeentecollege wordt door de erfgoedadministratie ingewonnen binnen vijftien dagen na het versturen van de ontvangstbevestiging van het volledige beroep.

Het advies van de Commissie en, in voorkomend geval, van het gemeentecollege wordt door de erfgoedadministratie medegegeeld binnen de dertig dagen na de ontvangst van de adviesaanvraag.

Art. R.58-2. De personeelsleden van de erfgoedadministratie die het beroep onderzoeken, mogen in geen enkele hoedanigheid betrokken zijn geweest bij de beslissing die het voorwerp uitmaakt van het beroep.

Art. R.59-1. De Minister is bevoegd om uitspraak te doen over de beroepen ingesteld krachtens de artikelen D.56, D.62, § 3 en D.67, § 4.

TITEL 4. ARCHEOLOGIE

Hoofdstuk 1. Archeologische kaart

Art. R.60-1. De archeologische kaart wordt vastgesteld:

1° op basis van alle sites die voorkomen op de kaart van Waalse archeologische sites opgesteld door de erfgoedadministratie, met een bufferzone van vijftieng meter errond;

2° op basis van een statistische discretisatie die bedoeld is om de restgebieden eromheen met een oppervlakte van honderd vierkante meter of minder op te nemen in het geheel van de sites.

Art. R.60-2. Het advies van de Commissie als bedoeld in artikel D.60, lid 2, wordt binnen zestig dagen na verzending van de adviesaanvraag verzonden.

Art. R.60-3. De archeologische kaart wordt ten minste elke vijf jaar bijgewerkt, gerekend vanaf de datum van vaststelling.

Indien de archeologische kaart niet binnen de in lid 1 genoemde termijn is geactualiseerd, blijft de archeologische kaart uitwerking hebben totdat deze is geactualiseerd.

Art. R.60-4. De website bedoeld in artikel D.60, lid 1, is die van de Waalse Overheidsdienst Grondgebied, Huisvesting, Erfgoed en Energie.

Hoofdstuk 2. De aanvraag met betrekking tot archeologische informatie

Art. R.61-1. Elke aanvraag met betrekking tot archeologische informatie moet bij de erfgoedadministratie worden ingediend middels het formulier dat is vastgelegd door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

De aanvraag moet op papier of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

Hoofdstuk 3. Voorafgaand archeologisch advies bij grote projecten

Art. R.62-1. Voor de toepassing van artikel D.62 omvat de oppervlakte voor bouw en inrichting van de nabije omgeving:

1° de oppervlaktes bestemd voor het optrekken van bouwwerken of de plaatsing van vaste installaties ;

2° de ruimtes van hoven en tuinen;

3° de wegen in de zin van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen

4° riolerings-, telefoon- en communicatienetwerken en netwerken voor het transport en de distributie van vloeistoffen en energie;

5° de oppervlaktes bestemd voor de installatie van straatmeubilair of speeltoestellen;

6° de oppervlaktes bestemd voor beplanting of de inrichting van groene ruimtes;

7° de oppervlaktes bestemd voor de bouw van een individuele of collectieve waterzuiveringsinstallatie;

8° de gebieden bestemd voor het stallen van voertuigen of de aanleg van parkeerplaatsen;

9° de oppervlaktes waar het grondreliëf is gewijzigd.

Art. R.62-2. Elke aanvraag voor een archeologisch advies moet worden ingediend middels het formulier dat is vastgelegd door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

De aanvraag moet op papier of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

Art. R.62-3. De erfgoedadministratie deelt het archeologisch advies mee aan de Commissie.

Hoofdstuk 4. Archeologische verrichtingen

Art. R.64-1. Onverminderd de artikelen D.48, § 2, D.62, § 2, D.66, § 1, D.67, § 2, D.74 en D.75, kan de Minister op eigen initiatief en te allen tijde beslissen om archeologische interventies uit te voeren, met inbegrip van interventies met een gewestelijk statuut, en de erfgoedadministratie hiertoe machtigen.

Laatstgenoemde informeert de Commissie over alle archeologische verrichtingen.

Art. R.65-1. Elke aanvraag voor een vergunning of wijziging daarvan moet worden ingediend middels het formulier dat is vastgelegd door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

De aanvraag moet op papier of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

Art. R.65-2. § 1. De erfgoedadministratie stuurt een ontvangstbericht binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag.

Als de aanvraag onvolledig is, wordt in de ontvangstbevestiging vermeld welke documenten ontbreken en wordt een termijn gesteld waarbinnen de aanvrager de aanvraag moet aanvullen.

Als de aanvraag volledig is, vermeldt de ontvangstbevestiging dat de aanvraag volledig is.

De erfgoedadministratie maakt ter informatie een afschrift van de volledige aanvraag over:

1° aan het gemeentecollege.

2° aan de eigenaar en, in voorkomend geval, aan de bewoner van het goed.

§ 2. Als de aanvraag volledig is, wint de erfgoedadministratie het advies in van de Commissie op hetzelfde moment dat het ontvangstbericht naar de aanvrager wordt gestuurd.

De Commissie maakt haar advies binnen de dertig dagen na verzending van de adviesaanvraag over.

§ 3. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie stuurt de beslissing over de aanvraag naar de aanvrager binnen zestig dagen na verzending van de ontvangstbevestiging van de volledige aanvraag.

De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie kan speciale voorwaarden verbinden aan de vergunning of de wijziging daarvan.

De erfgoedadministratie maakt ter informatie een afschrift van de beslissing over:

1° aan het gemeentecollege.

2° aan de Commissie;

3° aan de eigenaar en, in voorkomend geval, aan de bewoner van het goed.

Art. R.65-3. De houder van een vergunning moet de erfgoedadministratie hiervan op de hoogte stellen:

1° de aanvraag van de archeologische werkzaamheden uiterlijk vijftien dagen voor de aanvang van de archeologische werkzaamheden ;

2° elke wijziging van een element op basis waarvan de vergunning of de wijziging van de vergunning werd verleend, waaronder in het bijzonder elke wijziging van de persoon verantwoordelijk voor het dagelijks beheer of de persoon verantwoordelijk voor wetenschappelijke aangelegenheden, alsook elke vermindering van de beschikbare menselijke en technische middelen, en dit uiterlijk de dag volgend op het optreden van de wijziging ;

3° elke ontdekking van archeologische voorwerpen die van een andere aard zijn dan die welke in de vergunningsaanvraag worden voorgesteld, uiterlijk de dag na de ontdekking.

Art. R.65-4. Het opgravingsverslag bedoeld in artikel D.65, § 2, lid 1, 6°, bevat minstens :

1° voor elk archeologisch goed dat aan het licht is gebracht, een rapport waarin voor elk van die goeden het volgende wordt vermeld :

a) een beschrijving en analyse van de archeologische gegevens en gerelateerde inventarisaties ;

b) de context en fasering van de geanalyseerde archeologische vondsten;

c) landmeetkundige gegevens ;

2° voor elk archeologisch goed dat aan het licht is gebracht, een inventaris waarin voor elk van die goeden het volgende wordt vermeld :

a) de aard, categorie, beschrijving en, indien beschikbaar, datering van het archeologisch object;

b) staat van instandhouding ;

c) de mate van kwetsbaarheid;

3° een digitale kopie van alle wetenschappelijke gegevens die verzameld werden in het kader van de archeologische verrichting.

Art. R.65-5. § 1. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie kan een vergunning wijzigen, schorsen of intrekken in de gevallen bedoeld in artikel D.65, § 4. Hij stelt de vergunninghouder daar vooraf van in kennis, en de Commissie tegelijk.

De Commissie zendt haar eventuele advies binnen dertig dagen na toezending van de in lid 1 bedoelde informatie.

De vergunninghouder kan binnen dertig dagen na ontvangst van de in lid 1 bedoelde informatie schriftelijk opmerkingen maken.

Wanneer hij daartoe een aanvraag indient binnen vijftien dagen na ontvangst van de in lid 1 bedoelde informatie wordt de houder van de vergunning gehoord door de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie of diens afgevaardigde voordat deze vergunning wordt geschorst of ingetrokken. Indien hij dit nodig acht, kan de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie of diens afgevaardigde de Commissie uitnodigen voor deze hoorzitting.

De in lid 4 bedoelde hoorzitting kan per videoconferentie worden gehouden. In dit geval zal de erfgoedadministratie de houder van de vergunning daarvan op de hoogte brengen. De houder van de vergunning kan weigeren dat de hoorzitting per videoconferentie wordt gehouden door dit aan de erfgoedadministratie te melden binnen vijf dagen na ontvangst van de informatie dat de hoorzitting per videoconferentie zal plaatsvinden.

§ 2. De erfgoedadministratie brengt de houder van de vergunning op de hoogte van de beslissing om de vergunning te wijzigen, op te schorten of in te trekken.

De erfgoedadministratie maakt ter informatie een afschrift van de beslissing over:

1° aan het gemeentecollege.

2° aan de Commissie;

3° aan de eigenaar en, in voorkomend geval, aan de bewoner van het goed.

§ 3. De beslissing tot wijziging, schorsing of intrekking treedt in werking op de dag dat het aan de houder van de vergunning wordt meegedeeld.

De onderhoudsvoorzieningen die onontbeerlijk zijn om de veiligheid en de bescherming van de archeologische goeden te waarborgen, mogen wel voortgezet worden.

Art. R.68-1. De directeur van het operationele gebied van de erfgoedadministratie met territoriale bevoegdheid is bevoegd voor het vastleggen van de praktische en technische regels van archeologische verrichtingen.

In afwijking van lid 1 is de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie bevoegd om de nadere regels vast te leggen bedoeld in lid 1 wanneer de archeologische verrichtingen betrekking heeft op:

1° een goed dat eigendom is van het Waals Gewest ;

2° een goed opgenomen op de lijst van het uitzonderlijke erfgoed van Wallonië.

Art. R.69-1. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie verstrekt het attest bedoeld in artikel D.69.

Art. R.70-1. De directeur van het operationele gebied van de erfgoedadministratie met territoriale bevoegdheid verstrekt het attest bedoeld in artikel D.70.

Art. R.71-1. De Minister legt de ontwerp-lijst ter advies voor aan de Commissie.

Hoofdstuk 5. Toevallige ontdekkingen en archeologische verrichtingen van openbaar nut

Art. R.73-1. De in artikel D.73, eerste lid, bedoelde informatie vermeldt :

- 1° de auteur van de ontdekking;
- 2° de datum van de ontdekking;
- 3° de ligging van de ontdekking;
- 4° de naam van de eigenaar van het terrein;
- 5° de omstandigheden van de ontdekking;
- 6° de aard van het ontdekte archeologische goed.

Art. R.73-2. In afwachting van de tussenkomst van de erfgoedadministratie moeten de ontdekker en de eigenaar of bezetter van de grond wanneer de toevallige ontdekking betrekking heeft op een gebouwde structuur :

- 1° de gebouwde structuur zo spoedig mogelijk beschermen tegen fysieke schade door instorting, verbrijzeling of schade door grondtrillingen;
- 2° zo spoedig mogelijk een veiligheidsperimeter opstellen rond de gebouwde structuur waarbinnen machines niet gebruikt mogen worden of zich niet mogen voortbewegen ;
- 3° de gebouwde structuur beschermen tegen slecht weer door een dak te plaatsen of door de gebouwde structuur te bedekken met een geschikt dekzeil;
- 4° voorzien in een toezicht om diefstal of vandalisme te voorkomen.

In afwachting van de tussenkomst van de erfgoedadministratie moeten de ontdekker en de eigenaar of bezetter van de grond wanneer de toevallige ontdekking betrekking heeft op een gebouwde structuur :

- 1° de archeologische goeden bewaren en beschermen op de plaats waar ze werden ontdekt;
- 2° voorzien in een toezicht om diefstal of vandalisme te voorkomen.

Art. R.73-3. Binnen acht dagen na ontvangst van de in artikel D.73, lid 1, bedoelde informatie door de erfgoedadministratie, onderzoekt de erfgoedadministratie het object van de toevallige ontdekking en stelt de ontdekker en de eigenaar of bezetter van de grond in kennis van de specifieke beschermingsvoorwaarden die moeten worden toegepast.

Uiterlijk vijftien dagen nadat het voorwerp van de ontdekking door de erfgoedadministratie is onderzocht, stelt de erfgoedadministratie de ontdekker en de eigenaar of bezetter van de grond op de hoogte van de actie die naar aanleiding van de toevallige ontdekking moet worden ondernomen.

Art. R.74-1. De Minister is bevoegd voor het schorsen of intrekken van een vergunning overeenkomstig artikel D.74.

Op straffe van nietigheid stelt de Minister de houder van de geschorste of ingetrokken vergunning per aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging in kennis van zijn beslissing.

De Minister stuurt een afschrift van zijn beslissing ter informatie:

- 1° aan de autoriteit die de geschorste of ingetrokken vergunning heeft afgeleverd;
- 2° aan het gemeentecollege wanneer het niet de overheid bedoeld in 1° is;
- 3° aan de erfgoedadministratie ;
- 4° de Commissie.

Art. R.74-2. De artikelen D.68 en D.70 zijn op de uit te voeren archeologische verrichtingen van toepassing.

In dat geval wordt het overleg, bedoeld in artikel D.68, § 1, eerste lid, georganiseerd uiterlijk binnen dertig dagen na de verzending van de beslissing, bedoeld in artikel R.74-1, eerste lid.

Art. R.75-1. De Minister is bevoegd om te besluiten dat het in het algemeen belang is om een terrein te bezetten om archeologische verrichtingen uit te voeren.

Art. R.75-2. De artikelen D.68 en D.70 zijn op de uit te voeren archeologische verrichtingen van toepassing.

In dat geval wordt het overleg, bedoeld in artikel D.68, § 1, eerste lid, georganiseerd uiterlijk binnen dertig dagen na de verzending van de beslissing, bedoeld in artikel R.75-1, eerste lid.

Hoofdstuk 6. Categorieën van archeologische goeden

Art. R.76-1. De categorieën van archeologische goeden zijn:

- 1° C.1: metalen ;
- 2° C.2: organische materialen waaronder hout, leer, textiel, vlechtwerk, papier, barnsteen, al dan niet bewerkte beenderen, ivoor, al dan niet bewerkte hertengeweien en glas;
- 3° de geleverde pleisterlagen, de stenen voorwerpen, de polychromatische terracottavorwerpen en de voorwerpen van onbewerkte en ruwe steen;
- 4° C.4: lapidair en lithica, met uitzondering van gevoelig steenmateriaal van het type "zandsteen";
- 5° C.5: ieder ander archeologisch goed dat niet bedoeld is in de punten 1 tot 4.

Hoofdstuk 7. Erkende bewaarplaatsen en het "Centre régional de conservation et d'études de biens archéologiques" (Gewestelijk Centrum voor de instandhouding en de studie van archeologische goeden)

Afdeling 1. Erkende bewaarplaatsen

Art. R.77-1. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie verleent goedkeuring als bewaarplaats voor archeologische goeden.

Elke erkenningsaanvraag moet worden ingediend middels het formulier dat is vastgelegd door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

De aanvraag moet per post of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

Art. R.77-2. § 1. De voor alle bewaarplaatsen gemene erkenningsvoorwaarden zijn de volgende :

- 1° de aanvrager is eigenaar of huurder van de lokalen die als bewaarplaats worden gebruikt ;
- 2° de lokalen die als bewaarplaats dienen, moeten niet lijden aan waterinfiltratie noch aan besmetting door insecten of door houtzwammen;
- 3° de lokalen die als bewaarplaats zijn voorzien van een met de vigerende normen overeenstemmende elektrische installatie en met een verwarmingssysteem dat een klimatische stabiliteit van de lokalen waarborgt;

- 4° de lokalen die als bewaarplaats dienen bevatten geen ontvlambare, ontplofbare of corrosieve producten;
 - 5° de lokalen die gebruikt worden als bewaarplaats en hun toegangswegen beveiligd zijn tegen diefstal en vandalisme;
 - 6° de lokalen die gebruikt worden voor de bewaring zijn ontworpen om archeologische goeden te beschermen tegen regen, vorst en overstromingen;
 - 7° de lokalen die als bewaarplaats dienen maken het mogelijk om de archeologische goederen niet bloot te stellen aan schokken of regelmatige trillingen, met name door de nabijheid van een spoorweg of van een weg met druk of zwaar verkeer;
 - 8° de aanvrager moet een inventaris bijhouden van de in bewaring gegeven archeologische voorwerpen ;
 - 9° de archeologische voorwerpen worden gemarkeerd of gelabeld zodat hun herkomst kan worden achterhaald zonder dat er een label of merkteken rechtstreeks op het archeologische goed wordt aangebracht;
 - 10° de archeologische goeden worden verpakt in chemisch neutrale en stabiele materialen en zodanig opgeslagen dat er geen fysieke schade optreedt;
 - 11° de archeologische goeden worden beschermd tegen stof;
 - 12° de lokalen die gebruikt worden voor bewaring zijn uitgerust met :
 - a) een archiveringsplaats voor de documentatie over de opgravingen gevoegd bij de archeologische goeden;
 - b) een geschikte werkruimte beschikbaar voor het onderzoeken van archeologische goeden;
 - 13° de lokalen die gebruikt worden voor de bewaring zijn voldoende verzekerd om schade te dekken die de lokalen en hun inhoud kunnen oplopen ten gevolge van risico's zoals brand, blikseminslag, ontploffingen, slecht weer, instortingen, aardverschuivingen of natuurrampen;
 - 14° de lokalen die als bewaarplaats worden gebruikt, zijn uitgerust met meetapparatuur waarmee variaties in temperatuur en vochtigheidsgraad continu kunnen worden gecontroleerd en geregistreerd.
- Met betrekking tot de voorwaarde, bedoeld in het eerste lid, 1°, moet de aanvrager, indien hij huurder is, het bewijs leveren van een huurovereenkomst voor de geldigheidsduur van de vergunning.

Met betrekking tot de voorwaarde bedoeld in lid 1, 13°, oordeelt de erfgoedadministratie of de verzekeringspolis volstaat.

§ 2. De bijkomende erkenningsvoorwaarden voor de bewaring van de in categorie C.1 bedoelde archeologische goeden zijn de volgende:

- 1° de metalen archeologische goeden moeten niet rechtstreeks in contact zijn met andere metalen;
- 2° de metalen archeologische goederen moeten niet verpakt worden met verpakkingsmaterialen die organische zuren, chloor of zwavel zouden kunnen vrijmaken, zoals hout, karton, papier, polyvinylchloride, watten, wol;
- 3° zoutzuur, zelfs in kleine hoeveelheden, wordt niet opgeslagen of gebruikt in ruimten die als bewaarplaats worden gebruikt;
- 4° de temperatuur in de bewaarplaats ligt tussen tien en vierentwintig graden Celsius, met een maximaal toegestane tolerantie van één graad Celsius naar boven of naar beneden;
- 5° archeologische metalen voorwerpen worden bewaard bij een relatieve vochtigheid tussen dertig en vijfendertig procent, met een maximaal toegestane tolerantie van vijf procent naar boven of naar beneden;
- 6° de dagelijkse schommelingen zijn niet groter dan één graad Celsius of vijf procent van de relatieve vochtigheid.

§ 3. De bijkomende erkenningsvoorwaarden voor de bewaring van de in categorie C.2 bedoelde archeologische goeden zijn de volgende:

- 1° de temperatuur in de bewaarplaats van archeologische goeden ligt tussen tien en vierentwintig graden Celsius, met een maximaal toegestane tolerantie van één graad Celsius naar boven of naar beneden;
- 2° de voorwerpen in van water doordrenkte organische stoffen worden voorlopig onder water en beschut tegen het licht bewaard tussen hun ontdekking en hun behandeling van bewaring-restauratie;
- 3° archeologische voorwerpen van organische materialen die doordrenkt zijn, met uitzondering van glas, worden bewaard bij een relatieve vochtigheid tussen vijfenvijftig en zestig procent, met een toegestane tolerantie van maximaal vijf procent relatieve vochtigheid, naar boven of naar beneden;
- 4° archeologische voorwerpen uit glas, worden bewaard bij een relatieve vochtigheid tussen vijfenvijftig en zestig procent, met een toegestane tolerantie van maximaal vijf procent relatieve vochtigheid, naar boven of naar beneden;
- 5° de blootstellingsdrempels voor licht zijn minder dan 150 lux en 75µW/lm ;
- 6° de dagelijkse schommelingen zijn niet groter dan één graad Celsius of vijf procent van de relatieve vochtigheid.

§ 4. De bijkomende erkenningsvoorwaarden voor de bewaring van de in categorie C.3 bedoelde archeologische goeden zijn de volgende:

- 1° archeologische voorwerpen worden bewaard bij een relatieve vochtigheid tussen vijfenvijftig en zestig procent, met een toegestane tolerantie van maximaal vijf procent relatieve vochtigheid, naar boven of naar beneden;
- 2° de temperatuur in de bewaarplaats van archeologische voorwerpen ligt tussen tien en vierentwintig graden Celsius, met een maximaal toegestane tolerantie van één graad Celsius naar boven of naar beneden;
- 3° de dagelijkse schommelingen zijn niet groter dan één graad Celsius of vijf procent van de relatieve vochtigheid.

§ 5. De bijkomende erkenningsvoorwaarden voor de bewaring van de in categorie C.4 bedoelde archeologische goeden zijn de volgende:

- 1° de archeologische goeden worden bewaard bij een relatief vochtigheidspercentage lager dan 80 %;
- 2° de archeologische goederen worden bewaard bij een temperatuur hoger dan 5° C.

§ 6. De bijkomende erkenningsvoorwaarden voor de bewaring van de in categorie C.5 bedoelde archeologische goeden zijn de volgende:

- 1° archeologische voorwerpen worden bewaard bij een relatieve vochtigheid tussen vijfenvijftig en zestig procent, met een toegestane tolerantie van maximaal vijf procent relatieve vochtigheid, naar boven of naar beneden;
- 2° de temperatuur in de bewaarplaats van archeologische voorwerpen ligt tussen tien en vierentwintig graden Celsius, met een maximaal toegestane tolerantie van één graad Celsius naar boven of naar beneden;
- 3° de dagelijkse schommelingen zijn niet groter dan twee graden Celsius en tien procent van de relatieve vochtigheid.

§ 7. Voor de categorieën C1, C2, C3 en C5 houdt een uitzonderlijke afwijking van niet meer dan vijf procent van de relatieve vochtigheid of niet meer dan één graad Celsius naar boven of naar beneden ten opzichte van de specifieke thermohygomietrische die voor elke categorie als gemeenschappelijke erkenningsvoorwaarde zijn vastgesteld, geen niet-naleving van de erkenningsvoorwaarde in, mits de duur van de afwijking niet meer dan vijftien opeenvolgende dagen bedraagt.

Art. R.77-3. § 1. Na ontvangst van een erkenningsaanvraag organiseert de erfgoedadministratie binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag een bezoek aan de gebouwen waarvoor goedkeuring wordt aangevraagd, in aanwezigheid van de aanvrager.

Tijdens het bezoek gaat de erfgoedadministratie na of aan de gemeenschappelijke en bijkomende goedkeuringsvoorwaarden is voldaan.

Als de erfgoedadministratie vaststelt dat de gemeenschappelijke of bijkomende erkenningsvoorwaarden niet zijn vervuld, zal de erfgoedadministratie de aanvrager op de hoogte brengen van de verbeteringen die moeten worden aangebracht.

Als de erfgoedadministratie het geschikt acht, kunnen een of meer bijkomende bezoeken worden georganiseerd.

De erfgoedadministratie stelt het proces-verbaal van het plaatsbezoek op.

§ 2. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie stuurt zijn beslissing over de erkenningsaanvraag naar de aanvrager binnen zestig dagen te rekenen van het eindelijk plaatsbezoek.

De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie kan speciale voorwaarden verbinden aan de erkenning.

De erkenning wordt erkenning voor een maximumduur van vijf jaar te rekenen van de kennisgeving.

Art. R.77-4. De houder van een vergunning kan uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van de geldigheidsperiode van de vergunning bij de erfgoedadministratie een aanvraag tot verlenging van de vergunning indienen.

Indien zij dit nodig acht, organiseert de erfgoedadministratie één of meerdere bezoeken aan de lokalen overeenkomstig artikel R.77-3, § 1.

De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie stuurt de aanvrager zijn beslissing over de aanvraag tot hernieuwing van de erkenning:

1° binnen de vijfenveertig dagen na ontvangst van de aanvraag tot hernieuwing als er geen bezoek aan de lokalen werd georganiseerd;

2° binnen veertig dagen na het laatste bezoek indien één of meer bezoeken aan de lokalen worden georganiseerd.

Elke hernieuwingsaanvraag kan betrekking hebben op een verlenging van maximaal vijf jaar .

Art. R.77-5. Om te controleren of aan de gemeenschappelijke, aanvullende en bijzondere erkenningsvoorwaarden is voldaan, moet de houder van een erkenning:

1° ervoor zorgen dat de erfgoedadministratie toegang heeft tot alle lokalen die als bewaarplaatsen worden gebruikt;

2° de erfgoedadministratie op eenvoudig verzoek alle gegevens of informatie verstrekken.

Art. R.77-6. Wanneer vastgesteld wordt dat een bewaarplaats niet voldoet aan de gemeenschappelijke, aanvullende of specifieke erkenningsvoorwaarden, kan de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie de erkenning schorsen of intrekken. Zij stelt de vergunninghouder daar vooraf van in kennis.

De vergunninghouder kan binnen dertig dagen na ontvangst van de in lid 1 bedoelde informatie schriftelijk opmerkingen maken.

Wanneer hij daartoe aan aanvraag dient binnen vijftien dagen na ontvangst van de in lid 1 bedoelde informatie wordt de houder van de vergunning gehoord door de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie of diens afgevaardigde voordat deze vergunning wordt geschorst of ingetrokken.

De in lid 3 bedoelde hoorzitting kan per videoconferentie worden gehouden. In dit geval zal de erfgoedadministratie de houder van de vergunning daarvan op de hoogte brengen. De houder van de vergunning kan weigeren dat de hoorzitting per videoconferentie wordt gehouden door dit aan de erfgoedadministratie te melden binnen vijf dagen na ontvangst van de informatie dat de hoorzitting per videoconferentie zal plaatsvinden.

De schorsings- of intrekingsbeslissing heeft uitwerking op de datum van kennisgeving aan de houder of, in voorkomend geval, op de datum die de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie in de beslissing heeft vermeld, mits deze datum later valt dan de datum van kennisgeving.

Art. R.77-7. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie verstrekt de vergunning bedoeld in artikel D.77, lid 3.

Afdeling 2. "Centre régional de conservation et d'études de biens archéologiques" (Gewestelijk Centrum voor de instandhouding en de studie van archeologische goeden)

Art. R.79-1. De erfgoedadministratie is verantwoordelijk voor het opzetten en beheren van het gewestelijk centrum, dat tot doel heeft archeologische voorwerpen die verplaatst zijn van hun plaats van herkomst, te conserveren en te bestuderen.

Het doel van het in lid 1 bedoelde gewestelijk centrum is :

1° de voortdurende bewaring van archeologische voorwerpen en bijbehorende documentatie verzekeren;

2° een netwerk van archeologische actoren organiseren en leiden;

3° de collecties gebruiken voor wetenschappelijke, educatieve en culturele doeleinden;

4° expertise ontwikkelen in de conservatie van archeologische voorwerpen.

Hoofdstuk 8. Detectorisme

Art. R.80-1. De toekenning of verlenging van een detectorvergunning is onderworpen aan :

1° de aanwezigheid van de aanvrager op een informatievergadering georganiseerd door de erfgoedadministratie;

2° het voorleggen van een bewijs van wetenschappelijke belangstelling en de nodige vaardigheden van de aanvrager;

3° betaling van de dossierkosten, waarvan het bedrag wordt bepaald door de erfgoedadministratie.

Art. R.80-2. § 1. Elke vergunningsaanvraag voor detectorisme moet worden ingediend middels het formulier dat is vastgelegd door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

De aanvraag moet op papier of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

§ 2. De erfgoedadministratie stuurt een ontvangstbericht binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag.

Als de aanvraag onvolledig is, wordt in de ontvangstbevestiging vermeld welke documenten ontbreken en wordt een termijn gesteld waarbinnen de aanvrager de aanvraag moet aanvullen.

Als de aanvraag volledig is, vermeldt de ontvangstbevestiging dat de aanvraag volledig is.

§ 3. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie stuurt de beslissing over de aanvraag naar de aanvrager binnen dertig dagen na verzending van de ontvangstbevestiging van de volledige aanvraag.

De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie kan speciale voorwaarden verbinden aan de vergunning.

De erfgoedadministratie geeft de houder van een vergunning voor detectorisme een vergunningskaart.

Art. R.80-3. § 1. De houder van een vergunning voor detectorisme kan de verlenging van zijn vergunning aanvragen middels het formulier dat is vastgelegd door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

De aanvraag tot verlenging moet op papier of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

§ 2. De erfgoedadministratie stuurt een ontvangstbericht binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag.

Als de aanvraag onvolledig is, wordt in de ontvangstbevestiging vermeld welke documenten ontbreken en wordt een termijn gesteld waarbinnen de aanvrager de aanvraag moet aanvullen.

Als de aanvraag volledig is, vermeldt de ontvangstbevestiging dat de aanvraag volledig is.

§ 3. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie stuurt de beslissing over de aanvraag naar de aanvrager binnen dertig dagen na verzending van de ontvangstbevestiging van de volledige aanvraag.

De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie kan speciale voorwaarden verbinden aan de vergunning.

De erfgoedadministratie geeft de houder van een vergunning voor detectorisme een vergunningskaart.

Art. R.80-4. Wanneer de houder van een vergunning voor detectorisme geschorst of ingetrokken werd wegens niet-naleving van de verplichtingen bedoeld in artikel D.82, §§ 1 en 4, **kan hem geen detectorismevergunning worden toegekend gedurende een periode van één jaar te rekenen vanaf de datum van verzending van de schorsings- of intrekkingbeslissing.**

Wanneer de houder van een vergunning voor detectorisme geschorst of ingetrokken werd wegens niet-naleving van de verplichtingen bedoeld in de artikelen D.81 en D.82, §§ 2 en 3, **kan hem geen detectorismevergunning worden toegekend gedurende een periode van vijfjaar te rekenen vanaf de datum van verzending van de schorsings- of intrekkingbeslissing.**

Art. R.80-5. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie kan de vergunning voor detectorisme opschorten of intrekken. Zij stelt de vergunninghouder daar vooraf van in kennis.

De vergunninghouder kan binnen dertig dagen na ontvangst van de in lid 1 bedoelde informatie schriftelijk opmerkingen maken.

Wanneer hij daartoe een aanvraag indient binnen vijftien dagen na ontvangst van de in lid 1 bedoelde informatie wordt de houder van de vergunning gehoord door de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie of diens afgevaardigde voordat deze vergunning wordt geschorst of ingetrokken.

De in lid 3 bedoelde hoorzitting kan per videoconferentie worden gehouden. In dit geval zal de erfgoedadministratie de houder van de vergunning daarvan op de hoogte brengen. De houder van de vergunning kan weigeren dat de hoorzitting per videoconferentie wordt gehouden door dit aan de erfgoedadministratie te melden binnen vijf dagen na ontvangst van de informatie dat de hoorzitting per videoconferentie zal plaatsvinden.

De schorsing of intrekking van de vergunning heeft uitwerking op de datum waarop de houder de schorsings- of intrekkingbeslissing ontvangt.

Art. R.80-6. Het is verboden voor de houder van een detectorismevergunning om:

1° detectorisme te beoefenen voor zonsopgang en na zonsondergang;

2° detectorisme te beoefenen op privaat of publiek eigendom zonder de toestemming van de eigenaar of de persoon die het daadwerkelijk genot over de plaats heeft;

3° detectorisme te beoefenen zonder in het bezit te zijn van de kaart bedoeld in artikel R.80-3, § 3, tweede lid;

4° de grond om te spitten tot een diepte die groter is dan de dikte van de ploeg of humuslaag.

Zonsopgang en zonsondergang zoals bedoeld in lid 1, 1°, worden bepaald door de Koninklijke Sterrenwacht van België.

Art. R.80-7. § 1. Het organiseren en het houden van bijeenkomsten of evenementen met meer dan tien deelnemers met als doel het beoefenen van detectorisme, is toestemming nodig van de erfgoeddienst is onderworpen aan een machtiging verstrekt door de erfgoedadministratie

Het verlenen van de machtiging voor het organiseren van een bijeenkomst voor het beoefenen van detectorisme is onderworpen aan :

1° de verplichting voor alle deelnemers om over een machtiging tot detectorisme te beschikken;

2° een beperking van het aantal deelnemers tot honderd;

3° een prospectiegebied beperkt tot maximaal vijf hectare.

§ 2. Elke aanvraag tot machtiging betreffende de organisatie van een bijeenkomst voor detectorisme wordt ingediend door middel van het formulier vastgesteld door de Minister, die er de inhoud van vastlegt.

De aanvraag moet op papier of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

§ 3. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie stuurt de beslissing over de aanvraag naar de aanvrager binnen dertig dagen na verzending van de ontvangstbevestiging van de volledige aanvraag.

De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie kan speciale voorwaarden verbinden aan de machtiging.

Art. R.82-1. De verplichtingen bedoeld in artikel D.82, § 1r, worden uitgevoerd via het online portaal van Wallonië.

Art. R.82-2. Het model voor de verklaring van intentie tot vervreemding wordt vastgesteld door de Minister en bevat ten minste de volgende gegevens:

1° identificatie en beschrijving van het archeologisch goed ;

2° de prijsindicatie en de voorwaarden van de geplande vervreemding, of, in het geval van een openbare verkoop, de nadere verkoopregels waaronder de eventuele inzet;

Art. R.82-3. Elke aanvraag tot machtiging bedoeld in artikel D.82, § 3, tweede lid, wordt ingediend door middel van het formulier vastgesteld door de Minister, die er de inhoud van vastlegt.

De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie verstrekt de machtiging bedoeld in artikel D.82, § 2, lid 2.

Art. R.82-4. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten is de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie bevoegd om het recht van voorkoop ten gunste van het Waals Gewest uit te oefenen. Hij beschikt over een termijn van zestig dagen vanaf de kennisgeving bedoeld in artikel D.82, § 4, eerste lid, om het recht van voorkoop uit te oefenen.

§ 2. De aankoopprijs van het goed waarop een recht van voorkoop rust, wordt bepaald in onderling overleg tussen de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie en de persoon die het goed wil verkopen of vervreemden.

Als de partijen geen overeenstemming kunnen bereiken over de aankoopprijs van het goed, wordt daartoe door de partijen een onafhankelijke deskundige aangewezen die bevoegd is op het gebied van de verkoop van archeologische goeden. De kosten van de opdracht van de aangestelde deskundige worden gedragen door de erfgoedadministratie.

Binnen dertig dagen nadat de aankoopprijs van het goed door de in lid 2 bedoelde deskundige is vastgesteld, kan de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie afstand doen van het recht van voorkoop ten gunste van het Waals Gewest. Deze verklaring van afstand is onherroepelijk.

Binnen dertig dagen te rekenen van het bepalen van de aankoopprijs van het goed verzoekt de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie de Minister om de instemming met de aankoop van het onroerend goed. Bij gebrek aan instemming van de Minister binnen dertig dagen te rekenen van het verzoek om zijn instemming, kan de inspecteur-generaal het recht van voorkoop van het Waals Gewest niet uitoefenen en wordt hij geacht er onherroepelijk afstand van te hebben gedaan. Hij brengt de persoon die het goed wil verkopen of vervreemden onmiddellijk op de hoogte.

TITEL 5. INSTRUMENTEN VOOR SENSIBILISERING, INSTANDHOUDING EN DOCUMENTATIE

Hoofdstuk 1. Publieke sensibiliseringsacties

Art R.83-1. De erfgoedadministratie voert de sensibiliseringsacties als bedoeld in artikel D.83.

Hoofdstuk 2. Het gewestelijk centrum voor documentatie over en instandhouding van het erfgoed

Art. R.84-1. De erfgoedadministratie organiseert en beheert een gewestelijk documentatiecentrum dat instaat voor de instandhouding en de verspreiding van alle documentatie over het Waalse erfgoed.

Het doel van het in lid 1 bedoelde gewestelijk centrum is :

- 1° de verwerving en langdurige bewaring van erfgoeddocumentatie ;
- 2° het gebruik van de collecties voor pedagogische, didactische wetenschappelijke en culturele doeleinden.

Het gewestelijk centrum bedoeld in lid 1 omvat een of meer :

- 1° bibliotheken ;
- 2° materiaalbibliotheken ;
- 3° lithotheken;
- 4° fotobibliotheken.

Hoofdstuk 3. Klein volkspatrimonium van Wallonië

Art. R.85-1. Het kleine volkspatrimonium van Wallonië bestaat uit de volgende categorieën:

- 1° plaatsen waar water opborrelt of aan de oppervlakte komt;
- 2° klein religieus patrimonium;
- 3° openingen ;
- 4° tekens;
- 5° afbakeningen;
- 6° verlichting;
- 7° elementen met betrekking tot het meten van tijd of ruimte;
- 8° informatie met betrekking tot justitie of vrijheden;
- 9° elementen met betrekking tot rust en dagelijks leven ;
- 10° ijzeren en houten ornamenten ;
- 11° militair erfgoed en herdenking ;
- 12° bomen met erfgoedwaarde, alsook hun bovengrondse of ondergrondse leefomgeving die o.a. hun stelsel van wortels omvat en de omtrek die nodig is voor de ontwikkeling en de instandhouding van de boom:
- 13° voormalige werktuigen;
- 14° decoratieve kunst ;
- 15° goederen i.v.m de fauna, de flora en de mineralen;
- 16° het vervoer;
- 17° werkplaatsen.

De Minister kan de samenstellende elementen van de in lid 1 bedoelde categorieën vaststellen.

TITEL 6. DE BEROEPEN DIE HET ERFOED TOT DOEL HEBBEN

Art. R.86-1. In het kader van de opdrachten bedoeld in artikel D.86, is de erfgoedadministratie belast met het opzetten en beheren van :

- 1° een "Centre des Métiers du Patrimoine" genoemd « la Paix-Dieu » te Amay;
- 2° een "Pôle de la Pierre" te Zinnik.

Art. R.86-2. In het kader van haar opdrachten bedoeld in artikel D.86 kan de erfgoedadministratie :

- 1° korte of lange, kosteloze of betalende, theoretische en praktische opleidingen of alternerende opleidingen aanbieden, ontwerpen, organiseren en bevorderen;
- 2° pedagogische activiteiten specifiek voor beroepen met het oog op erfgoedstudie en -conservering ontwerpen, organiseren en bevorderen;

3° referentiewerken voor opleidingen en beoordelingen opstellen die specifiek zijn voor erfgoedberoepen en onderwijsactiviteiten;

4° eventueel in samenwerking met andere opleidingsinstellingen, de behoeften aan opleiding voor de erfgoedberoepen uit de erfgoedsector en uit de bouwsector en uit de industrie die verband houdt met natuurlijke rijkdommen identificeren;

5° een publiek tewerkstellings- en opleidingsbeleid voor erfgoedberoepen ontwerpen en ondersteunen;

6° overeenkomsten en partnerschappen sluiten of samenwerkingsverbanden aangaan met publieke of private instellingen;

7° het organiseren van eender welk evenement, actie of activiteit;

8° het creëren, produceren en verspreiden van om het even welk type communicatie, alsook pedagogische en didactische publicaties, via om het even welk medium;

9° nationale of internationale overeenkomsten sluiten en deelnemen aan nationale of internationale partnerschappen met betrekking tot het organiseren en verstrekken van steun en stimulansen voor opleiding en mobiliteit.

De opleidingen, bedoeld in het eerste lid, 1°, kunnen leiden tot het uitreiken van een getuigschrift of diploma.

TITEL 7. STEUN

Hoofdstuk 1. Bijstand

Art. R.87-1. De minister bepaalt welke goeden in aanmerking komen voor bijstand.

De erfgoedadministratie voert de bijstand als bedoeld in artikel D.87 uit.

Hoofdstuk 2. Toelagen

Afdeling 1. Subsidies voor geklasseerde goeden

Onderafdeling 1. Het doel en de begunstigde van de subsidie

Art. R.88-1. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister of de Regering, overeenkomstig de machtiging in zijn werkingsbesluit, een subsidie toekennen voor :

1° het uitvoeren van een voorafgaand onderzoek op:

a) een als monument geklasseerd goed;

b) een gebouwd element van een als een architectonisch ensemble geklasseerd goed;

2° het uitvoeren van dringende instandhoudingsverrichtingen en -werken op :

a) een als monument geklasseerd goed;

b) een goed ingeschreven op de beschermingslijst ;

c) een gebouwd element van een als een architectonisch ensemble geklasseerd goed;

3° het uitvoeren van onderhoudsverrichtingen en -werken op :

a) een als monument geklasseerd goed;

b) een gebouwd element van een als een architectonisch ensemble geklasseerd goed;

4° het uitvoeren van restauratieverrichtingen en -werken op :

a) een als monument geklasseerd goed;

b) een gebouwd element van een als een architectonisch ensemble geklasseerd goed.

Een subsidie voor het uitvoeren van handelingen en werken aan een gebouwd element van een als een architectonisch ensemble geklasseerd goed wordt alleen toegekend als de gesubsidieerde handelingen en werken deel uitmaken van of de samenhang versterken met het architectonisch ensemble.

§ 2. Voor subsidie voor het verrichten van een voorafgaand onderzoek als bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 1° komen in aanmerking posten die bestemd zijn voor :

1° de onderzoekingen voor het uitvoeren van het voorafgaand onderzoek;

2° de middelen voor de uitvoering van het voorafgaand onderzoek;

3° de schoonmaak- en opruimwerkzaamheden die nodig zijn voor het voorafgaand onderzoek.

§ 3. De posten die in aanmerking komen voor een subsidie voor dringende instandhoudingsverrichtingen en -werken als bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°, zijn posten die, ten gevolge van ongewone weersomstandigheden, een natuurramp of een toevallige gebeurtenis, bestemd zijn :

1° om het goed onverwijd te beschermen en te stabiliseren;

2° om voor uitvoering van de definitieve verrichtingen en werken het goed voorlopig te beschermen;

3° om een element dat de beschermingsmaatregel rechtvaardigde en dat een erfgoedkarakter heeft, onverwijd te beschermen tegen vandalisme of diefstal.

§ 4. De posten die in aanmerking komen voor subsidie voor het verrichten van onderhoudshandelingen en -werken als bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 3° zijn posten die bestemd zijn voor :

1° de onderhoudsverrichtingen en -werken;

2° de uitvoeringsmiddelen;

3° de materialen;

4° het vervoer.

§ 5. De posten die in aanmerking komen voor subsidie voor het verrichten van restauratiehandelingen en -werken als bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 4° zijn posten die verband houden met :

1° de bescherming tegen noodweer, brand, ondergrondse waterbewegingen of elk ander natuurincident;

2° de voorlopige bescherming van het goed voor uitvoering van de definitieve handelingen en werken;

3° de bescherming tegen vandalisme of diefstal van de elementen die het treffen van beschermingsmaatregelen verantwoord hebben en die een erfgoedkarakter vertonen;

4° de behandelingen tot vrijwaring, instandhouding, stabilisatie, herstel, consolidatie of restauratie van het goed, geheel of gedeeltelijk;

5° de vervanging van originele stukken van een goed die niet geconsolideerd of gestabiliseerd kunnen worden;

6° het vrijmaken en onderstrepen van archeologische elementen die de karakteristieken die de beschermingsmaatregelen verantwoord hebben, versterken;

7° het verwijderen van toevoegingen die de karakteristieken die de beschermingsmaatregelen verantwoord hebben, geweld aandoen;

8° bovengemiddelde voorzichtigheidsmaatregelen nodig voor de uitvoering van de restauratiewerken’;

9° de ruwbouw om een nieuwe bestemming te geven aan het monument’;

10° het in overweging nemen van de bijzondere klimaatomstandigheden nodig voor de instandhouding van de waardevolle onderdelen van het goed;

11° de openstelling voor het publiek en toegankelijkheid van het goed ;

12° werken voor de verbetering van energieprestatie van het goed.

§ 6. De Minister kan de omvang van de in de leden 2 tot en met 5 bedoelde in aanmerking komende posten nader omschrijven.

Art. R.88-2. Een subsidie als bedoeld in artikel R.88-1 kan worden toegekend :

1° aan de eigenaar van het goed;

2° aan elke persoon die de toestemming heeft van de eigenaar van het goed om het voorafgaande onderzoek of de handelingen en werken waarvoor een subsidie wordt aangevraagd, uit te voeren.

Onderafdeling 2. Subsidieaanvraag

Art. R.88-3. § 1. Elke subsidieaanvraag moet worden ingediend middels het formulier dat is vastgelegd door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

De aanvraag moet op papier of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

De aanvrager moet het saldo van de kosten van het gesubsidieerde object betalen dat niet wordt gedekt door de subsidie.

Art. R.88-4. De subsidieaanvraag voor het verrichten van een voorafgaand onderzoek als bedoeld in artikel R.88-1, § 1, lid 1, 1°, bevat minstens:

1° een bewijs van eigendom of zakelijk recht of enig ander bewijs dat de subsidieaanvrager gerechtigd is tot het uitvoeren van het voorafgaand onderzoek waarvoor subsidie wordt aangevraagd;

2° een gedetailleerde beschrijving van het voorafgaand onderzoek en de voorwaarden voor de uitvoering ervan;

3° een attest van de btw-administratie betreffende het btw-statuuut en het btw-stelsel van de aanvrager, of een verklaring op erewoord dat de aanvrager niet btw-plichtig is.

In aanvulling op lid 1 bevat de aanvraag, wanneer de aanvrager niet is onderworpen aan de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, ten minste drie gedetailleerde offertes van verschillende dienstverleners met een lijst van alle diensten stap voor stap, een prijs voor elk onderdeel van de opmeting, de geldigheidsduur ervan, alsmede een analyse met betrekking tot de vergelijking van deze offertes, met vermelding van de gekozen offerte. Een aanvraag kan minder dan drie offertes bevatten:

1° wanneer de dringende noodzakelijkheid van de studies ten gevolge van onvoorziene gebeurtenissen niet toelaat dat meer dan één aannemer wordt geraadpleegd;

2° wanneer de handelingen en werken wegens hun specifieke technische of artistieke aard enkel aan een bepaalde aannemer kan worden toevertrouwd;

3° wanneer geen enkel gevolg is gegeven aan het verzoek tot indienen van adviezen.

In het geval bedoeld in het tweede lid, 3°, bevat de aanvraag het bewijs dat er een offerte is aangevraagd.

In aanvulling op lid 1 bevat de aanvraag, wanneer de aanvrager onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten of de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake overheidsopdrachten overeenkomstig artikel R.88-17 toepast, het volgende:

1° het bijzondere bestek;

2° de aankondiging van de opdracht of het bewijs van overleg met ten minste drie ondernemingen in het geval van een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

3° in voorkomend geval, het proces-verbaal van opening van de offertes’;

4° alle ingediende offertes;

5° het verslag van de analyse van de offertes;

6° de gemotiveerde gunningsbeslissing ;

7° het advies van de toezichthoudende overheid over de gunningsprocedure wanneer dit vereist is krachtens het Wetboek van Plaatselijke Democratie en Decentralisatie.

Art. R.88-5. De subsidieaanvraag voor het verrichten van dringende instandhoudingsverrichtingen en -werken als bedoeld artikel R.88-1, § 1, lid 1, 2°, bevat minstens:

1° een omschrijving van de handelingen en werken;

2° de opmetingsstaat van de aannemer die de werkzaamheden uitvoert;

3° de eindafrekening van handelingen en werken ;

4° de facturen en bewijsstukken met betrekking tot de handelingen en werken;

5° een attest van de btw-administratie betreffende het btw-statuuut en het btw-stelsel van de aanvrager, of een verklaring op erewoord dat de aanvrager niet btw-plichtig is. ;

6° de betalingsbewijzen van de uitgevoerde werken.

In aanvulling op lid 1 bevat de aanvraag, wanneer de begunstigde niet is onderworpen aan de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, ten minste drie gedetailleerde offertes van verschillende aannemers met een lijst van alle prestaties stap voor stap, een prijs voor elk onderdeel van de opmeting, de geldigheidsduur ervan, alsmede een analyse met betrekking tot de vergelijking van deze offertes, met vermelding van de gekozen offerte. Een aanvraag kan minder dan drie offertes bevatten:

1° wanneer de dringende noodzakelijkheid van de handelingen en werken ten gevolge van onvoorziene gebeurtenissen niet toelaat dat meer dan één aannemer wordt geraadpleegd;

2° wanneer de handelingen en werken wegens hun specifieke technische of artistieke aard enkel aan een bepaalde aannemer kan worden toevertrouwd;

3° wanneer geen enkel gevolg is gegeven aan het verzoek tot indienen van adviezen.

In het geval bedoeld in het tweede lid, 3°, bevat de aanvraag het bewijs dat er een offerte is aangevraagd.

In aanvulling op lid 1 bevat de aanvraag, wanneer de aanvrager onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten of de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake overheidsopdrachten overeenkomstig artikel R.88-17 toepast, het volgende:

- 1° het bijzondere bestek;
- 2° de aankondiging van de opdracht of het bewijs van overleg met ten minste drie aannemers in het geval van een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- 1° in voorkomend geval, het proces-verbaal van opening van de offertes’;
- 2° alle ingediende offertes;
- 3° het verslag van de analyse van de offertes;
- 4° de gemotiveerde gunningsbeslissing ;
- 5° het advies van de toezichthoudende overheid over de gunningsprocedure wanneer dit vereist is krachtens het Wetboek van Plaatselijke Democratie en Decentralisatie.

Art. R.88-6. De subsidieaanvraag voor het uitvoeren van onderhoudshandelingen en -werken als bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 3°, of voor het uitvoeren van restauratiehandelingen en -werken als bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 4°, bevat ten minste :

- 1° een bewijs van eigendom of zakelijk recht of enig ander bewijs dat de subsidieaanvrager gerechtigd is tot het uitvoeren van het voorafgaande onderzoek waarvoor subsidie wordt aangevraagd;
- 2° een attest van de btw-administratie betreffende het btw-statuuut en het btw-stelsel van de aanvrager, of een verklaring op erewoord dat de aanvrager niet btw-plichtig is. ;
- 3° als voor de handelingen en werken waarvoor een subsidie wordt gevraagd een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een milieuvergunning of een bedrijfsvergunning nodig is, de vergunning die werd afgeleverd;
- 4° indien de aanvrager het hogere tarief bedoeld in artikel R.88-10, § 3, achtste lid, aanvraagt, een verklaring op erewoord dat de onderhoudswerkzaamheden zullen worden uitgevoerd door de eigenaar, door een vrijwilliger met schriftelijke toelating van de eigenaar of door de technische diensten van de overheidsinstantie die eigenaar is van het onroerend goed;
- 5° als de aanvrager een gemeentelijk of provinciaal tegemoetkomingstarief heeft verkregen dat hoger is dan het tarief voorzien in artikel R.97-2, een afschrift van de beraadslaging van de betrokken instanties.

In aanvulling op lid 1 bevat de aanvraag, wanneer de begunstigde niet is onderworpen aan de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, ten minste drie gedetailleerde offertes van verschillende aannemers met een lijst van alle prestaties stap voor stap, een prijs voor elk onderdeel van de opmeting, de geldigheidsduur ervan, alsmede een analyse met betrekking tot de vergelijking van deze offertes, met vermelding van de gekozen offerte. Een aanvraag kan minder dan drie offertes bevatten:

- 1° wanneer de dringende noodzakelijkheid van de handelingen en werken ten gevolge van onvoorziene gebeurtenissen niet toelaat dat meer dan één aannemer wordt geraadpleegd;
- 2° wanneer de handelingen en werken wegens hun specifieke technische of artistieke aard enkel aan een bepaalde aannemer kunnen worden toevertrouwd;
- 3° wanneer geen enkel gevolg is gegeven aan het verzoek tot indienen van adviezen.

In het geval bedoeld in het tweede lid, 3°, bevat de aanvraag het bewijs dat er een offerte is aangevraagd.

In aanvulling op lid 1 bevat de aanvraag, wanneer de begunstigde onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten of de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake overheidsopdrachten overeenkomstig artikel R.88-17 toepast, het volgende:

- 1° het bijzondere bestek;
- 2° de aankondiging van de opdracht of het bewijs van overleg met ten minste drie aannemers in het geval van een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- 3° in voorkomend geval, het proces-verbaal van opening van de offertes’;
- 4° alle ingediende offertes.
- 5° het verslag van de analyse van de offertes;
- 6° de gemotiveerde gunningsbeslissing ;
- 7° het advies van de toezichthoudende overheid over de gunningsprocedure wanneer dit vereist is krachtens het Wetboek van Plaatselijke Democratie en Decentralisatie.

Art. R.88-7. Op straffe van niet-ontvankelijkheid of verlies van het voordeel van de subsidie mag de aanvrager geen overeenkomst sluiten of een overheidsopdracht toewijzen met betrekking tot de uitvoering van handelingen en werken waarvoor subsidie is aangevraagd voordat de subsidie is verleend, met uitzondering van de gevallen bedoeld in artikel D.95.

Onderafdeling 3. Berekening van de subsidie

Art. R.88-8. § 1. Onverminderd de uitvoering van de controle van het normale karakter van de prijzen, wordt het bedrag van de subsidie dat betrekking heeft op het uitvoeren van een voorafgaand onderzoek bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 1°, op het uitvoeren van onderhoudshandelingen en -werken bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 3°, of tot het verrichten van restauratiehandelingen en -werken als bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 4°, berekend:

- 1° wanneer de begunstigde niet onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, door het invullen van een opmetingsstaat die alle in aanmerking komende posten omvat op basis van de prijzen voor de in aanmerking komende posten die zijn vermeld in de offerte van de aannemer of dienstverlener die de laagste prijzen heeft ingediend en die voldoet aan de vereisten inzake technische bekwaamheid ;
- 2° wanneer de begunstigde onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten of de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake overheidsopdrachten overeenkomstig artikel R.88-17 toepast, door het invullen van een opmetingsstaat die alle in aanmerking komende artikelen omvat op basis van de prijzen voor de vermelde in aanmerking komende artikelen :
 - a) in het geval van een overheidsopdracht met een laag bedrag, in de aan het einde van de gunningsprocedure geselecteerde inschrijving;

b) in het geval van een overheidsopdracht die geen overheidsopdracht met een laag bedrag is, in de economisch voordeligste inschrijving in de zin van artikel 81 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

§ 2. Onverminderd de uitvoering van de controle van het normale karakter van de prijzen, wordt het bedrag van de subsidie met betrekking tot de uitvoering van dringende instandhoudingshandelingen en -werken bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 2°, berekend door het invullen van een opmetingsstaat die alle in aanmerking komende elementen bevat op basis van de prijzen van de in aanmerking komende elementen die vermeld zijn in de offerte die door de begunstigde is geselecteerd voor de uitvoering van de dringende instandhoudingshandelingen en -werken.

§ 3. De subsidie wordt berekend op basis van de bedragen exclusief btw, tenzij de begunstigde btw moet betalen.

Art. R.88-9. § 1. Bij het onderzoeken van de subsidieaanvraag controleert de erfgoedadministratie :

1° het normale karakter van de in het bestek of de offerte vermelde prijzen op basis waarvan de subsidie wordt berekend;

2° de naleving door de aannemer of de inschrijver aan wie men voornemens is de opdracht te gunnen, van de vereisten inzake technische capaciteit die in erfgoedmachtiging of in het bijzonder bestek zijn opgenomen;

3° in voorkomend geval, naleving van de bepalingen van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

Lid 1, 2°, is niet van toepassing op de subsidie bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 2°, als de dringende instandhoudingsmaatregelen en -werken al zijn uitgevoerd.

§ 2. Wanneer erfgoedadministratie vaststelt dat een prijs abnormaal is, kan zij een referentiebedrag vaststellen voor een in aanmerking komend artikel op basis van een of meer van de volgende criteria:

1° de prijzen die gewoonlijk op de markt worden aangerekend voor dit soort posten;

2° de prijzen vermeld in de door de projectontwerper uitgevoerde opmetingsstaat of in de verschillende ramingen en offertes.

In het kader van de controle van het normale karakter van prijzen kan de erfgoedadministratie elk verzoek om informatie of rechtvaardiging naar de aanvrager sturen. De aanvrager moet de informatie of bewijsstukken binnen de door de erfgoedadministratie vastgestelde termijn indienen, op straffe van onontvankelijkheid van de subsidieaanvraag.

§ 3. Als de begunstigde van de subsidie een beroep wenst te doen op een andere aannemer of dienstverlener dan de aannemer of dienstverlener aan wie men voornemens is de opdracht te gunnen, voor wie een controle bedoeld in paragraaf 1^{er}, eerste lid, 2°, wordt uitgevoerd, moet hij de erfgoedadministratie hiervan vooraf op de hoogte brengen.

Als de erfgoedadministratie vaststelt dat de aannemer of dienstverlener die belast is met het uitvoeren van de voorafgaande onderzoeken of de gesubsidieerde handelingen en werken niet voldoet aan de vereisten met betrekking tot technische bekwaamheid, verliest de begunstigde het voordeel van de subsidie tenzij hij een andere aannemer of dienstverlener aanstelt die wel voldoet aan de vereisten met betrekking tot technische bekwaamheid.

Art. R.88-10. § 1. De subsidie voor een voorafgaande onderzoek bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 1°, wordt vastgesteld op tachtig procent van de in aanmerking komende posten.

§ 2. De subsidie voor dringende instandhoudingshandelingen en -werken bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 2°, wordt vastgesteld op vijftig procent van de in aanmerking komende posten.

In afwijking van lid 1 wordt het in lid 1 bedoelde subsidiepercentage verhoogd tot vijfenzeventig procent voor handelingen en werken aan een goed dat deel uitmaakt van het uitzonderlijk erfgoed van Wallonië.

De tarieven bedoeld in het eerste lid en in het tweede lid worden verhoogd met vijftien procent voor het uitvoeren van dringende instandhoudingshandelingen en -werken ten gevolge van een openbare natuurramp erkend overeenkomstig het decreet van 26 mei 2016 betreffende de vergoeding van bepaalde schade veroorzaakt door openbare natuurrampen.

§ 3. De subsidie voor dringende instandhoudingshandelingen en -werken bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 3°, wordt vastgesteld op vijftig procent van de in aanmerking komende posten.

In afwijking van lid 1 wordt het in lid 1 bedoelde subsidiepercentage verhoogd tot vijfenzeventig procent voor handelingen en werken aan een goed dat deel uitmaakt van het uitzonderlijk erfgoed van Wallonië.

De in lid 1 en lid 2 bedoelde subsidiepercentages worden in een van de volgende gevallen met tien procent verhoogd voor goederen die als monument of als architectonisch geheel zijn gelabeld:

1° wanneer het geklasseerde goed een culturele of educatieve functie vervult of een woning van openbaar nut is en de geklasseerde delen ervan op verzoek van de erfgoedadministratie toegankelijk zijn voor het publiek tijdens Open Monumentendagen of andere evenementen georganiseerd door de erfgoedadministratie in overeenstemming met de voorwaarden vastgelegd in de beslissing tot toekenning van de subsidie;

2° wanneer het geklasseerde goed toegankelijk is voor het publiek overeenkomstig de voorwaarden vastgelegd in een overeenkomst gesloten met de Minister of de Waalse Regering indien de toekenning van de subsidie onderworpen is aan de instemming van deze laatste overeenkomstig haar werkingsbesluit.

De overeenkomst bedoeld in paragraaf 3, 2°, wordt afgesloten voor een periode van tien jaar en houdt minstens in dat het goed toegankelijk moet zijn op vraag van de erfgoedadministratie op ten minste vijf dagen per jaar, inclusief tijdens Open Monumentendagen of elk ander evenement georganiseerd door de erfgoedadministratie. Het aantal dagen dat het gebouw toegankelijk is voor het publiek houdt rekening met de aard van het geklasseerde goed en de bestemming ervan.

In het geval, bedoeld het derde lid, 2°, wordt, indien de verhoogde subsidie onderworpen is aan het akkoord van de Regering overeenkomstig haar werkingsbesluit, het akkoord gesloten met de Waalse Regering op hetzelfde ogenblik als het subsidiebesluit.

Als niet aan de voorwaarden van lid 3 wordt voldaan, betaalt de begunstigde van de subsidie de verhoging met tien procent terug.

De Minister kan een standaardformulier vaststellen voor de overeenkomst, vermeld in lid 3, 2°.

In afwijking van het eerste, tweede en derde lid wordt het subsidiepercentage verhoogd tot negentig procent, mits de onderhoudshandelingen en -werken betrekking hebben op een als monument geklasseerd goed en worden uitgevoerd door de eigenaar, door een vrijwilliger met schriftelijke toestemming van de eigenaar of door de technische dienst van een overheidsinstantie die eigenaar is van het goed. In dit geval dekt de subsidie de kosten van materialen, vervoer of uitvoeringsmiddelen, exclusief arbeid, en bedraagt ze niet meer dan €15.000.

§ 4. De subsidie voor restauratiehandelingen en -werken bedoeld in artikel R.88-1, § 1, paragraaf 1, 4°, is vastgesteld op vijftig procent van de in aanmerking komende posten, met uitzondering van de handelingen en werken die betrekking hebben op de verbetering van de energieprestatie en de openstelling voor het publiek en de toegankelijkheid van het goed, waarvoor de subsidie beperkt is tot de meerkosten die verband houden met het erfgoedkarakter van het goed.

In afwijking van lid 1 wordt het in lid 1 bedoelde subsidiepercentage verhoogd tot vijfenzeftig procent voor handelingen en werken aan een goed dat deel uitmaakt van het uitzonderlijk erfgoed van Wallonië.

De in lid 1 en lid 2 bedoelde subsidiepercentages worden in een van de volgende gevallen met tien procent verhoogd voor goederen die als monument of als architectonisch geheel zijn gelabeld:

1° wanneer het geklasseerde goed een culturele of educatieve functie vervult of een woning van openbaar nut is en de geklasseerde delen ervan op verzoek van de erfgoedadministratie toegankelijk zijn voor het publiek tijdens Open Monumentendagen of andere evenementen georganiseerd door de erfgoedadministratie in overeenstemming met de voorwaarden vastgelegd in de beslissing tot toekenning van de subsidie;

2° wanneer het geklasseerde goed toegankelijk is voor het publiek overeenkomstig de voorwaarden vastgelegd in een overeenkomst gesloten met de Minister of de Waalse Regering indien de toekenning van de subsidie onderworpen is aan de instemming van deze laatste overeenkomstig haar werkingsbesluit.

De overeenkomst bedoeld in paragraaf 3, 2°, wordt afgesloten voor een periode van tien jaar en houdt minstens in dat het goed toegankelijk moet zijn op vraag van de erfgoedadministratie op ten minste vijf dagen per jaar, inclusief tijdens Open Monumentendagen of elk ander evenement georganiseerd door de erfgoedadministratie. Het aantal dagen dat het gebouw toegankelijk is voor het publiek houdt rekening met de aard van het geklasseerde goed en de bestemming ervan.

In het geval, bedoeld het derde lid, 2°, wordt, indien de verhoogde subsidie onderworpen is aan de instemming van de Regering overeenkomstig haar werkingsbesluit, de overeenkomst gesloten met de Waalse Regering op hetzelfde ogenblik als het subsidiebesluit.

Als niet aan de voorwaarden van lid 3 wordt voldaan, betaalt de begunstigde van de subsidie de verhoging met tien procent terug.

De Minister kan een standaardformulier vaststellen voor de overeenkomst, vermeld in lid 3, 2°.

Als de subsidie bedoeld is voor handelingen en werken om de energieprestatie, de openstelling voor het publiek of toegankelijkheid van het goed te verbeteren, wordt het subsidiebedrag dat betrekking heeft op de meerkosten die verband houden met het erfgoedkarakter van het pand berekend na aftrek van subsidies die onder andere regelingen zijn verkregen.

Art. R.88-11. Onverminderd de artikelen R.97-1 en R.97-2 kan het toekenningsbesluit, wanneer voor de gesubsidieerde onderhouds- of restauratiehandelingen en -werken een financieringsplan moet worden opgesteld dat door meerdere subsidiërende overheden is overeengekomen, naar beneden afwijken van de in artikel R.88-10 bedoelde subsidiepercentages om deze aan te passen aan het financieringsplan en om te voorkomen dat de totale subsidie van de subsidiërende overheden voor de gesubsidieerde werkzaamheden meer dan honderd procent van de kosten bedraagt.

Onderafdeling 4. Vereffening van de subsidie

Art. R.88-12. § 1. De vereffening van de subsidie is onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring door de erfgoedadministratie van het voorafgaande onderzoek of de gesubsidieerde handelingen en werken en aan de naleving van de verplichtingen vermeld in artikel R.88-16.

§ 2. Bij de voltooiing van de handelingen en werken gesubsidieerd krachtens artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 2° tot 4°, verzoekt de begunstigde de erfgoedadministratie na te gaan of de handelingen en werken zijn uitgevoerd met het oog op hun goedkeuring. Afhankelijk van de aard en de omvang van de handelingen en werken kan de erfgoedadministratie beslissen om de inspectie ter plaatse uit te voeren of op basis van een volledig fotografisch verslag als de specifieke aard van het project dat toelaat.

Onverminderd titel 9 van het Wetboek kan de erfgoedadministratie, indien zij na een inspectie ter plaatse van oordeel is dat de gesubsidieerde handelingen en werken niet zijn uitgevoerd in overeenstemming met de goede praktijken, de voorwaarden van de toekenningsopdracht, de erfgoedvergunning of het operationeel plan voor erfgoed, de begunstigde verzoeken om binnen een door haar vastgestelde termijn onder haar toezicht handelingen en werken uit te voeren om ze met de goede praktijken in overeenstemming te brengen, op straffe van verval van de subsidie.

Art. R.88-13. § 1. Wanneer het bedrag, exclusief btw, van het voorafgaande onderzoek of van de gesubsidieerde werken niet hoger is dan de drempel waaronder in principe een opdracht mag worden geplaatst via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, kan de subsidie voor het uitvoeren van een voorafgaand onderzoek bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 1°, de subsidie voor het uitvoeren van onderhoudshandelingen en -werken bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 3°, of de subsidie voor restauratiehandelingen en -werken bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 4°, als volgt worden vereffend:

1° een eerste schijf, die een voorschot vormt, van een bedrag dat overeenstemt met zeventig procent van het totale bedrag van de subsidie, na kennisgeving van het toekenningsbesluit, op basis van :

a) een schuldvorderingsverklaring;

b) een afschrift van het door de aanvrager ondertekende bestek of, als de aanvrager onder de wetgeving inzake overheidsopdrachten valt, een afschrift van de kennisgeving van de gunningsbeslissing aan de inschrijver door de aanvrager;

c) de basale staat van vordering ;

2° het saldo van de subsidie na voltooiing van het voorafgaande onderzoek of voorlopige oplevering van de gesubsidieerde handelingen en werken op basis van :

a) een schuldvorderingsverklaring;

b) het voorafgaande onderzoek in het geval van een subsidie als bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 1° ;

c) de eindafrekening van het voorafgaand onderzoek of de gesubsidieerde handelingen en werken ;

d) facturen en bewijsstukken met betrekking tot het voorafgaand onderzoek of gesubsidieerde werkzaamheden;

e) de betalingsbewijzen;

f) in voorkomend geval, een document van een verzekeringsinstelling waaruit blijkt dat een verzekering is afgesloten voor de gesubsidieerde handelingen en werken.

§ 2. Wanneer het bedrag, btw niet meegerekend, van het voorafgaand onderzoek van de gesubsidieerde handelingen en werken de principiedrempel overschrijdt waaronder een overheidsopdracht via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaandelijke bekendmaking kan worden gegund, wordt de subsidie betreffende de uitvoering van een voorafgaand onderzoek als bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 1°, de subsidie betreffende de uitvoering van onderhoudshandelingen en -werken als bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 3°, of de subsidie betreffende de uitvoering van restauratiehandelingen en werken als bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 4° als volgt vereffend:

1° een eerste schijf, die een voorschot vormt, van een bedrag dat overeenstemt met vijftig procent van het totale bedrag van de subsidie, na kennisgeving van het toekenningsbesluit, op basis van :

a) een schuldvorderingsverklaring;

b) een afschrift van het door de aanvrager ondertekende bestek of, als de aanvrager onder de wetgeving inzake overheidsopdrachten valt, een afschrift van de kennisgeving van de gunningsbeslissing aan de inschrijver door de aanvrager;

c) de basale staat van vordering ;

2° een tweede schijf, die een voorschot vormt, van een bedrag dat overeenstemt met dertig procent van het totale bedrag van de subsidie, nadat de begunstigde meer dan veertig procent van de totale kostprijs van de gesubsidieerde handelingen en werken heeft betaald, op basis van :

a) een schuldvorderingsverklaring;

b) de tussentijdse staten van vordering van het voorafgaand onderzoek of de gesubsidieerde handelingen en werken ;

c) de facturen en bewijsstukken met betrekking tot het voorafgaand onderzoek of gesubsidieerde handelingen en werken;

d) de betalingsbewijzen;

3° het saldo van de subsidie na voltooiing van het voorafgaande onderzoek of voorlopige oplevering van de gesubsidieerde handelingen en werken op basis van :

a) een schuldvorderingsverklaring;

b) het voorafgaande onderzoek in het geval van een subsidie als bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 1° ;

c) de eindafrekening van het voorafgaand onderzoek of de gesubsidieerde handelingen en werken ;

d) facturen en bewijsstukken met betrekking tot het voorafgaand onderzoek of gesubsidieerde werkzaamheden;

e) de betalingsbewijzen;

f) in voorkomend geval, een document van een verzekeringsinstelling waaruit blijkt dat een verzekering is afgesloten voor de gesubsidieerde handelingen en werken.

§ 3. De subsidie voor het uitvoeren van dringende instandhoudingshandelingen en werken bedoeld in artikel R.88-1, § 1^{er}, eerste lid, 2°, wordt volledig uitbetaald na goedkeuring door de erfgoedadministratie op basis van :

1° een schuldvorderingsverklaring ;

2° de eindafrekening van de gesubsidieerde handelingen en werken ;

3° de facturen en bewijsstukken met betrekking tot de gesubsidieerde posten;

4° de betalingsbewijzen;

5° in voorkomend geval, een document van een verzekeringsinstelling waaruit blijkt dat een verzekering is afgesloten voor de gesubsidieerde handelingen en werken;

6° in voorkomend geval, kennisgeving van de gemotiveerde beslissing tot gunning van de overheidsopdracht wanneer de begunstigde onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Minister kan specifieke modaliteiten vastleggen voor de vereffening van de subsidie voor de uitvoering van dringende instandhoudingshandelingen en werken ten gevolge van een openbare natuurramp erkend overeenkomstig het decreet van 26 mei 2016 betreffende de vergoeding van bepaalde schade veroorzaakt door openbare natuurrampen.

§ 4. Onverminderd de artikelen R.97-1 en R.97-2 kan het toekenningsbesluit, wanneer de gesubsidieerde handelingen en werken inzake onderhoud of restauratie, de uitwerking vereisen van een financieringsplan in overleg tussen meerdere subsidiërende overheden, afwijken van de nadere vereffeningregels bedoeld in de paragrafen 2 en 3 om ze aan te passen aan het financieringsplan.

Onderafdeling 5. De aanvullende subsidie

Art. R.88-14. § 1. Na afloop van de uitvoering van de gesubsidieerde handelingen en werken krachtens artikel R.88-1, § 1, lid 1, 2° tot 4°, kan de eigenaar om de toekenning van een aanvullende subsidie verzoeken wanneer de handelingen en werken aanleiding geven tot tijdens de subsidieaanvraag niet te voorziene handelingen en werken die onontbeerlijk zijn voor de voortzetting van de handelingen en werken of het behoud van de elementen waarvan de patrimoniale waarde en belangen tot de bescherming van het goed hebben geleid.

De aanvrager moet het niet te voorziene en essentiële karakter van het werk waarvoor een aanvullende subsidie wordt aangevraagd, rechtvaardigen.

De aanvullende subsidie kan worden toegekend wanneer de onvoorziene en onontbeerlijke handelingen en werken resulteren in :

1° een overschrijding van de hoeveelheid vermeld op de opmetingsstaat die wordt gebruikt voor de berekening van de subsidie;

2° het zich voordoen van een post die in aanmerking komt voor de subsidie, niet vermeld op de opmetingsstaat die wordt gebruikt voor de berekening van de subsidie.

Een aanvraag voor een aanvullende subsidie wordt niet-ontvankelijk verklaard als de subsidieaanvraag betrekking heeft op een bedrag lager dan :

1° vijf procent van het bedrag van de gesubsidieerde handelingen en werken waarvoor deze aanvullende subsidie wordt aangevraagd;

2° 2.500 euro.

In het geval, bedoeld in paragraaf 3, 1°, wordt de aanvullende subsidie berekend op basis van de prijzen die werden gebruikt voor de berekening van de initiële subsidie.

In het geval bedoeld in het derde lid, 2°:

1° als de aanvrager niet onderworpen is aan de wetgeving op de overheidsopdrachten, wordt de aanvullende subsidie berekend op basis van een prijs offerte van de aannemer of de opdrachtnemer die belast is met de uitvoering van de gesubsidieerde werken;

2° als de aanvrager onderworpen is aan de wetgeving op de overheidsopdrachten, wordt de aanvullende subsidie berekend op basis van de offerte van de opdrachtnemer.

In het geval bedoeld in lid 6, 1°, kan de erfgoedadministratie de normale aard van de prijzen nagaan overeenkomstig artikel R.88-9.

Het subsidiepercentage dat van toepassing is op de aanvullende subsidie wordt bepaald overeenkomstig artikel R.88-10.

De subsidie overschrijdt niet vijftien procent van het bedrag van de gesubsidieerde handelingen en werkzaamheden waarvoor een aanvullende subsidie wordt aangevraagd.

§ 2. Na voltooiing van de gesubsidieerde aanvullende handelingen en werken, nodigt de begunstigde de erfgoedadministratie uit om na te gaan of de handelingen en werken zijn uitgevoerd met het oog op hun goedkeuring. De erfgoedadministratie voert de inspectie ter plaatse uit of op basis van een volledig fotografisch verslag als de specifieke kenmerken van het project dat toelaten.

Onverminderd titel 9 van het Wetboek kan de erfgoedadministratie, indien zij na een inspectie ter plaatse van oordeel is dat de gesubsidieerde handelingen en werken niet zijn uitgevoerd in overeenstemming met de goede praktijken, de voorwaarden van de toekenningsopdracht, de erfgoedvergunning of het operationeel plan voor erfgoed, de begunstigde verzoeken om binnen een door haar vastgestelde termijn onder haar toezicht handelingen en werken uit te voeren om ze met de goede praktijken in overeenstemming te brengen, op straffe van verval van de subsidie.

De aanvullende subsidie wordt volledig uitbetaald zodra de erfgoedadministratie de gesubsidieerde handelingen en werken goedkeurt op basis van :

1° een schuldvorderingsverklaring ;

2° de eindafrekening van de gesubsidieerde handelingen en werken ;

3° de facturen en bewijsstukken met betrekking tot de gesubsidieerde posten;

4° de betalingsbewijzen.

Onderafdeling 6. Verplichtingen ten laste van de subsidiegerechtigde

Art. R.88-15. Op gevaar van het verliezen van het voordeel van de subsidie moeten de voorafgaande onderzoeken, onderhoudshandelingen en -werken en de restauratiehandelingen en -werken uiterlijk twee jaar na de datum van kennisgeving van het toekenningsbesluit worden opgestart.

Op een met redenen omkleed verzoek dat ten minste vijfenveertig dagen voor het verstrijken van de in lid 1 bedoelde termijn aan de erfgoedadministratie wordt toegezonden, kan de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie de in lid 1 bedoelde termijnen verlengen.

Art. R.88-16. Om het voordeel van de subsidie te behouden, moet de begunstigde aan de volgende verplichtingen voldoen:

1° de voorafgaande onderzoeken en de gesubsidieerde handelingen en werken uitvoeren in overeenstemming met de regels van het vak en met naleving van de voorwaarden van het toekenningsbesluit, de erfgoedvergunning, het operationeel plan inzake erfgoed of elke andere administratieve toelating verleend voor het uitvoeren van de voorafgaande onderzoeken of de gesubsidieerde handelingen en werken;

2° binnen de in het toekenningsbesluit opgelegde of, bij gebreke daarvan, door de erfgoedadministratie opgelegde termijn, een voortgangsverslag overmaken aan de erfgoedadministratie;

3° toestemming geven voor bezoeken van de erfgoedadministratie om na te gaan of de voorafgaande onderzoeken en de gesubsidieerde handelingen en werken worden uitgevoerd;

4° de erfgoedadministratie uitnodigen om de gesubsidieerde onderhouds- of restauratiehandelingen en -werken voorlopig op te leveren;

5° in te stemmen met het plaatsen van borden op de site met informatie over het geklasseerde goed en de gewestelijke bijdrage;

6° alle ingediende subsidieaanvragen en toegekende subsidies in het kader van voorafgaande onderzoeken of gesubsidieerde handelingen en werken meedelen aan de erfgoedadministratie;

7° de rechten op het gebruik en de communicatie van de voorafgaande onderzoeken die in het kader van haar activiteiten worden gesubsidieerd, gratis over te dragen aan de erfgoedadministratie;

8° de erfgoedadministratie kosteloze toestemming te geven om de voorstudie of de gesubsidieerde handelingen en werken te fotograferen en de foto's in het kader van haar opdrachten aan te wenden.

Onverminderd titel 9 van het Wetboek kan de erfgoedadministratie, in het kader van de bezoeken bedoeld in lid 1, 3°, indien zij van oordeel is dat de onderzoeken of gesubsidieerde handelingen en werken niet zijn uitgevoerd in overeenstemming met de goede praktijken, de voorwaarden van het toekenningsopdracht, de erfgoedvergunning of het operationeel plan voor erfgoed, de begunstigde verzoeken om binnen een door haar vastgestelde termijn onder haar toezicht handelingen en werken uit te voeren om ze met de goede praktijken in overeenstemming te brengen, op straffe van verval van de subsidie.

Onderafdeling 7. Overheidsopdrachten

Art. R.88-17. De aanvrager van een onder deze afdeling vallende subsidie die niet onderworpen is aan de wetgeving inzake overheidsopdrachten, past de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake overheidsopdrachten toe wanneer het bedrag exclusief btw van de gesubsidieerde handelingen en werken hoger is dan de drempel waaronder een opdracht mag worden geplaatst via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

De aanvrager van een onder deze afdeling vallende subsidie die niet onder de wetgeving inzake overheidsopdrachten valt, kan besluiten deze wetgeving toe te passen. In dat geval voldoet het aan alle wettelijke en reglementaire bepalingen met betrekking tot overheidsopdrachten.

Art. R.88-18. Wanneer de begunstigde onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 op de overheidsopdrachten, kan de erfgoedadministratie de toezending eisen van elk document met betrekking tot de gunningsprocedure om na te gaan of de bepalingen van het wetboek of de wet van 17 juni 2016 op de overheidsopdrachten en de uitvoeringsbesluiten ervan zijn nageleefd.

Afdeling 2. Subsidies voor goeden met stip opgenomen in de gewestelijke erfgoedinventaris en voor goeden die deel uitmaken van het Waalse kleine volkse erfgoed.

Onderafdeling 1. Bepaling betreffende de gezamenlijke subsidies bedoeld in artikel D.89

Art. R.89-1. § 1. Als handelingen en werken met betrekking tot een element in aanmerking komen voor subsidie op grond van artikelen R.89-3 en R.89-8, kan de aanvrager EEN subsidie aanvragen:

1° ofwel op basis van artikel D.89, lid 1, 1°

2° ofwel op basis van artikel D.89, lid 1, 2°.

Indien handelingen en werken met betrekking tot een element zijn gesubsidieerd op grond van artikel D.89, eerste lid, 1°, kan geen subsidie worden verleend voor handelingen en werken voor ditzelfde element op grond van artikel D.89, eerste lid, 2°.

Indien handelingen en werken met betrekking tot een element zijn gesubsidieerd op grond van artikel D.89, eerste lid, 2°, kan geen subsidie worden verleend voor handelingen en werken oor ditzelfde element op grond van artikel D.89, eerste lid, 1°.

§ 2. Wanneer de begunstigde onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 op de overheidsopdrachten, kan de erfgoedadministratie de toezending eisen van elk document met betrekking tot de gunningsprocedure om na te gaan of de bepalingen van het wetboek of de wet van 17 juni 2016 op de overheidsopdrachten en de uitvoeringsbesluiten ervan zijn nageleefd.

§ 3. De begunstigde van een subsidie bedoeld in artikel D.89 geeft kosteloze toestemming aan de erfgoedadministratie om het voorafgaande onderzoek of de gesubsidieerde handelingen en werken te fotograferen en de foto's in het kader van haar opdrachten aan te wenden.

Onderafdeling 2. Subsidie voor een goed opgenomen met stip in de gewestelijke erfgoedinventaris

Art. R.89-2. Elke aanvraag voor een subsidie voor een goed opgenomen met stip in de gewestelijke erfgoedinventaris moet worden ingediend met behulp van het formulier dat is vastgelegd door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

Wanneer voor de handelingen en werkzaamheden waarvoor een subsidie wordt gevraagd een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een milieuvergunning of een bedrijfsvergunning is vereist, moet de subsidieaanvraag voorafgaand aan de vergunningaanvraag worden ingediend, op straffe van niet-ontvankelijkheid.

De aanvraag moet op papier of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

Art. R.89-3. Op basis van de te behouden of te herstellen erfgoedkenmerken en lokale kenmerken kan de Minister, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten, een subsidie toekennen voor de uitvoering van de volgende handelingen en werken aan een goed dat met stip is opgenomen in de gewestelijke erfgoedinventaris :

1° het herstel van de gemetselde buitenmuren door:

a) reiniging van het metselwerk met een geschikte methode die geen aanzienlijke aantasting van de materialen veroorzaakt, met uitzondering van droog zandstralen en het gebruik van chemicaliën ;

b) het geheel of gedeeltelijk opnieuw opvoegen van het metselwerk;

c) gedeeltelijke reparatie van het metselwerk om de materialen waaruit het goed bestaat te herstellen;

d) gedeeltelijke herstelling of volledige vernieuwing van bepleistering of een andere traditionele bekleding, inclusief beton;

e) gedeeltelijke of volledige vernieuwing van witkalk;

f) geheel of gedeeltelijk overschilderen met silicaatverf;

2° de restauratie van het buitenschrijnwerk via:

a) reparatie van alle houten erfgoedelementen ;

b) het geheel of gedeeltelijk overschilderen van houten erfgoedelementen;

c) de gedeeltelijke of volledige vernieuwing van houten elementen van erfgoedbelang, op voorwaarde dat ze het voorwerp uitmaken van een erfgoedrestauratie;

3° de restauratie van metalen elementen van erfgoedbelang door :

a) herstel van deze elementen;

b) overschilderen van deze elementen;

c) de gedeeltelijke of volledige vernieuwing van deze elementen van erfgoedbelang, op voorwaarde dat ze het voorwerp uitmaken van een volledig herstel op erfgoedvlak;

4° herstel van decoratieve elementen van erfgoedbelang;

5° herstel van het dak en de ondersteuning ervan, met uitzondering van het aanbrengen van een onderdak of isolatie, door :

a) de herstelling of vervanging van dakbedekkingsmaterialen, op voorwaarde dat ze een erfgoedkarakter hebben en hersteld worden om overeen te stemmen met de bestaande materialen;

b) de reparatie of versterking van structurele elementen die bedoeld zijn om het dak te ondersteunen ;

c) vervanging van alle onderdelen van de dak afdichting;

d) onderhoud van overhangende gevels, inclusief beschermend werk met behulp van loden platen of het verbinden met het dak;

e) restauratie van bestaande schoorstenen;

f) het verwijderen van elementen na de oorspronkelijke staat van het eigendom en het vervormen ervan.

De in lid 1 bedoelde handelingen en werkzaamheden worden uitgevoerd volgens goede praktijken.

Art. R.89-4. § 1. Wanneer de begunstigde niet onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, raadpleegt de begunstigde ten minste drie aannemers of dienstverleners die over de technische capaciteit beschikken om de gesubsidieerde handelingen en werken uit te voeren, teneinde een gedetailleerde offerte te vragen voor de elementen die in aanmerking komen voor subsidie. De gedetailleerde offerte vermeldt alle diensten stap voor stap, een prijs voor elk onderdeel van de opmetingsstaat en de geldigheidsperiode.

Wanneer de begunstigde onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, garanderen de door de aanbestedende overheid vastgestelde selectiecriteria dat de geselecteerde inschrijver over de technische capaciteit beschikt om de gesubsidieerde handelingen en werken uit te voeren.

§ 2. Onverminderd de toepassing van controles op de normale aard van de prijzen, wordt het bedrag van de subsidie berekend :

1° wanneer de begunstigde niet onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, op basis van de prijzen voor de in aanmerking komende posten die zijn vermeld in de offerte van de aannemer of dienstverlener die de laagste prijzen heeft ingediend en die voldoet aan de vereisten inzake technische bekwaamheid ;

2° wanneer de begunstigde onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, op basis van de prijzen voor de vermelde in aanmerking komende artikelen:

a) in het geval van een overheidsopdracht met een laag bedrag, in de aan het einde van de gunningsprocedure geselecteerde inschrijving;

b) in het geval van een overheidsopdracht die geen overheidsopdracht met een laag bedrag is, in de economisch voordeligste inschrijving in de zin van artikel 81 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De subsidieaanvraag wordt overeenkomst artikel R.88-9, onderzocht.

§ 3. De subsidie is vastgesteld op vijfenzeventig procent van het bedrag van de facturen die overeenkomen met de gesubsidieerde handelingen en werken en mag niet meer bedragen dan €10.000 per goed dat met stip is opgenomen in de gewestelijke erfgoedinventaris.

De subsidie wordt berekend op basis van de bedragen exclusief btw, tenzij de begunstigde btw moet betalen.

Art. R.89-5. Op gevaar van het verliezen van het voordeel van de subsidie voor niet-uitgevoerde gesubsidieerde handelingen en werken moeten de gesubsidieerde handelingen en -werken uiterlijk twee jaar na de datum van kennisgeving van het toekenningsbesluit worden uitgevoerd.

Art. R.89-6. § 1. De helft van het bedrag van de subsidie wordt op grond van een schuld vereffend zodra de kennisgeving van het besluit tot toekenning van de subsidie is verricht.

§ 2. Voordat het saldo van de subsidie kan worden uitbetaald, moet de erfgoedadministratie de gesubsidieerde handelingen en werken goedkeuren.

Na voltooiing van de gesubsidieerde aanvullende handelingen en werken, nodigt de begunstigde de erfgoedadministratie uit om na te gaan of de handelingen en werken zijn uitgevoerd met het oog op hun goedkeuring. De erfgoedadministratie voert de inspectie ter plaatse uit of op basis van een volledig fotografisch verslag als de specifieke kenmerken van het project dat toelaten.

Onverminderd titel 9 van het Wetboek kan de erfgoedadministratie, indien zij na een inspectie ter plaatse van oordeel is dat de gesubsidieerde handelingen en werken niet zijn uitgevoerd in overeenstemming met de goede praktijken en de voorwaarden van het toekenningsbesluit, de begunstigde verzoeken om binnen een door haar vastgestelde termijn onder haar toezicht handelingen en werken uit te voeren om ze met de goede praktijken in overeenstemming te brengen, op straffe van verval van de subsidie.

Het saldo van de subsidie wordt uitbetaald zodra de erfgoedadministratie de gesubsidieerde handelingen en werken goedkeurt op basis van :

1° een schuldvorderingsverklaring ;

2° de facturen en bewijsstukken met betrekking tot de gesubsidieerde uitgaven;

3° de betalingsbewijzen.

Onderafdeling 3. Subsidies voor goeden die deel uitmaken van de lijst van het Waalse kleine volkspatrimonium.

Art. R.89-7. Elke aanvraag voor een subsidie voor een goed opgenomen op de lijst van goederen uit het Waalse kleine volkspatrimonium moet worden ingediend met behulp van het formulier dat is vastgelegd door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

De aanvraag moet op papier of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

Art. R.89-8. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister een subsidie van maximaal 10.000 euro toekennen om onderhouds- of restauratiehandelingen en -werken uit te voeren aan goederen die deel uitmaken van het Waalse kleine volkse erfgoed.

De in lid 1 bedoelde subsidie kan niet worden verleend voor :

1° het verrichten van handelingen en werken die tot doel hebben een nieuw element te creëren op het goed dat onder het klein volkspatrimonium valt ;

2° het verrichten van handelingen en werken aan een als monument geklasseerd goed ;

3° het stellen van handelingen en het uitvoeren van werken die tot doel hebben een onderdeel van het goed dat behoort tot het Waals klein volkspatrimonium gedeeltelijk te vervangen wanneer het bewaarde onderdeel van het goed niet substantieel is.

§ 2. Wanneer de begunstigde niet onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, raadpleegt de begunstigde ten minste drie aannemers of dienstverleners die over de technische capaciteit beschikken om de gesubsidieerde handelingen en werken uit te voeren, teneinde een gedetailleerde offerte te vragen voor de elementen die in aanmerking komen voor subsidie. De gedetailleerde offerte vermeldt alle prestatie stap voor stap, een prijs voor elk onderdeel van de opmetingsstaat en de geldigheidsperiode.

Wanneer de begunstigde onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, garanderen de door de aanbestedende overheid vastgestelde selectiecriteria dat de geselecteerde inschrijver over de technische capaciteit beschikt om de gesubsidieerde handelingen en werken uit te voeren.

§ 3. Onverminderd de toepassing van controles op de normale aard van de prijzen, wordt het bedrag van de subsidie berekend :

1° wanneer de begunstigde niet onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, op basis van de prijzen voor de in aanmerking komende posten die zijn vermeld in de offerte van de aannemer of dienstverlener die de laagste prijzen heeft ingediend en die voldoet aan de vereisten inzake technische bekwaamheid ;

2° wanneer de begunstigde onderworpen is aan de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, op basis van de prijzen voor de vermelde in aanmerking komende artikelen:

a) in het geval van een overheidsopdracht met een laag bedrag, in de aan het einde van de gunningsprocedure geselecteerde inschrijving;

b) in het geval van een overheidsopdracht die geen overheidsopdracht met een laag bedrag is, in de economisch voordeligste inschrijving in de zin van artikel 81 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De subsidieaanvraag wordt overeenkomst artikel R.88-9, onderzocht.

§ 4. Het bedrag van de subsidie wordt vastgesteld op vijfenzeventig procent van het bedrag van de facturen die betrekking hebben op de gesubsidieerde handelingen en werken, binnen de grenzen van het in paragraaf 1, lid 1 bedoelde bedrag.

De subsidie wordt berekend op basis van de bedragen exclusief btw, tenzij de begunstigde btw moet betalen.

Art. R.89-9. De gesubsidieerde handelingen en werken moeten uiterlijk twee jaar na kennisgeving van de toekenningsbeslissing zijn uitgevoerd, anders vervalt de subsidie voor de niet-uitgevoerde handelingen en werken.

Art. R.89-10. § 1. De helft van het bedrag van de subsidie wordt op grond van een schuld vereffend zodra de kennisgeving van het besluit tot toekenning van de subsidie is verricht.

§ 2. Voordat het saldo van de subsidie kan worden uitbetaald, moet de erfgoedadministratie de gesubsidieerde handelingen en werken goedkeuren.

Na voltooiing van de gesubsidieerde aanvullende handelingen en werken, nodigt de begunstigde de erfgoedadministratie uit om na te gaan of de handelingen en werken zijn uitgevoerd met het oog op hun goedkeuring. De erfgoedadministratie voert de inspectie ter plaatse uit of op basis van een volledig fotografisch verslag als de specifieke kenmerken van het project dat toelaten.

Onverminderd titel 9 van het Wetboek kan de erfgoedadministratie, indien zij na een inspectie ter plaatse van oordeel is dat de gesubsidieerde handelingen en werken niet zijn uitgevoerd in overeenstemming met de goede praktijken of de voorwaarden van het toekenningsbesluit, de begunstigde verzoeken om binnen een door haar vastgestelde termijn onder haar toezicht handelingen en werken uit te voeren om ze met de goede praktijken in overeenstemming te brengen, op straffe van vervall van de subsidie.

Het saldo van de subsidie wordt uitbetaald zodra de erfgoedadministratie de gesubsidieerde handelingen en werken goedkeurt op basis van :

- 1° een schuldvorderingsverklaring ;
- 2° de facturen en bewijsstukken met betrekking tot de gesubsidieerde uitgaven;
- 3° de betalingsbewijzen.

Afdeling 3. Subsidies voor archeologische verrichtingen en archeologische goederen

Art. R.90-1. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister of de Regering, overeenkomstig de machtiging in zijn werkingsbesluit, een subsidie toekennen voor :

- 1° de uitvoering van archeologische verrichtingen;
- 2° de verbintenis om de archeologische goederen in erkende bewaarplaatsen te verzamelen die toegankelijk zijn voor de vorsers;
- 3° de opening voor het publiek van beschermde goederen.

Het bedrag van de subsidie wordt bepaald naar gelang van:

- 1° de relevantie en de toegevoegde waarde van het doel van de subsidie met betrekking tot het Waals erfgoed;
- 2° een voorlopige begroting met alle uitgaven en inkomsten in verband met het doel van de subsidie;
- 3° in voorkomend geval, wanneer de subsidie betrekking heeft op archeologische verrichtingen, de resultaten van de archeologische verrichtingen sinds de aanvang ervan.

In het geval van een meerjarige subsidie kan er een raamovereenkomst worden gesloten die de subsidie een kader verleent.

§ 2. De uitgaven die in aanmerking komen voor de subsidie zijn :

- 1° de uitgaven inzake het personeel ;
- 2° de kosten met betrekking tot onderzoek, de ontwikkeling van archeologische verrichtingen, de verspreiding van kennis hierover en de promotie ervan;
- 3° de materiële kosten die op het terrein worden gemaakt als gevolg van archeologische verrichtingen;
- 4° de kosten voor het gebruik van lokalen, het verbruik van energie en de aankoop van apparatuur, met uitsluiting van eventuele investeringen in onroerend goed;
- 5° de werkings- en investeringskosten voor meubilair en uitrusting met betrekking tot de tentoonstelling van archeologische voorwerpen gewijd aan de activiteiten bedoeld in artikel D.90, 1° en 3° ;
- 6° kosten in verband met de promotie en publiciteit van acties in verband met de tentoonstelling van archeologische voorwerpen aan het publiek;
- 7° een bijdrage in de algemene kosten bedoeld in artikel 39bis, § 1, tweede lid, van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en de controle van de universitaire instellingen met een bijdragepercentage in de algemene kosten beperkt tot maximum vijftien procent.

De subsidie is vastgesteld op maximaal 75% van de subsidiabele uitgaven.

§ 3. Een toelage kan worden toegekend:

- 1° aan een gemeente;
- 2° aan een provincie;
- 3° aan een intercommunale ;
- 4° aan een OCMW ;
- 5° aan een zelfstandig gemeentelijk of provinciaal bedrijf;
- 6° aan een vereniging bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- 7° aan een kerkfabriek;
- 8° aan een universiteit ;
- 9° aan een vereniging zonder winstoogmerk of een vereniging met een gelijkgesteld statuut naar buitenlands recht, waarvan de statuten de bevordering van het erfgoed tot doel hebben;
- 10° aan een stichting zonder winstoogmerk of een vereniging met een gelijkgesteld statuut naar buitenlands recht, waarvan de statuten de bevordering van het erfgoed tot doel hebben.

Art. R.90-2. Elke subsidieaanvraag moet worden ingediend middels het formulier dat is vastgelegd door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

De Minister kan voorwaarden vaststellen met betrekking tot de termijn voor het indienen van subsidieaanvragen.

De aanvraag moet op papier of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

Art. R.90-3. Als het bedrag van de subsidie hoger is dan 50.000 euro, wordt er door de erfgoedadministratie een begeleidingscomité opgericht om toezicht te houden op de uitvoering van de subsidie.

Het begeleidingscomité wordt uiterlijk opgericht voordat de tweede schijf van de subsidie wordt uitbetaald.

Art. R.90-4. De subsidie wordt uitbetaald als volgt:

1° als het bedrag van de subsidie lager is dan of gelijk is aan 25.000 euro, wordt de subsidie in één schijf betaald zodra het doel van de subsidie is bereikt;

2° als het bedrag van de subsidie hoger is dan 25.000 euro en lager dan 250.000 euro, wordt de subsidie in twee schijven betaald:

a) de eerste schijf van ten hoogste zestig procent wordt uitbetaald na kennisgeving van het toekenningsbesluit;

b) het saldo wordt uitbetaald bij voltooiing van het doel van de subsidie;

3° als het bedrag van de subsidie hoger is dan of gelijk is aan 250.000 euro, wordt de subsidie in drie schijven betaald:

a) de eerste schijf van ten hoogste zestig procent wordt uitbetaald na kennisgeving van het toekenningsbesluit;

b) de tweede termijn van maximaal dertig procent wordt betaald zodra het tussentijdse activiteiten en financiële verslag is gevalideerd;

b) het saldo wordt uitbetaald bij voltooiing van het doel van de subsidie.

Art. R.90-5. De uitbetaling van de subsidie vereist de voorafgaandelijke controle en goedkeuring van de gesubsidieerde uitgaven door de erfgoedadministratie.

De subsidie wordt uitbetaald zodra de erfgoedadministratie goedkeurt op basis van :

1° een schuldverklaring voor de overeenstemmende schijf ;

3° de facturen en bewijsstukken met betrekking tot de gesubsidieerde uitgaven voor de dienovereenkomstige schijf;

4° de betalingsbewijzen voor de overeenstemmende schijf ;

5° voor de laatste schijf, een beschrijving van de uitvoering van het doel van de subsidie door de begunstigde.

Afdeling 4. Subsidies voor de sensibilisering van het publiek voor erfgoed

Onderafdeling 1. Subsidie om erfgoedacties te stimuleren

Art. R.91-1. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister een subsidie toekennen ter dekking van de noodzakelijke uitgaven voor publicaties, publieksevenementen, initiatieven of activiteiten of activiteiten om het erfgoed en de erfgoedberoepen meer bekendheid te geven, te valoriseren of te bevorderen, met uitzondering van de in artikel R.91-2 bedoelde elementen.

De geschiktheid van een subsidie wordt beoordeeld in het licht van de volgende elementen:

1° het deel van het gesubsidieerde gedeelte dat wordt besteed aan erfgoed en zijn beroepen;

2° de relevantie en de meerwaarde van het gesubsidieerde onderdeel in relatie tot het erfgoed en zijn beroepen;

3° een voorlopige begroting met uitgaven en inkomsten met betrekking tot de gesubsidieerde uitgave;

4° thema's bepaald door de Minister om de samenhang van de toegekende subsidies over een bepaalde periode te waarborgen.

De Minister kan bijzondere voorwaarden vaststellen voor de verlening van de subsidies, bedoeld in het eerste lid.

§ 2. De uitgaven die in aanmerking komen voor subsidie zijn uitgaven die nodig zijn om de gesubsidieerde elementen uit te voeren, met uitzondering van werkingsuitgaven.

De subsidie is vastgesteld op maximaal vijftig procent van de subsidiabele uitgaven en mag niet meer bedragen dan 10.000 euro.

De subsidie wordt berekend op basis van de bedragen exclusief btw, tenzij de begunstigde btw moet betalen.

Een subsidieaanvraag waarvan het bedrag van de subsidiabele uitgaven lager is dan 1.000 euro is niet ontvankelijk.

§ 3. Een toelage kan worden toegekend:

1° aan een gemeente;

2° aan een provincie;

3° aan een intercommunale ;

4° aan een instelling van het hoger onderwijs ;

5° aan een vereniging zonder winstoogmerk of een vereniging met een gelijkgesteld statuut naar buitenlands recht, waarvan de statuten de bevordering van het erfgoed tot doel hebben;

6° aan een stichting zonder winstoogmerk of een vereniging met een gelijkgesteld statuut naar buitenlands recht, waarvan de statuten de bevordering van het erfgoed tot doel hebben.

Art. R.91-2. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister een subsidie toekennen voor elke actie die deel uitmaakt van een door de erfgoedadministratie georganiseerd grootschalig evenement op gewestelijke schaal om de noodzakelijke en rechtstreeks daarmee verband houdende uitgaven te dekken:

1° omkadering van het publiek ;

2° de creatie van rondleidingen, evenementen en educatieve instrumenten die specifiek zijn voor het evenement;

3° de verplaatsingen van en naar de plaats waar het evenement plaatsvindt.

De Open Monumentendagen en de bijbehorende evenementen voor jongeren zijn grootschalige evenementen die door de erfgoedadministratie op gewestelijk niveau worden georganiseerd. Een grootschalig evenement op gewestelijke schaal is een evenement dat plaatsvindt in minstens drie van de vijf Waalse provincies, of op tien locaties, binnen een tijdsbestek van maximaal één kalenderjaar.

De subsidie als bedoeld in lid 1 kan uitsluitend worden toegekend voor de organisatie van een evenement in een goed met erfgoedbelang.

§ 2. De subsidie bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, bedraagt maximaal 100 euro per dag.

De subsidie bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°, bedraagt maximaal 500 euro per dag.

De subsidie, vermeld in paragraaf 1, eerste lid, 3°, bedraagt maximaal vijftig procent van de vervoerskosten en maximaal € 1000 per schoolinrichting.

De subsidie bedoeld in paragraaf 1, lid 1, wordt berekend op basis van de bedragen exclusief btw, tenzij de begunstigde btw moet betalen.

§ 3. De Minister kan bijzondere voorwaarden vaststellen voor de verlening van de subsidies, bedoeld in paragraaf 1.

Art. R.91-3. Elke subsidieaanvraag moet worden ingediend middels het formulier dat is vastgelegd door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

De aanvraag moet op papier of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

De Minister kan een specifieke datum vaststellen voor het indienen van aanvragen voor de subsidies bedoeld in de artikelen R.91-1 en R.91-2.

Art. R.91-4. De subsidie bedoeld in de artikelen R.91-1 en R.91-2 wordt berekend op basis van :

1° een schuldvorderingsverklaring ;

2° de facturen en bewijsstukken met betrekking tot de gesubsidieerde uitgaven;

3° de betalingsbewijzen.

Op straffe van verlies van het voordeel van de subsidie moeten de documenten bedoeld in paragraaf 1 binnen zes maanden na voltooiing of uitvoering van het gesubsidieerde element worden toegezonden aan de erfgoedadministratie.

Onderafdeling 2. Een subsidie aan een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting van openbaar nut die een of meer acties van gewestelijk belang uitvoert

Art. R.91-5. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister of de Regering, overeenkomstig de machtiging bepaald in zijn werkingsbesluit, een subsidie verlenen aan een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting van openbaar nut die één of meer acties van gewestelijk belang voert waarvan de weerslag het hele grondgebied van het Waals Gewest bestrijkt, om de kosten te dekken die verbonden zijn aan de werking van de vereniging of stichting.

Tot de in lid 1 bedoelde verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen van openbaar nut behoren ook instellingen met een gelijkwaardige status volgens buitenlands recht.

Acties van gewestelijk belang houden rechtstreeks verband met erfgoed en zijn van archeologisch, historisch, architecturaal, wetenschappelijk, herinnerings-, esthetisch, technisch, landschappelijk, stedenbouwkundig of toeristisch belang.

De in lid 1 bedoelde vereniging zonder winstoogmerk of stichting van openbaar nut:

1° voert erfgoedgerelateerde activiteiten uit zoals bepaald in artikel D.2 ;

2° levert het bewijs dat zijn activiteiten een specifieke band hebben met het Franse taalgebied;

3° is niet in vereffening.

§ 2. Het bedrag van de subsidie wordt bepaald naar gelang van:

1° de relevantie en de toegevoegde waarde van het doel van de subsidie met betrekking tot het Waals erfgoed;

2° de potentiële internationale uitstraling van het doel van de subsidie;

3° het deel van de subsidie dat wordt besteed aan het onroerend deel in het doel van de subsidie;

4° de bijdrage van het voorwerp van de subsidie tot de opwaardering van één of meer elementen van het Waalse erfgoed;

5° een voorlopige begroting met alle uitgaven en inkomsten in verband met het doel van de subsidie

§ 3. De uitgaven die in aanmerking komen voor de subsidie zijn :

1° de uitgaven inzake het personeel ;

2° de kosten voor het gebruik van lokalen, het verbruik van energie en de aankoop van apparatuur, met uitsluiting van eventuele investeringen in onroerend goed;

3° andere werkingskosten dan bedoeld in 2° ;

4° kosten met betrekking tot de promotie en publiciteit van de actie van gewestelijk belang.

De subsidie is vastgesteld op maximaal 75% van de subsidiabele uitgaven.

Art. R.91-6. De Minister kan een specifieke datum vaststellen voor het indienen van de aanvraag voor de subsidie bedoeld in artikel R.91-5.

Art. R.91-7. Als het bedrag van de subsidie hoger is dan of gelijk is aan 50.000 euro, wordt er door de erfgoedadministratie een begeleidingscomité opgericht om toezicht te houden op de uitvoering van de subsidie.

Het begeleidingscomité wordt uiterlijk opgericht voordat de tweede schijf van de subsidie wordt uitbetaald.

Art. R.91-8. § 2. Het voorschot wordt uitbetaald als volgt:

1° als het bedrag van de subsidie lager is dan of gelijk is aan 25.000 euro, wordt de subsidie in één schijf betaald zodra het doel van de subsidie is bereikt;

2° als het bedrag van de subsidie hoger is dan 25.000 euro en lager dan 250.000 euro, wordt de subsidie in twee schijven betaald:

a) de eerste schijf van ten hoogste zestig procent wordt uitbetaald na kennisgeving van het toekenningsbesluit;

b) het saldo wordt uitbetaald bij voltooiing van het doel van de subsidie;

3° als het bedrag van de subsidie hoger is dan of gelijk is aan 250.000 euro, wordt de subsidie in drie schijven betaald:

a) de eerste schijf van ten hoogste zestig procent wordt uitbetaald na kennisgeving van het toekenningsbesluit;

b) de tweede termijn van maximaal dertig procent wordt betaald zodra het tussentijdse activiteiten en financiële verslag is gevalideerd;

b) het saldo wordt uitbetaald bij voltooiing van het doel van de subsidie.

Art. R.91-9. De uitbetaling van de subsidie vereist de voorafgaandelijke controle en goedkeuring van de gesubsidieerde uitgaven door de erfgoedadministratie.

De subsidie wordt uitbetaald zodra de erfgoedadministratie goedkeurt op basis van :

- 1° een schuldvorderingsverklaring voor de overeenstemmende schijf ;
- 2° de facturen en bewijsstukken met betrekking tot de gesubsidieerde uitgaven voor de dienovereenkomstige schijf;
- 3° de betalingsbewijzen voor de overeenstemmende schijf ;
- 4° voor de laatste schijf, een beschrijving van de uitvoering van het doel van de subsidie door de begunstigde.

Onderafdeling 3. Subsidie voor een erfgoedreferent binnen een groep gemeenten

Art. R.91-10. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister een subsidie toekennen aan een gemeente om de salarissuitgaven te dekken van een erfgoedreferent die meerdere gemeenten onderling aanstellen.

In het geval van een meerjarige subsidie kan er een raamovereenkomst worden gesloten die de subsidie een kader verleent.

De gemeente die de subsidie ontvangt, wordt de "in dienst nemende gemeente" genoemd.

De opdrachten van de erfgoedreferent zijn :

- 1° de gemeenten die partij zijn bij de overeenkomst coördineren en bijstaan in hun erfgoedprojecten;
- 2° een sensibiliserings- en bemiddelingsprogramma rond erfgoed opzetten;
- 3° erfgoedadvies verstrekken aan burgers, organisaties en verenigingen die verantwoordelijk zijn voor het erfgoed van de gemeenten die partij zijn bij de overeenkomst.

De erfgoedreferent is een specialist in erfgoed:

- 1° of door zijn opleiding ;
- 2° of wegens minstens 5 jaar praktijkervaring.

De erfgoedreferent is in dienst van de in dienst nemende gemeente in overeenstemming met haar algemene personeelsbepalingen.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde subsidie wordt toegekend in de volgende gevallen :

1° hetzij volgens een grondgebiedsgerelateerde logica, in welk geval de groepering van gemeenten ten minste drie gemeenten omvat die elk minder dan 15.000 inwoners tellen op 1 januari van het jaar dat het jaar van de subsidieaanvraag voorafgaat;

2° of volgens een logica die verband houdt met het werelderfgoed, namelijk dat de betrokken gemeenten eigendommen bezitten uit een reeks die voorkomt op de Werelderfgoedlijst van UNESCO of op de Belgische voorlopige lijst voor een dergelijke erkenning.

In het geval, vermeld in paragraaf 2, 2°, is de erfgoedreferent uitsluitend verantwoordelijk voor opdrachten met betrekking tot het werelderfgoed.

§ 3. Voorafgaand aan de verlening van de subsidie, bedoeld in lid 1, wordt tussen de gemeenten een samenwerkingsovereenkomst gesloten waarin de in dienstnemende gemeente, het budgettaire en administratief beheer, de operationele en budgettaire regels tussen de gemeenten die partij zijn bij de overeenkomst, de duur van de overeenkomst en de opzeggingsregels worden vastgelegd.

§ 4. De aanvraag tot verlenging moet door de in dienst nemende gemeente op papier of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

Art. R.91-11. Uitgaven die in aanmerking komen voor subsidie zijn personeelskosten. De subsidie bedoeld in R.91-10, § 1, bedraagt maximaal 40.000 euro per jaar en mag niet meer bedragen dan vijftig procent van de brutoloonkosten van de voltijdse referent.

De in lid 1 bedoelde subsidie wordt toegekend voor prestaties met een duur van twaalf maanden. Voor prestaties van kortere duur wordt zij dienovereenkomstig verminderd.

Als de erfgoedreferent verandert, brengt de in dienst nemende gemeente de erfgoedadministratie onmiddellijk op de hoogte.

Art. R.91-12. De subsidie wordt op jaarbasis als volgt betaald door de erfgoedadministratie:

1° een eerste schijf overeenstemmend met vijfenzeventig procent van de jaarlijkse subsidie wordt uitbetaald na kennisgeving van de subsidie op basis van de arbeidsovereenkomst, de overeenkomst gesloten tussen de groep van gemeenten en een schuldvorderingsverklaring;

2° de uitbetaling van het saldo van de jaarlijkse subsidie is onderworpen aan de voorlegging van een staat van de loonkosten van de referent, een verslag van de activiteiten die de referent in het kader van de subsidie heeft uitgevoerd en een schuldvorderingsverklaring.

De documenten waarnaar wordt verwezen in paragraaf 1, 2°, zijn onderworpen aan controle en goedkeuring door de erfgoedadministratie en, indien nodig, wordt het definitieve bedrag van de subsidie aangepast in overeenstemming met artikel R.91-11, lid 2.

In het geval van een meerjarensubsidie zijn de documenten, bedoeld in het eerste lid, 1°, niet langer vereist, met uitzondering van de schuldvorderingsverklaring, behoudens wijzigingen.

Verzoeken om betaling van het saldo moeten binnen twee jaar na toekenning van de subsidie worden ingediend, anders vervalt het voordeel van het saldo van de subsidie.

Afdeling 6. Verplichte verzekering voor geklasseerde of daarmee gelijkgestelde goederen

Afdeling 7. Aanvang van de geplande handelingen en werken

Art. R.95-1. De directeur van het operationeel gebied van de territoriaal bevoegde erfgoedadministratie is verantwoordelijk voor het afleveren van de machtiging bedoeld in artikel D.95, eerste lid, 2°.

In afwijking van lid 1 is de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie bevoegd om de vergunning bedoeld in artikel D.95, lid 1, 2°, af te leveren in het geval van een goed dat op de lijst van het Waals uitzonderlijk erfgoed staat.

Afdeling 8. Medesubsidiëring

Art. R.97-1. Een subsidie bedoeld in dit hoofdstuk kan samengevoegd worden met een subsidie toegekend door het Waals Gewest of enige andere subsidiërende overheid op voorwaarde dat het totaal van de toegekende subsidies en het totaal van de toegekende subsidies voor elke subsidiabele post niet meer bedraagt dan honderd procent van de uitgaven. In voorkomend geval wordt de op grond van dit hoofdstuk toegekende subsidie dienovereenkomstig verlaagd.

Aanvragers van een subsidie als bedoeld in dit hoofdstuk moeten de erfgoedadministratie op de hoogte stellen van andere subsidies die voor hetzelfde doel zijn toegekend.

Art. R.97-2. Wanneer het gesubsidieerde element de uitwerking vereist van een financieringsplan in overleg tussen meerdere subsidiërende overheden, kan het toekenningsbesluit afwijken van de nadere vereffeningregels van de betrokken subsidie om ze aan te passen aan het financieringsplan.

Art. R.97-3. Het percentage van de gemeentelijke en provinciale bijdrage bedraagt respectievelijk ten minste één procent en vier procent van de kosten van de handelingen en werken die in aanmerking komen voor de subsidies bedoeld in artikel R.88-1, § 1, eerste lid, 3° en 4°.

Voor de aanvullende subsidies bedoeld in artikel R.88-14 is geen provinciale of gemeentelijke tussenkomst vereist.

De aanvrager heeft de mogelijkheid om een verhoging van het percentage aan te vragen bij de gemeente en de provincie waar het goed gelegen is. In dat geval licht hij de administratie daarover in bij de indiening van zijn subsidie-aanvraag, met overmaking van een afschrift van de beraadslagingen en besluiten van de betrokken instanties.

Het besluit tot toekenning van de gewestelijke subsidie vermeldt het percentage van de gemeentelijke en van de provinciale tussenkomst of bevat als bijlage de instemming betreffende de toekenning van de gemeentelijke of van de provinciale subsidie wanneer het percentage van deze tussenkomst hoger is dan het percentage vastgesteld in lid 1.

Op basis van de eindafrekening die door de erfgoedadministratie is goedgekeurd, betaalt de gemeente of provincie de subsidie na voltooiing van de werken uit aan de begunstigde.

De erfgoedadministratie stuurt de gemeente en de provincie een afschrift van het subsidiebesluit en de eindafrekening die aan de begunstigde is meegedeeld.

Hoofdstuk 3. Raamovereenkomsten

Art. R.98-1. Er kan een kaderovereenkomst worden gesloten voor goederen geklasseerd als monument en architectonische ensembles die opgenomen zijn op de lijst van uitzonderlijk erfgoed in Wallonië.

De subsidies toegekend in het kader van de uitvoering van een raamovereenkomst dekken maximaal vijftien procent van de kosten van de voorafgaande onderzoeken of gesubsidieerde handelingen en werken berekend op basis van het leidend schema bedoeld in artikel R.98-2, derde lid, 2°.

De handelingen en werken die kunnen worden gesubsidieerd en de subsidiabele posten zijn die bedoeld in artikel R.88-1.

De artikelen D.92 tot en met D.94 zijn van toepassing op subsidies die worden toegekend op grond van een raamovereenkomst.

Wanneer een raamovereenkomst de tussenkomst van meerdere ondergeschikte subsidiërende overheden inhoudt, zijn de artikelen R.97-1 en R.97-3 van toepassing.

Art. R.98-2. De eigenaar van een goed stuurt zijn aanvraag om een kaderovereenkomst te sluiten naar de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie.

Een aanvraag voor het sluiten van een raamovereenkomst kan alleen worden ingediend wanneer het stadium van voortgang van het projectontwerp het mogelijk maakt om met voldoende nauwkeurigheid de kosten en het tijdschema voor het uitvoeren van de geplande handelingen en werken te bepalen.

De eigenaar voegt bij de aanvraag tot erkenning :

1° de identiteit van de erkende projectontwerper ;

2° een leidend schema dat bestaat uit een rapport met de volledige gezondheidstoestand van het goed en een meerjarenprogramma van onderzoeken, handelingen en werken gepland door een projectontwerper;

3° het bewijs dat de aanvraagprocedure voor een erfgoedvergunning is opgestart;

4° in het geval van een publiek-privaat samenwerkingsproject of een project waarbij bevoegdheden van meerdere overheden betrokken zijn, moet de aanvraag gegevens bevatten over de globale, jaarlijkse en specifieke bijdragen.

De erfgoedadministratie kan de overlegging van de aanvullende documenten vereisen indien ze noodzakelijk zijn voor het begrip van het project.

Art. R.98-3. De duur van de raamovereenkomst wordt bepaald door de omvang van de gesubsidieerde handelingen en werken.

Art. R.98-4. De uitbetaling van de gewestelijke bijdrage hangt af van de voortgang van de onderzoeken, handelingen en werken.

In afwijking van lid 1 kan bij de kennisgeving van het toekenningsbesluit jaarlijks een forfaitair bedrag van maximaal twintig procent van de jaarlijkse bijdrage van het Gewest als kasvoorschot worden betaald.

De gewestelijke bijdrage wordt uitbetaald op basis van :

1° een schuldvorderingsverklaring ;

2° met uitzondering van het in het tweede lid bedoelde bedrag, een voortgangsrapport, facturen en de bijbehorende bewijsstukken en betalingsbewijzen.

Art. R.98-5. De eigenaar stuurt minstens om de drie maanden een voortgangsverslag van de handelingen en werken naar de erfgoedadministratie.

De erfgoedadministratie kan de vorm en inhoud van de aan haar toegezonden voortgangsrapporten opleggen.

Art. R.98-6. Indien een bepaling van de raamovereenkomst door de begunstigde niet wordt nageleefd, stelt de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie de begunstigde hiervan op de hoogte.

De begunstigde van de raamovereenkomst kan binnen dertig dagen na ontvangst van de in lid 1 bedoelde informatie schriftelijk opmerkingen maken.

Wanneer hij daartoe een aanvraag indient binnen vijftien dagen na ontvangst van de in lid 1 bedoelde informatie wordt de begunstigde van de raamovereenkomst gehoord door de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie of diens afgevaardigde.

De in lid 3 bedoelde hoorzitting kan per videoconferentie worden gehouden. In dit geval zal de erfgoedadministratie de begunstigde van de raamovereenkomst daarvan op de hoogte brengen. De begunstigde van de raamovereenkomst kan weigeren dat de hoorzitting per videoconferentie wordt gehouden door dit aan de erfgoedadministratie te melden binnen vijf dagen na ontvangst van de informatie dat de hoorzitting per videoconferentie zal plaatsvinden.

De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie stuurt een verslag waarin vastgesteld wordt dat de begunstigde een bepaling van de kaderovereenkomst niet heeft nageleefd en eventuele schriftelijke of mondelinge opmerkingen van de begunstigde.

Hoofdstuk 4. Oproepen tot het indienen van projecten

Art. R.99-1. De projectoproep vermeldt:

- 1° de begunstigden van de projectoproep;
- 2° het doel van de projectoproep;
- 3° het bedrag of de berekeningswijze van de financiële tegemoetkoming;
- 4° de toekenningsvoorwaarden en de toekenningsprocedure van de financiële tegemoetkoming;
- 5° de nadere regels voor het gebruik van de financiële tegemoetkoming;
- 6° de nadere regels voor de uitbetaling van de financiële tegemoetkoming;
- 7° de nadere regels voor de project oproep;
- 8° de nadere regels inzake de controle van het gebruik van de financiële tegemoetkoming.

TITEL 8. VERGOEDINGEN

Art. R.100-1. De Minister kan beslissen tot terugkoop van het goed bedoeld in artikel D.100, § 2, vierde lid.

De minister mandateert het bevoegde aankoopcomité van het Departement Aankoopcomités van de Waalse Overheidsdienst Financiën voor de schatting, de onderhandeling en het verlijden van de verkoopakte.

Art. R.101-1. Elke vergoedingsaanvraag moet worden gericht aan de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie.

De aanvrager moet bij zijn aanvraag alle bewijsstukken of ondersteunende documenten voegen die het mogelijk maken om de aard en omvang van de schade vast te stellen.

De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie zal de aanvrager een vergoedingsbedrag voorstellen.

De betaling van de vergoeding door de erfgoedadministratie vereist dat de aanvrager het voorstel van de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie voorafgaandelijk aanvaardt.

TITEL 9. OVERTREDINGEN EN STRAFFEN

Hoofdstuk 1. De feiten en handelingen die een overtreding vormen

Hoofdstuk 2. De overtreders

Hoofdstuk 3. Voorafgaande waarschuwing en vaststelling

Art. R.104-1. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie wijst de ambtenaren van niveau A van de erfgoedadministratie aan die de hoedanigheid van vaststellend personeelslid hebben.

De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie verstrekt het document waarmee de hoedanigheid van vaststellend personeelslid bewezen wordt.

Art. R.105-1. De Minister stelt het model van de schriftelijke bevestiging, bedoeld in artikel D.105, derde lid, vast.

Art. R.106-1. De Minister legt het model van het proces-verbaal bedoeld in artikel D.106 vast.

Het proces-verbaal bevat op zijn minst de volgende gegevens:

- 1° een beschrijving van de vastgestelde overtreding;
- 2° de identificatie van de overtreder(s);
- 3° de identificatie van de bepalingen van het Wetboek die niet zijn nageleefd;
- 4° in voorkomend geval, een bevel tot stopzetting van de werken indien er een werd gegeven ;
- 5° de identificatie van het vaststellend personeelslid.

Hoofdstuk 4. Het bevel tot onderbreking

Art. R.109-1. De Minister stelt het model van de schriftelijke bevestiging, bedoeld in artikel D.109, derde lid, vast.

Hoofdstuk 5. Vervolg van de overtreding

Afdeling 1. Algemeen

Afdeling 2. Regularisatie

Afdeling 3. De administratieve geldboete

Art. R.116-1. Het bedrag van de administratieve geldboete bedoeld in artikel D.116 wordt berekend als volgt:

1° uitvoering van archeologische verrichtingen uit te voeren zonder de voorafgaande vergunning bedoeld in artikel D.65, nadat deze is vervallen, ingetrokken of geschorst, of in strijd hiermee :

a) 100 euro per vierkante meter wanneer de overtredende archeologische handeling is uitgevoerd buiten een geklasseerd goed;

b) 200 euro per vierkante meter wanneer de overtredende archeologische handeling is uitgevoerd op een geklasseerd goed;

2° de uitvoering van een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een globale vergunning of een milieuvergunning zonder archeologische handelingen te hebben uitgevoerd of zonder archeologische handelingen te hebben uitgevoerd niet overeenkomstig de nadere regels bepaald door de erfgoedadministratie krachtens artikel D.68, zonder te beschikken over het attest bedoeld in artikel D.69, wanneer archeologische handelingen vereist zijn krachtens de artikelen D.66 en D.67 :

a) voor archeologische handelingen die geen verband houden met de archeologie van gebouwen : 100 euro per vierkante meter grondinneming van het project wanneer het project, geheel of gedeeltelijk, geen grondwerken van meer dan één meter diep omvat;

b) voor archeologische handelingen die geen verband houden met de archeologie van gebouwen : 100 euro kubieke meter opgegraven grond van het project wanneer het project, geheel of gedeeltelijk, geen grondwerken van meer dan één meter diep omvat;

c) voor archeologische handelingen met betrekking tot de archeologie van gebouwen: tussen 1.000 euro en 50.000 euro, afhankelijk van het erfgoed en het historisch belang van het goed dat het voorwerp uitmaakt van de overtreding;

d) de onder a), b) en c) bedoelde bedragen worden verdubbeld indien de overtreder een vennootschap is waarvan het doel of de doeleinden zoals omschreven in de statuten geheel of gedeeltelijk bestaan uit het ontwikkelen van onroerend goed of het bouwen, civieltechnisch bouwen, herstellen, onderhouden, slopen, grondwerken, rioleringswerken, wegenwerken of de distributie van gas, water of elektriciteit;

3° het niet naleven van de verplichting tot aangifte van een toevallsvondst bedoeld in artikel D.73: tussen 250 euro en 5.000 euro afhankelijk van het erfgoed en het historisch belang van het archeologisch voorwerp;

4° het plegen van de overtreding bedoeld in artikel D.102, 13: tussen 250 euro en 10.000 euro afhankelijk van het erfgoed en het historisch belang van het archeologisch voorwerp;

5° het niet-nakomen van de verplichting bedoeld in artikel D.77, eerste lid: 50 euro per archeologische goed, met een minimum van 250 euro;

6° het niet-nakomen van de verplichtingen bedoeld in artikel D.78, lid 1: 1.000 euro voor elke niet nagekomen verplichting;

7° het gebruik van uitrusting voor het opsporen of zoeken van metalen of ferromagnetische voorwerpen, niet in overeenstemming met artikel D.80 of zonder te beschikken over de voorafgaande vergunning, vermeld in artikel D.65, nadat deze is vervallen, ingetrokken of opgeschort: 1.500 euro per gebruik ervan;

8° het gebruik van materieel om metalen of ferromagnetische voorwerpen op te sporen of te zoeken in een gebied dat verboden is krachtens D.81 :

a) op een geklasseerd of daarmee gelijkgesteld goed of in een beschermingszone van een geklasseerd of daarmee gelijkgesteld goed: 2.000 euro per gebruik ervan;

b) binnen de omtrekken van de archeologische kaart : 1.500 euro per gebruik ervan;

c) op een terrein dat onderwerp is van een archeologisch onderzoek of opgravingen: 5.000 euro per gebruik ;

9° het schenden van het verbod bedoeld in artikel D.82, 13: tussen 250 euro en 10.000 euro afhankelijk van het erfgoed en het historisch belang van het archeologisch goed;

10° het niet-nakomen van de verplichtingen bedoeld in artikel D.82, § 4: 50 euro per archeologische goed, met een minimum van 250 euro;

11° de schending van het verbod bedoeld in artikel D.82, § 5: 5.000 per informatie of communicatie;

12° de vernietiging, aantasting of beschadiging van archeologische goederen die aan het licht zijn gekomen tijdens archeologische werkzaamheden, een opsporingsactiviteit of een toevallige ontdekking, evenals archeologische voorwerpen die worden tentoongesteld, geconserveerd of gedeponereerd, zelfs tijdelijk, in een museum of een erkend depot: tussen 250 euro en 5.000 euro per archeologisch goed, afhankelijk van het erfgoed en het historisch belang van het archeologisch voorwerp;

13° het belemmeren en verhinderen van de vaststellende personeelsleden in hun opdrachten en niet naleven van een bevel, verzoek of maatregel gegeven of opgelegd krachtens de artikelen D.107, D.108, D.109 en D.110 : 1.000 voor elk verzuim, elke belemmering of niet-naleving ;

14° het plegen van handelingen of overtredingen die niet onder de punten 1° tot 13° vallen: tussen 250 euro en 100.000 euro, afhankelijk van de ernst van de overtreding en het erfgoed en het historisch belang van het onroerend goed dat het voorwerp uitmaakt van de overtreding.

Het bedrag van de administratieve geldboete bij een overtreding als bedoeld in artikel D.102, 7°, bedraagt 250 euro als aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° de organisatie of uitvoering van het evenement of de activiteit heeft geen schade veroorzaakt aan de geklasseerde of daarmee gelijkgestelde goederen;

2° het is de eerste overtreding van de overtreder bedoeld in artikel D.102.

TITEL 10. Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen

Art. R.126-1. De Commissie kan, binnen de perken van de toegekende begrotingsmiddelen, de volgende activiteiten verrichten:

1° de publicatie van periodieken en werken die verband houden met het erfgoed;

2° de instandhouding, het beheer en de valorisatie van haar Centrum voor Archieven en Documentatie;

3° bij gelegenheid, de deelname aan seminaries, salons en colloquia, of de organisatie van conferenties, colloquia, tentoonstellingen en evenementen voor de bevordering en de informatie.

Art. R.127-1. Het bureau bestaat uit tien leden, namelijk :

1° de voorzitter van de Commissie;

2° de drie ondervoorzitters elk verantwoordelijk voor één afdeling;

3° twee leden van elke afdeling aangewezen uit hun midden, waaronder de plaatsvervanger van de bevoegde ondervoorzitter van de afdeling.

Elke afdeling benoemt twee plaatsvervangers om ervoor te zorgen dat elke afdeling goed vertegenwoordigd is als een lid afwezig is.

De voorzitter van de Commissie zit het bureau voor.

Art. R.127-2. De Waalse Economische, Sociale en Milieuraad benoemt een vaste secretaris, verschillende adjunct-secretarissen en verschillende administratieve assistenten in zijn personeel.

Art. R.128-1. De aanwijzing van de leden van de Commissie gebeurt op basis van oproep tot het indienen van kandidaturen die minstens bekendgemaakt wordt:

1° in ten minste twee dagbladen die in het Franstalige taalgebied van het Waalse Gewest worden uitgegeven;

2° op de website van de erfgoedadministratie;

3° op de website van de Commissie;

4° op de website van de “Conseil économique, social et environnemental de Wallonie” (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië).

Op basis van de ontvangen kandidaturen stuurt de Commissie een voorstel voor de benoeming van een lid naar de Minister, die belast is met het indienen van het voorstel bij de Regering. Het voorstel van de Commissie is gebaseerd op een vergelijkende en objectieve analyse van de ingediende kandidaturen met betrekking tot de geschiktheid van hun curriculum vitae, hun kwalificaties en hun ervaring en loopbaan in relatie tot het in te vullen mandaat. Het voorstel van de Commissie zorgt voor een evenwichtige geografische vertegenwoordiging van de leden binnen elke afdeling.

De benoeming van de leden van de Commissie voldoet aan de wettelijke bepalingen inzake een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in adviesorganen, voor de Commissie als geheel en binnen elke afdeling.

Personeelsleden van de erfgoedadministratie, zoals bedoeld in artikel D.3, 2° van het Waalse Erfgoedwetboek, kunnen niet tot lid van de Commissie worden benoemd.

Niemand mag tot lid van de Commissie benoemd worden als hij veroordeeld is of als hij lid is van een organisme of een vereniging die krachtens een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing veroordeeld is, wegens zijn vijandige houding tegen de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaalsocialistische regime is gepleegd.

Het verbod bedoeld in lid 5 houdt op tien jaar na de beslissing van bovenvermelde rechterlijke beslissing indien vastgesteld kan worden dat de persoon of de vereniging publiekelijk afgezien heeft van zijn/haar vijandige houding tegen de democratische principes vermeld in de bepalingen bedoeld in het lid 6. Het vervalt één jaar na de desbetreffende rechterlijke beslissing als de persoon onmiddellijk na de veroordeling en als gevolg van die veroordeling ontslag heeft genomen uit de veroordeelde instantie of vereniging.

Art. R.128-2. De drie afdelingen bedoeld in artikel D.127, eerste lid, 2°, zijn als volgt samengesteld:

1° voor de afdeling monumenten en architectonische gehelen: dertig leden, onder wie de ondervoorzitter die bevoegd is voor de afdeling ;

2° voor de afdeling sites: zestien leden, onder wie de ondervoorzitter die bevoegd is voor de afdeling ;

3° voor de afdeling archeologie: acht leden, onder wie de ondervoorzitter die bevoegd is voor de afdeling

Art. R.128-3. Er zijn vijftien gespecialiseerde leden, als volgt verdeeld:

1° twee leden met specialisatie in stabiliteit;

2° twee leden met specialisatie in meubilair en schilderijen;

3° een lid met specialisatie in organologie;

4° een lid met specialisatie in glaswerk;

5° een lid met specialisatie in de archeologie van gebouwen;

6° twee leden met specialisatie in historische parken en tuinen;

7° een lid met specialisatie in geologie;

8° een lid met specialisatie in geomorfologie;

9° een lid met specialisatie in erfgoedlandschappen;

10° twee leden met specialisatie in bomen en hagen;

11° een lid met specialisatie in energie en duurzame ontwikkeling.

Zij kunnen met stemrecht deelnemen aan de werkzaamheden van de drie afdelingen.

Art. R.128-4. De Regering kan op advies van de Commissie en op voorstel van de Minister de titel van erelid toekennen aan de voormalige leden die gedurende meer dan tien jaar binnen de Commissie zitting hebben gehad.

Art. R.129-1. § 1. De voorzitter leidt de werkzaamheden van de Commissie.

De voorzitter van de Commissie organiseert het werk van de Commissie en vertegenwoordigt haar leden. Hij zorgt ervoor dat de huishoudelijke regels worden nageleefd. De voorzitter van de Commissie ontvangt de aan de commissie gerichte aanvragen om advies.

§ 2. Tenzij hij verhinderd is, leidt de ondervoorzitter de werkzaamheden van zijn afdeling. De afdelingen wijzen in eigen kring een plaatsvervangende ondervoorzitter aan, die de werkzaamheden zal voorzitten in afwezigheid van de ondervoorzitter.

Art. R.129-2. De adviezen en voorstellen van de Commissie worden op verzoek van het secretariaat bestudeerd door een of meer leden van de afdelingen of gespecialiseerde leden. Er wordt over beraadslaagd door een of meer afdelingen.

De ontwerpadviezen en -voorstellen die door de afdelingen worden behandeld en besproken, worden doorgestuurd naar de voorzitter en de permanente secretaris die, namens de Commissie, gezamenlijk de adviezen bekendmaken en de voorstellen doen.

Art. R.129-3. De organen van de Commissie beraadslagen slechts geldig indien tenminste de helft van de regelmatig opgeroepen leden aanwezig is.

Zoniet wordt een nieuwe vergadering bijeengeroepen, die binnen acht dagen met dezelfde agenda wordt gehouden. In dit geval is het in het eerste lid bedoelde aanwezigheidsquorum niet meer nodig om te beraadslagen.

De vergaderingen van de verschillende organen van de Commissie kunnen per videoconferentie plaatsvinden.

Art. R.129-4. In dringende gevallen of in behoorlijk gemotiveerde omstandigheden kunnen de beslissingen, adviezen en voorstellen van de Commissie of van haar organen aan de leden uitgebracht worden volgens een schriftelijke procedure.

Art. R.129-5. De beslissingen worden genomen bij volstrekte meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of van de ondervoorzitter die de werkzaamheden leidt, doorslaggevend. Er wordt een proces-verbaal van de vergaderingen opgesteld.

Art. R.129-6. Het bureau organiseert de activiteiten van de Commissie, beheert haar werking en harmoniseert de eventuele meningsverschillen tussen haar verschillende afdelingen. Het bureau kan, mits motivering, het door een afdeling voorbereide advies wijzigen. De genomen adviezen en de gedane voorstellen geven de inhoud weer van de door de afdelingen voorbereide ontwerpen van adviezen en voorstellen en indien er reden is om daarvan af te wijken, vermelden de gronden waarvoor ze in de motivering daarvan afwijkt. Het bureau kan de leden van de Commissie over elk dossier ondervragen.

Art. R.129-7. De Algemene Vergadering keurt het huishoudelijk reglement goed, bekrachtigt de algemene beleidsnota's, neemt kennis van de rekeningen en de voorlopige begroting van de commissie, keurt het jaarverslag goed en neemt akte van het ontslag van leden.

Art. R.129-8. De secretarissen bedoeld in artikel R.127-2, lid 1, en de vertegenwoordigers van de erfgoedadministratie wonen van rechtswege met raadgevende stem de vergaderingen van de verschillende organen van de Commissie bij

Art. R.129-9. De Commissies mag alle nodige informatie voor het vervullen van haar opdrachten en activiteiten verzamelen. Ze kan elke andere persoon erom verzoeken om bijzondere vragen te stellen.

Art. R.129-10. De leden van de Commissie, de uitgenodigde personen en de leden van de secretariaten hebben, onverminderd artikel D.6.11 zwijgplicht en plicht tot terughoudendheid wat betreft de genomen initiatieven en de uitgebrachte adviezen en de besprekingen die voorafgingen aan de aanneming ervan.

Het is ieder lid van de Commissie verboden te beraadslagen over aangelegenheden waaraan hij hetzij persoonlijk hetzij als zaakgelastigde voor of na zijn benoeming rechtstreeks belang heeft, of waaraan zijn bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad persoonlijk of rechtstreeks belang hebben.

Art. R.129-11. De Commissie maakt haar huishoudelijk reglement op grond van het door haar bureau gedane voorstel op. Het huishoudelijk reglement wordt ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd en aan de algemene vergadering meegedeeld

Art. R.130-1. De Minister bepaalt het bedrag van het presentiegeld toegekend aan de leden van de Commissie.

TITEL 11. GEWESTELIJKE EIGENDOMMEN

Art. R.131-1. De valorisering van goederen aangewezen krachtens artikel D.131 van het Wetboek wordt toevertrouwd aan de erfgoedadministratie.

De erfgoedadministratie kan de valorisering van een goed dat is aangewezen krachtens lid 1 toevertrouwen aan een vereniging zonder winstoogmerk.

In het kader van de opdracht van de erfgoedadministratie om erfgoed te valoriseren, is de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie gemachtigd om :

- 1° huurovereenkomsten te sluiten voor zover de jaarlijkse huur 125.000 euro niet overschrijdt;
- 2° overeenkomsten te sluiten ter regeling van de vergoedingen wegens huurschade voor zover het bedrag ervan 125.000 euro niet overschrijdt;
- 3° aanvragen voor vergunningen op te stellen en in te dienen om handelingen en werken uit te voeren of aanvragen voor elke vorm van administratieve toelating die nodig is voor de ontwikkeling;
- 4° te zetelen binnen de vergaderingen van de mede-eigenaars alsook binnen de raden van mede-eigendom, met de bevoegdheid om het Gewest te binden binnen de grenzen van de basisakten en de reglementen van mede-eigendom.

Art. R.132-1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister of de Regering, overeenkomstig de machtiging in zijn werkingsbesluit, een subsidie toekennen voor de dekking van de uitgaven nodig voor:

- 1° de instandhouding en het onderhoud van het goed ;
- 2° het beheer van het goed;
- 3° de ontwikkeling van activiteiten ;
- 4° toegang en ontvangst van het publiek;
- 5° contacten leggen met andere actoren om de valorisering van het goed te waarborgen.

In het besluit tot toekenning van de subsidie worden bepaald:

- 1° het voorwerp en de nadere regels van de subsidie;
- 2° het bedrag en de berekeningswijze van de subsidie zonder dat deze subsidie beperkt is door een specifiek percentage of plafond.
- 3° de modaliteiten voor de betaling van de subsidie.

Er kan een kaderovereenkomst worden gesloten voor de toekenning van een jaarlijkse subsidie over meerdere jaren. In dat geval bepaalt de raamovereenkomst de elementen bedoeld in lid2, 1° en 2°.

Art. R.132-2. Elke subsidieaanvraag moet worden ingediend middels het formulier dat is vastgelegd door de Minister, die de inhoud ervan bepaalt.

De Minister kan een specifieke datum vaststellen voor het indienen van de aanvraag voor de subsidie bedoeld in artikel R.132-1.

De aanvraag moet op papier of elektronisch worden ingediend volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels.

Art. R.132-3. Als het bedrag van de subsidie hoger is dan 50.000 euro, wordt er door de erfgoedadministratie een begeleidingscomité opgericht om toezicht te houden op de uitvoering van de subsidie.

Het begeleidingscomité wordt uiterlijk opgericht in het laatste kwartaal van het jaar waarvoor een werkingssubsidie wordt toegekend.

Art. R.132-4. § 2. Het voorschot wordt uitbetaald als volgt:

- 1° als het bedrag van de subsidie lager is dan of gelijk is aan 25.000 euro, wordt de subsidie in één schijf betaald zodra het doel van de subsidie is bereikt;
- 2° als het bedrag van de subsidie hoger is dan 25.000 euro en lager dan 250.000 euro , wordt de subsidie in twee schijven betaald:

- a) de eerste schijf van ten hoogste zestig procent wordt uitbetaald na kennisgeving van het toekenningsbesluit;
- b) het saldo wordt uitbetaald bij voltooiing van het doel van de subsidie;

3° als het bedrag van de subsidie hoger is dan of gelijk is aan 250.000 euro, wordt de subsidie in drie schijven betaald:

- a) de eerste schijf van ten hoogste zestig procent wordt uitbetaald na kennisgeving van het toekenningsbesluit;
- b) de tweede termijn van maximaal dertig procent wordt betaald zodra het tussentijdse activiteiten en financiële verslag is gevalideerd;
- b) het saldo wordt uitbetaald bij voltooiing van het doel van de subsidie.

Wanneer het gesubsidieerde element de uitwerking vereist van een financieringsplan in overleg tussen meerdere subsidiërende overheden, kan het toekenningsbesluit afwijken van de nadere vereffeningregels van de betrokken subsidie om ze aan te passen aan het financieringsplan.

Art. R.132-5. De uitbetaling van de subsidie vereist de voorafgaandelijke controle en goedkeuring van de gesubsidieerde uitgaven door de erfgoedadministratie.

De subsidie wordt uitbetaald zodra de erfgoedadministratie goedkeurt op basis van :

- 1° een schuldvorderingsverklaring ;
- 2° de facturen en bewijsstukken met betrekking tot de gesubsidieerde uitgaven voor de dienovereenkomstige schijf;
- 3° de betalingsbewijzen;
- 4° voor de laatste schijf, een beschrijving van de uitvoering van het doel van de subsidie door de begunstigde.

TITEL 12. NATIONALE EN INTERNATIONALE SAMENWERKING

Art. R.134-1. De erfgoedadministratie vertegenwoordigt het Waals Gewest in het kader van nationale of internationale samenwerking op het vlak van erfgoed, in het kader van nationale of internationale projecten die betrekking hebben op archeologie of het behoud, het beheer en de valorisatie van erfgoed, evenals zijn knowhow en ambachten.

In het kader van haar vertegenwoordigingsopdracht kan de erfgoedadministratie :

- 1° netwerken, werkgroepen of denkgroepen op nationaal of internationaal niveau oprichten, eraan deelnemen en er financieel aan bijdragen, ;
- 2° deelnemen aan en financieel bijdragen aan projecten geïnitieerd door nationale of internationale organisaties of instellingen;
- 3° initiatieven, projecten of programma's creëren, deelnemen aan en financieel bijdragen aan initiatieven, projecten of programma's die bedoeld zijn om technische en wetenschappelijke samenwerking en uitwisselingen op nationale of internationale schaal tot stand te brengen. ”.

Afdeling 2. Wijzigingen in het Waalse wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling (Reglementair deel).

Art. 2. In artikel R.IV.1 - 1 van het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 juni 2021, worden volgende wijzigingen ingevoerd:

- a) lid 2 wordt opgeheven;
- b) in lid 3 wordt punt 3° opgeheven.

Art. 3. In artikel R.IV.4-11 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) 1° wordt opgeheven;
- b) in 2° worden de woorden "of de gelijksoortige gebieden gelegen in het Duitse taalgebied" opgeheven.

Art. 4. In artikel R.IV.35-1 van hetzelfde Wetboek wordt de tweede tabel 1, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2019, vervangen als volgt:

Toestand/Specificiteit van het project	Handelingen en werken	Verplichte raadplegingen
Bebouwd en niet-bebouwd erfgoed	Handelingen en werken betreffende een goed: - gelegen in een beschermingsgebied - opgenomen met stippen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed	"Agence wallonne du patrimoine" Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen

Art. 5. In artikel R.IV.40-1, § 1, 6°, van hetzelfde wetboek, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2019, worden de woorden " dat op de beschermingslijst staat, dat beschermd is, dat gelegen is in een beschermingsgebied of opgenomen op de archeologische kaart, in de zin van het Waals Wetboek van het Erfgoed " vervangen door de woorden " dat geklasseerd of daarmee gelijkgesteld is, of gelegen is in een beschermingsgebied in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek ".

Art. 6. In artikel R.V.1-5 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2019, worden de woorden "opgenomen op de beschermingslijst, beschermd of voorlopig vallend onder de bescherming," vervangen door de woorden "geklasseerd of daarmee gelijkgesteld".

Art. 7. In artikel R.VII.3-1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in paragraaf 1, 2°, worden de woorden "de ambtenaren en personeelsleden van het "Agence wallonne du patrimoine die minstens de graad van attaché hebben, alsook" opgeheven;
- b) lid 2 wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel R.VII.19-2 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2019, wordt opgeheven.

Art. 9. In bijlagen 4 en 10 van het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016 houdende het reglementair gedeelte van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, vervangen door het besluit van 9 mei 2019 tot wijziging van het reglementair gedeelte van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, worden de afdelingen "Voor het Franse taalgebied, in toepassing van de Waalse Erfgoedcode" en "Voor het Duitse taalgebied" in vak 5 "Juridische situatie van het goed" vervangen door het volgende vak:

In toepassing van het Waalse Erfgoedwetboek

- geklasseerd goed of daarmee gelijkgestelde goed (opgenomen op de beschermingslijst of voorlopig onderworpen aan de gevolgen van klassering)
- goed gelegen in een beschermingsgebied van een geklasseerd goed
- goed opgenomen op de lijst van het uitzonderlijke erfgoed van Wallonië
- goed opgenomen op de Werelderfgoedlijst of gelegen in een bufferzone
- goed opgenomen met stippen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed
- goed opgenomen gelegen binnen omtrek van de archeologische kaart

Art. 10. In bijlagen 5, 6, 7, 8, 9, 11 en 15 van het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016 houdende het reglementair gedeelte van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, vervangen door het besluit van 9 mei 2019 tot wijziging van het reglementair gedeelte van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, wordt de afdelingen "Voor het Franse taalgebied, in toepassing van het Waalse Erfgoedwetboek" vervangen door het volgende vak:

In toepassing van het Waalse Erfgoedwetboek

- geklasseerd goed of daarmee gelijkgestelde goed (opgenomen op de beschermingslijst of voorlopig onderworpen aan de gevolgen van klassering)
- goed gelegen in een beschermingsgebied van een geklasseerd goed
- goed opgenomen op de lijst van het uitzonderlijke erfgoed van Wallonië
- goed opgenomen op de Werelderfgoedlijst of gelegen in een bufferzone
- goed opgenomen met stippen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed
- goed opgenomen gelegen binnen omtrek van de archeologische kaart

Art. 11. In bijlagen 12 en 13 van het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016 houdende het reglementair gedeelte van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, vervangen door het besluit van 9 mei 2019 tot wijziging van het reglementair gedeelte van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° het streepje "voor het Franse taalgebied, overeenkomstig het Waalse Erfgoedwetboek, een site- en archeologische site - monument - architecturaal geheel – opgenomen op de beschermingslijst - beschermd - voorlopig vallend onder de gevolgen van de bescherming – opgenomen op de lijst van het uitzonderlijk erfgoed;" wordt vervangen door hetgeen volgt: "- in toepassing van het Waals Erfgoedwetboek, op een eigendom - geklasseerd of gelijkgesteld - ingeschreven op de Werelderfgoedlijst - gelegen in een bufferzone van een goed ingeschreven op de Werelderfgoedlijst;" ;

2° het streepje "voor het Franse taalgebied, overeenkomstig het Waalse Erfgoedwetboek, een onroerend goed – gelegen in een beschermingsgebied - opgenomen met stippen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed - dat tot het klein volkspatrimonium behoort, dat voor de financiële tegemoetkoming van het Waalse Gewest in aanmerking komt of is gekomen - opgenomen in de gemeentelijke inventaris - opgenomen op de archeologische kaart voor zover de geplande handelingen en werken een aanpassing van de dragende structuur van een gebouw van vóór de twintigste eeuw inhouden - opgenomen op de archeologische kaart, voor zover de geplande handelingen en werken een aanpassing van de grond of ondergrond van het goed inhouden -;" wordt vervangen door hetgeen volgt: "in toepassing van het Waalse Erfgoedwetboek, een goed - gelegen in een beschermingszone van een geklasseerd goed - opgenomen in de gewestelijke erfgoedinventaris;

3° het streepje "voor het Franse taalgebied, overeenkomstig het Waalse Erfgoedwetboek, een project waarvan de oppervlakte van de bouw en van de inrichting van de nabije omgeving gelijk is aan of hoger is dan één hectare;" wordt vervangen door hetgeen volgt: "in toepassing van het Waalse Erfgoedwetboek, tot - een groot project in de zin van artikel D.62 van het Waalse Erfgoedwetboek - handelingen en werken bedoeld in artikel D.67 van het Waalse Erfgoedwetboek;

4° het streepje "in het Duitse taalgebied, een goed dat het voorwerp uitmaakt van een beschermingsmaatregel krachtens de wetgeving betreffende het erfgoed;" wordt opgeheven.

Art. 12. In bijlagen 4, 5, 6, 7, 8 en 9 van het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016 houdende het reglementair gedeelte van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, vervangen door het besluit van 9 mei 2019 tot wijziging van het reglementair gedeelte van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, wordt een vak *8bis* met als opschrift "Vak *8bis* - Waalse Erfgoedwetboek" ingevoegd luidend als volgt:

De aanvraag omvat (in bijlage voegen):

- Een geldige erfgoedvergunning wanneer deze vereist is door het Waalse Erfgoedwetboek en geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op handelingen en werken die het voorwerp uitmaken van de aanvraag voor de stedenbouwkundige vergunning.
- Een geldig voorafgaand archeologisch advies over een groot project wanneer dit vereist is door het Waalse Erfgoedwetboek en de aanvraag voor een advies geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op handelingen en werken die het voorwerp uitmaken van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning of een afschrift van de aanvraag voor een voorafgaand archeologisch advies over een groot project wanneer de erfgoedadministratie dit advies niet binnen de voorgeschreven termijn heeft uitgebracht.

Art. 13. In bijlagen 10 en 11 van het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016 houdende het reglementair gedeelte van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, vervangen door het besluit van 9 mei 2019 tot wijziging van het reglementair gedeelte van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, wordt een vak *8bis* met als opschrift "Vak *8bis* - Waalse Erfgoedwetboek" ingevoegd luidend als volgt:

De aanvraag omvat (in bijlage voegen):

- ° Een geldige erfgoedvergunning wanneer deze vereist is door het Waalse Erfgoedwetboek en geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op handelingen en werken die het voorwerp uitmaken van de aanvraag voor de bebouwingsvergunning.
- ° Een geldig voorafgaand archeologisch advies over een groot project wanneer dit vereist is door het Waalse Erfgoedwetboek en de aanvraag voor een advies geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op handelingen en werken die het voorwerp uitmaken van de aanvraag voor een bebouwingsvergunning of een afschrift van de aanvraag voor een voorafgaand archeologisch advies over een groot project wanneer de erfgoedadministratie dit advies niet binnen de voorgeschreven termijn heeft uitgebracht.

Art. 14. In bijlage 15 van het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016 houdende het reglementair gedeelte van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, vervangen door het besluit van 9 mei 2019 tot wijziging van het reglementair gedeelte van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, wordt een vak *8bis* met als opschrift "Vak *8bis* - Waalse Erfgoedwetboek" ingevoegd luidend als volgt:

De aanvraag omvat (in bijlage voegen):

- ° Een geldige erfgoedvergunning wanneer deze vereist is door het Waalse Erfgoedwetboek en geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op handelingen en werken die het voorwerp uitmaken van de aanvraag voor het stedenbouwkundige attest.
- ° Een geldig voorafgaand archeologisch advies over een groot project wanneer dit vereist is door het Waalse Erfgoedwetboek en de aanvraag voor een advies geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op handelingen en werken die het voorwerp uitmaken van de aanvraag voor een stedenbouwkundig attest of een afschrift van de aanvraag voor een voorafgaand archeologisch advies over een groot project wanneer de erfgoedadministratie dit advies niet binnen de voorgeschreven termijn heeft uitgebracht.

Afdeling 3. Wijziging in het Waals Erfgoedwetboek

Art. 15. De artikelen R.0 tot R.52 en 481 tot 504/5 van het Waalse Erfgoedwetboek worden opgeheven.

Afdeling 4. — Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 2015 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek

Art. 16. Artikel 28, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 2015 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de milieuvergunning, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016 houdende het reglementair gedeelte van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, wordt aangevuld met punt 4° en 5°, luidend als volgt:

4° in de gevallen bedoeld in artikel D.34, § 1, en D.62, § 1^{er}, van het Waalse Erfgoedwetboek: de erfgoedvergunning of het voorafgaand archeologisch advies wordt bij de aanvraag gevoegd;

5° in het geval bedoeld in artikel D.67, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek: het feit dat het project voldoet aan de voorwaarden van artikel D.67, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek. "

HOOFDSTUK 2. — Slotbepalingen.

Art. 17. Treden in werking op 1 juni 2024:

het decreet van 28 september 2023 tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek en houdende diverse bepalingen;

2° dit besluit.

Art. 18. De Minister bevoegd voor Erfgoed is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen 15 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica,
Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE